



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/30
13 octobre 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-treizième réunion
Paris, 9 – 13 novembre 2014

**BUDGET DU PROGRAMME D'AIDE À LA CONFORMITÉ DU PNUE
POUR L'ANNÉE 2015**

DESCRIPTION DU PROJET

1. Le PNUE a soumis à l'examen de la 73^e réunion, dans le cadre de son programme de travail, le budget proposé pour son programme d'aide à la conformité (PAC) pour l'année 2015. Le budget soumis s'élève à 9 459 000 \$US, plus 8 pour cent de coûts d'appui d'agence d'un montant de 756 720 \$US.

Rapport périodique du PAC 2014

2. Le PNUE a poursuivi son soutien apporté aux pays visés à l'article 5 à l'aide d'activités destinées à soutenir leurs efforts de conformité, à savoir:

- (a) Soutien aux plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) en qualité d'agence d'exécution principale dans 71 pays et d'agence de coopération dans 28 pays;
- (b) Aide à 103 pays visés à l'article 5, dans lesquels le PNUE est responsable des projets de renforcement des institutions, par le biais de conseils au niveau des politiques, du développement des capacités et de la finalisation de leurs systèmes d'autorisation et de quotas;
- (c) Mise en œuvre de projets à travers l'organisation, entre octobre 2013 et août 2014, de 21 réunions de réseau et ateliers thématiques sur les questions prioritaires se rapportant à l'élimination des HCFC;
- (d) Suivi de la ratification des amendements en suspens au Protocole de Montréal; et
- (e) Renforcement de la sensibilisation au moyen de publications et de vidéos sur l'élimination des HCFC axés tout particulièrement sur le secteur de l'entretien des équipements de climatisation et de réfrigération; et gestion des connaissances électroniques (à savoir: Procédure du consentement préalable en connaissance de cause (iPIC) en ligne; base de données sur les noms commerciaux; sites internet d'Ozone Action et plateformes des médias sociaux; séries de webinaires sur différents sujets en relation avec la protection de la couche d'ozone et la gestion des SAO).

3. Le PNUE a continué également à soutenir la communication dans les délais voulus des données de consommation et de production de SAO au titre de l'article 7 du Protocole de Montréal, la remise de rapports périodiques sur l'avancement de la mise en œuvre du programmes de pays (CP), et l'élaboration ainsi que la mise en œuvre dans les délais requis des plans d'action destinés à aider les pays visés à l'article 5 risquant d'être en situation de non-conformité à retourner vers la conformité.

Utilisation du budget en 2013

4. Sur les 9 158 000 \$US plus coûts d'appui de 732 640 \$US approuvés pour le budget du PAC de 2013, le PNUE a restitué le solde de 915 833 \$US, plus coûts d'appui de 73 267 \$US, à la 72^e réunion, conformément à la décision 35/36(d).

Résumé du PAC proposé pour 2015

5. Le PNUE a défini ses services pour l'année à venir en poursuivant la même approche selon trois volets. En 2015, ces volets reprendront là où ils s'étaient arrêtés l'année précédente et se concentreront sur l'apport de soutien aux pays visés à l'article 5 afin d'assurer la conformité avec les mesures de réglementation des HCFC de 2015 et 2020, sur l'encouragement de partenariats pour assurer la durabilité de l'élimination déjà réalisée (pour les CFC et autres SAO), et sur l'organisation de services de sensibilisation et de renforcement des capacités qui assurent la promotion des produits et solutions de remplacement des SAO afin de réduire au minimum leur incidence sur l'environnement.

6. Le PNUE continuera à offrir des services spéciaux de conformité adaptés aux pays, à apporter son soutien aux réseaux régionaux des administrateurs des bureaux de l'ozone, à faciliter et encourager la coopération Sud-Sud, à aider au renforcement des capacités pour la sensibilisation à la technologie et à assurer le fonctionnement d'un centre d'échange mondial d'informations afin de fournir aux Unités nationales de l'ozone des informations pertinentes. Le PNUE continuera à mettre en œuvre d'autres projets de son plan d'activités approuvés par le Comité exécutif et au nom des partenaires bilatéraux, et poursuivra également les fonctions d'élaboration de projet, de communication de rapports et de suivi qui lui reviennent en qualité d'agence d'exécution.

7. Lorsque le PNUE met en œuvre sa mission d'offrir une aide à la conformité aux pays visés à l'article 5, le plus grand défi qu'il rencontre est d'assurer que tout soutien fourni à ces pays prendra en compte les besoins spécifiques du très large éventail de pays clients qui présentent une grande variété en termes de superficie, population et consommation de SAO. Lors de ses consultations avec les pays dans le cadre des réunions de réseau, le PNUE devra faire face en 2015 aux défis spécifiques suivants:

- (a) Assurer les ratifications en suspens des Amendement de Montréal et de Beijing au Protocole de Montréal;
- (b) Maintenir un suivi politique attentif du Protocole de Montréal, ce qui demande un renforcement continu des institutions nationales pour assurer la conformité avec les objectifs du Protocole de Montréal;
- (c) L'instabilité politique ou les conflits dans certains pays ou régions qui affectent la réalisation des programmes et les risques de non-conformité avec les mesures de réglementation du Protocole;
- (d) La rotation périodique du personnel des UNO, nécessitant le renforcement constant des capacités;
- (e) L'achèvement des PGEH et le lancement des travaux se rapportant à la phase II du PGEH pour les pays éligibles, assurant que les objectifs de conformité de 2015 et 2020 sont respectés;
- (f) L'identification des obstacles empêchant l'examen de solutions de remplacement à long terme à faible potentiel de réchauffement de la planète pour les HCFC, tout particulièrement dans le secteur de l'entretien des équipements de climatisation et de réfrigération, et la découverte de solutions applicables aux pays visés à l'article 5;
- (g) Les défis rencontrés dans le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération (par ex. manque de normes pour l'utilisation de frigorigènes inflammables) tout spécialement pour les pays à faible volume de consommation de SAO (PFV) et le secteur informel; et
- (h) Les problèmes susceptibles de se poser concernant le commerce illégal des SAO pour des substances ayant déjà été éliminées.

Changements dans le budget du PAC pour 2015

8. Le budget du PAC proposé pour 2015, d'un montant de 10 215 720 \$US (dont 8 pour cent de frais d'appui d'agence) révèle une augmentation de 1,3 pour cent par rapport au budget total approuvé en 2014, et demeure conforme aux dispositions de la décision 47/24. Ces changements sont récapitulés ci-dessous et présentés dans l'Annexe 1E (bis) de la proposition soumise.

Coûts relatifs au personnel

9. Des changements ont été apportés aux coûts relatifs au personnel afin de répondre aux besoins de personnel dans les régions. Il s'agit des rubriques budgétaires suivantes:

- (a) BL 1101, (directeur de bureau pour le programme Ozone Action de Paris) a été augmentée, passant de 217 000 \$US à 250 000 \$US, pour couvrir les frais d'une année entière, étant donné que le budget ne portait auparavant que sur 10 mois. La différence a été compensée par le biais d'un réaménagement des priorités dans les rubriques budgétaires comme ceci est expliqué ci-dessous;
- (b) BL 1106 (administrateur de programme, soutien stratégique et technique) a été augmentée, passant de 190 000 \$US à 214 000 \$US pour rectifier les coûts afin de tenir compte du niveau de la fonction;
- (c) BL 1141 (coordinateur du réseau régional pour l'Afrique, P5), d'un montant de 220 000 \$US, a été supprimée et les fonds ont été réaffectés pour créer deux nouveaux postes d'administrateur de programme au niveau P-2 et un poste d'assistant de programme (niveau G6) pour soutenir l'équipe régionale du PAC en Afrique (BL 1146, 1147 et 1344 pour un montant total de 232 000 \$US);
- (d) BL 1317 (assistance temporaire en relation avec le bureau de Paris) a été réduite de 12 000 \$US (passant de 75 000 \$US à 63 000 \$US) et le solde a été réaffecté pour couvrir les coûts supplémentaires nécessaires pour BL 1101, tel qu'indiqué au sous-paragraphe (a); et
- (e) BL 1333 (assistant d'action régionale de vulgarisation pour le ROWA) a été augmenté, passant de 29 000 \$US à 60 000 \$US pour en faire un poste à plein temps, avec 30 000 \$US provenant de la réduction de BL 2130 (sous-contrats du ROWA) comme indiqué au paragraphe 10(b) ci-dessous.

Dépenses d'exploitation et dépenses se rapportant aux programmes

10. Les principaux changements apportés du fait de la régionalisation et du réaménagement des priorités des fonds alloués au PAC sont récapitulés ci-dessous:

- (a) BL 2110 (sous-contrats ECA) a été réduite de 10 000 US\$ (passant de 35 000 US\$ à 25 000 US\$);
- (b) BL 2130 (sous-contrats ROWA) a été réduite de 30 000 US\$ (passant de 50 000 US\$ à 20 000 US\$) pour couvrir les frais de BL 1333, comme indiqué au paragraphe 9(e) ci-dessus;
- (c) BL 2140 (sous-contrats ROA) a été réduite de 15 000 US\$ (passant de 28 000 US\$ à 13 000 US\$);
- (d) BL 2220 (activités régionales de sensibilisation du ROAP) a été réduite de 5 000 US\$ (passant de 54 000 US\$ à 49 000 US\$);
- (e) BL 2230 – (activités régionales de sensibilisation du ROWA) a été réduite de 10 000 US\$ (passant de 20 000 US\$ à 10 000 US\$);
- (f) BL 2250 (activités régionales de sensibilisation du ROLAC) a été réduite de 10 000 US\$ (passant de 40 000 US\$ à 30 000 US\$);

- (g) BL 3220 (coopération Sud-Sud du ROAP) a diminué de 5 000 US\$ (passant de 48 000 US\$ à 43 000 US\$);
- (h) BL 3250 (coopération Sud-Sud du ROLAC) a diminué de 5 000 US\$ (passant de 45 000 US\$ à 40 000 US\$);
- (i) BL 4301 – (loyer du bureau de Paris et réseau ECA) a été réduite de 20 000 US\$ (passant de 360 000 US\$ à 340 000 US\$);
- (j) BL 4310 – (loyer des bureaux des régions) a augmenté de 28 000 US\$ (passant de 151 000 US\$ à 179 000 US\$);
- (k) BL 5301 – (communication et diffusion pour Paris et ECA) a été réduite de 55 000 US\$ (passant de 123 000 US\$ à 68 000 US\$); et
- (l) BL 1650 (frais de déplacement du personnel du ROLAC) a été réduite de 20 000 US\$ (passant de 90 000 US\$ à 70 000 US\$) et les fonds ont été réaffectés à BL 3350 (réunion de réseau du ROLAC) qui est passé 204 000 US\$ à 224 000 US\$.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT

OBSERVATIONS

Proposition d'ensemble du PAC pour 2015

11. Le programme du PAC pour 2015 du PNUE est en accord avec le mandat accordé par la décision 35/36, qui a établi le PAC. Le PNUE continue à se concentrer sur les trois volets comme au cours de l'année passée (PAC 2014), mais ces volets ont toutefois été actualisés afin de rendre compte des changements de priorités auxquels le programme a fait face, sur la base de son expérience de travail avec les pays visés à l'article 5. Le PNUE a expliqué que le format révisé du programme de travail de l'année 2015 fournit une vue d'ensemble de tous les services mondiaux du PAC et considère des questions spécifiques ayant besoin d'être prises en main au niveau mondial, régional ou bien national au moyen de chacun de ses mécanismes de réalisation. Il a également expliqué que la nouvelle présentation vise à éviter les répétitions des mêmes informations dans le document. À titre d'exemple, on pourrait citer les activités du secteur de l'entretien des équipements de réfrigération pour lesquelles le PNUE se concentrera à l'heure actuelle sur les normes et la sécurité, des questions qui, une fois résolues, encourageront l'utilisation des produits de remplacement inflammables, tout spécialement dans les pays à faible volume de consommation de SAO.

Budget 2015 du PAC

12. Le Secrétariat a noté que la proposition de budget soumise pour le PAC (Annexe 1E- proposition de budget 2015 du PAC) est conforme à la décision 47/24 étant donné que l'augmentation proposée (121 000 \$US) ne dépasse pas les trois pour cent du budget approuvé pour l'année précédente. L'augmentation de 1,3 pour cent par rapport au budget 2014 s'est avérée, comme par le passé, nécessaire et limitée aux augmentations de salaire requises par la Commission de la fonction publique internationale. Le PNUE a également expliqué qu'il n'y a pas d'augmentations (en dehors de celles liées aux échelons de salaire) dans les coûts relatifs au personnel en soi, à l'exception des dépenses concernant le directeur de bureau qui est maintenant en charge du PAC pour 12 mois complets, ce qui n'était pas le cas auparavant. Les autres rubriques budgétaires relatives au personnel se rapportaient à de nouvelles fonctions créées à partir d'anciennes fonctions supprimées et à des réductions de coûts pour certaines activités. Les priorités d'autres activités ont été redéfinies selon les besoins et quelques fonds ont été réaffectés d'une rubrique

budgétaire à une autre pour répondre à l'évolution de ces besoins, en utilisant la marge de manœuvre accordée au PNUE par le Comité exécutif pour adapter les catégories budgétaires existantes et réaménager les priorités.

13. Un récapitulatif des changements apportés entre les budgets 2014 et 2015 du PAC est présenté ci-dessous, au tableau 1.

Tableau 1: Comparaison entre le budget approuvé de 2014 et le budget proposé de 2015 du PAC

Rubrique budgétaire	Budget approuvé 2014 (\$US)	Proposition 2015 (\$US)	Différence (\$US)	Changement (%)
1999 (personnel et voyage)	6 618 000	6 851 000	233 000	3,52
2999 (sous-contrats)	678 000	603 000	-75 000	-11,06
3999 (réunions de réseau/thématiques)	1 122 000	1 132 000	10 000	0,89
4999 (équipements et locaux)	606 000	614 000	8 000	1,32
5999 (divers)	314 000	259 000	-55 000	-17,52
TOTAL	9 338 000	9 459 000	121 000	1,30

14. En examinant l'augmentation demandée, le Secrétariat a noté que le PNUE avait déjà effectué des changements dans les affectations de certaines rubriques budgétaires afin de répondre aux augmentations indispensables de frais de personnel, et il a également remarqué qu'au cours des années précédentes le PNUE avait activement restitué les soldes des budgets précédemment approuvés pour le PAC, tout spécialement les soldes résultant des économies réalisées dans les rubriques se rapportant au personnel. Pour 2015, le PNUE a indiqué que le processus de recrutement pour trois postes à Bangkok, Nairobi et Panama a été finalisé et que le processus de recrutement pour deux postes à Paris et un pour le personnel des services généraux à Nairobi et à Bangkok est en cours.

15. Le PNUE a également mentionné qu'à compter du 1^{er} janvier 2014, l'organisation a adopté les Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS), et les travaux sont en cours pour assurer que les défis posés par ce nouveau système en ce qui concerne les obligations de remise de rapports au Fonds multilatéral soient résolus. Un rapport sur cette question sera fourni à la 74^e réunion.

16. À la suite des discussions mentionnées ci-dessus et des explications apportées aux observations faites par le Secrétariat, le PNUE a introduit en conséquence des révisions dans son budget 2015 du PAC. Le document révisé soumis par le PNUE est joint en tant qu'Annexe I au présent document.

RECOMMANDATION

17. À la lumière des informations communiquées par le PNUE et des observations ci-dessus, le Comité exécutif pourrait envisager:

- (a) D'approuver le budget du programme d'aide à la conformité (PAC) pour 2015 du PNUE, s'élevant à 9 459 000 \$US, plus des coûts d'appuis d'agence de 8 pour cent d'un montant de 756 720 \$US, figurant à l'Annexe I du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/30;
- (b) De demander au PNUE, lors des prochaines présentations du budget du PAC de continuer à:
 - (i) Communiquer des renseignements détaillés sur les activités pour lesquelles les financements mondiaux seront utilisés;

- (ii) Poursuivre l'aménagement des priorités des fonds entre les différentes rubriques budgétaires du PAC de manière à tenir compte de l'évolution des priorités, et à donner des précisions sur les nouvelles affectations de crédits budgétaires, conformément aux décisions 47/24 et 50/26;
- (iii) Rendre compte des niveaux actuels des catégories de personnel et d'informer le Comité exécutif de tout changement dans ce domaine, en particulier en ce qui concerne toute augmentation des affectations budgétaires.

Annex I

#

**UNEP COMPLIANCE ASSISTANCE PROGRAMME (CAP)
2015 WORK PROGRAMME, ACTIVITIES AND BUDGET PROPOSAL
AND 2014 PROGRESS REPORT**

Presented to the
73rd Meeting of the Executive Committee
of the Multilateral Fund for the Implementation
of the Montreal Protocol

17 September 2014



United Nations Environment Programme

Part 1: 2015 Work Programme

I. INTRODUCTION	4
II. METHODOLOGY	5
III. OVERVIEW OF CAP	5
IV. CAP FOCUS IN 2015	6
V. PLANNED OVERALL CAP SERVICES FOR 2015	16
i. Global CAP Services.....	16
ii. Global Information Clearing house services.....	22
VI. BUDGET DETAILS	25

ANNEX 1A: EXECUTIVE COMMITTEE DECISIONS RELATED TO CAP

ANNEX 1B: OVERVIEW OF CAP

ANNEX 1C: REGIONAL LOGICAL FRAMEWORK ANALYSES PROPOSED FOR 2015

ANNEX 1D: COMPLIANCE ASSISTANCE SERVICES PROPOSED FOR 2015

ANNEX 1E: 2015 CAP BUDGET PROPOSAL

ANNEX 1E': CAP BUDGET FINANCIAL ANALYSIS

ANNEX 1F: CAP PARTNERSHIPS FOR OZONE PROTECTION AND CLIMATE CO-BENEFITS

Part 2: 2014 Progress Report

I. OVERVIEW OF PROGRESS	27
II. HUMAN RESOURCES MANAGEMENT	33
III. FINANCIAL MANAGEMENT.....	34
IV. CHALLENGES AND LESSONS LEARNT	34
V. LOOKING FORWARD.....	35

ANNEX 2A: ANNUAL PROGRESS REPORT - COUNTRY-SPECIFIC CAP SERVICES DELIVERED

ANNEX 2B: ANNUAL PROGRESS REPORT - OTHER CAP SERVICES AND ACTIVITIES DELIVERED

ANNEX 2C: REGIONAL SCHEDULE OF EVENTS

ANNEX 2D: REPORT ON UTILIZATION OF CAP STAFF FOR MULTILATERAL FUND AND MONTREAL PROTOCOL
ACTIVITIES

EXECUTIVE SUMMARY

UNEP Compliance Assistance Programme (CAP) is fulfilling its mandate as an Implementing Agency of the Multilateral Fund (since 1991), by strengthening the capacity of governments – particularly National Ozone Units (NOUs) -and industry in developing countries (Article 5 countries) to elaborate and enforce the policies required to implement the Protocol and make informed decisions about alternative technologies and sustain compliance obligations.

This document presents UNEP's Compliance Assistance Programme (CAP) for the year 2015 for consideration of the 73rd meeting of the Executive Committee. The proposed 2015 CAP workplan, activities and budget is based on the current and anticipated needs of Article 5 countries, builds on progress in the implementation of the HCFC phase out management plans (HPMPs), key achievements in the 2014 CAP workplan delivery and lessons learnt. Significant efforts have been made to bring on board the necessary partnerships for an effective, holistic HCFC phase out. CAP will pursue its efforts and widen the scope and outreach to forge new partnerships essential for the phase out and climate co benefits in the choice of alternative technologies. CAP will undertake specific national studies on how Article 5 countries can minimize climate impact in the refrigeration servicing sector based on experiences gained under the CFC phase out, and activities under current HCFC implementation. (Part 2, 2014 Progress report).

CAP provides oversight, monitoring and implementation of capacity building projects and activities to Article 5 countries. CAP's 148 developing county clients cover a broad spectrum ranging in terms of size, population and consumption and production of ozone depleting substances (ODS), from Niue to China. This varied client base includes 48 countries classified by the UN system as Least Developed Countries (LDCs) and 38 countries classified as Small Island Developing States (SIDS). While the approaches and challenges between regions and countries differ, there are some general challenges facing Article 5 countries in their HCFC phase out management.

Through this proposal, UNEP CAP will provide 372 country-specific special compliance services, the operation of 10 Regional Networks of Ozone Officers (Africa Francophone, Africa Anglophone, West Asia, Caribbean, Mexico and Central America, Latin America, Eastern and Central Europe, South Asia, South East Asia Pacific and Pacific Island Countries), the facilitation of South-South cooperation, assistance with specific demand driven, regional technology capacity building and awareness activities, and provision of a global Information Clearinghouse that provides National Ozone Units with information, communication, education and electronic knowledge management services. Efforts will be made for managing the HCFC phase out process, policy planning, and programming, implementation and evaluation activities. This will also entail the production of refined -disaggregated data and an analysis of the national HPMPs on a regular basis in all the regions. In addressing training and certification of refrigeration technicians, an in depth national/regional analysis will ascertain the long term sustainability of training programmes, institutionalization of training activities and barriers and incentives. Capacities of NOUs for monitoring compliance will be strengthened and under UNEP's Clearinghouse mandate, cutting-edge knowledge on the emerging responsibilities in the HCFC phase out and management will be developed and widely disseminated.

Through the 2015 CAP, UNEP will also deliver the projects in its 2015-2017 Business Plan, implement national HCFC phase out management plans (101 HPMPs) and manage Institutional Strengthening projects in 103 countries, and perform the project development, monitoring and reporting duties required of all Implementing Agencies.

To deliver these planned comprehensive compliance assistance services to Article 5 countries during 2015, UNEP is requesting a total budget of US\$ 10,215,720, which includes the project cost of US\$ 9,459,000 and programme support costs (PSC) of 8 per cent amounting to US\$ 756,720.

Part 1: 2015 Work Programme

I. INTRODUCTION

This document presents UNEP's Compliance Assistance Programme (CAP) for the year 2015 for consideration of the 73rd meeting of the Executive Committee. The 2015 CAP has been prepared taking into account all ExCom Decisions in Annex 1A pertaining to CAP and recommendations of the July 2014 Compliance Advisory Group. It comprises two parts and budget details.

To deliver these planned comprehensive compliance assistance services to Article 5 countries during 2015, UNEP is requesting a total budget of US\$ 10,215,720, which includes the project cost of US\$ 9,459,000 and programme support costs (PSC) of 8 per cent amounting to US\$ 756,720 (budget Annex 1E).

The document also presents inter alia a report on progress in implementation of the 2014 CAP for the first 8 months of 2014 and activities covering the last 3 months of the 2013 CAP. In the 2014 CAP proposal submitted to the 71st Executive Committee (UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/23), page 10, UNEP indicated: "For the next three years, CAP will enhance the countries' capacities for implementing new HCFC phase-out responsibilities. UNEP's HCFC assistance focuses on support for establishing accurate and comprehensive baseline data, and creating awareness about technology options and co-benefits with climate." Whereas the 2015 CAP proposal being submitted to the 73rd Executive Committee is largely a continuity of activities of the 2014 CAP, certain essential areas will be prioritized, notably the refrigeration servicing sector.

This submission includes two inter-related parts- Part 1 and Part 2.

Part 1: 2015 CAP Work Programme describing proposed orientation and proposals for services and activities:

- Annex 1A: Executive Committee Decisions related to CAP
- Annex 1B: Overview of CAP
- Annex 1C : Regional logical framework analyses proposed for 2015
- Annex 1D: Compliance assistance services proposed for 2015
- Annex 1E: 2015 CAP budget proposal
- Annex 1F: CAP partnerships for ozone protection and climate co-benefits
- Annex 1G: Multilateral Fund projects implemented by CAP

Part 2: CAP progress report (October 2013-August 2014)

The document includes the following annexes:

- Annex 2A: Annual progress report - country-specific CAP services delivered
- Annex 2B: Annual progress report - other CAP services and activities delivered
- Annex 2C: Regional schedule of events
- Annex 2D: Report on utilisation of CAP staff for Multilateral Fund and Montreal Protocol activities

As was the case in 2013 and 2014, the CAP 2015 budget request is based on zero growth scenario for activities: this request corresponds to a minimal 1.3% increase to cover inflationary costs related to staff commitments. These increases are in line with the Noblemaire Principle being used by the International Civil Service Commission (ICSC) to have standard salaries for all United Nations staff in the different Agencies.¹

¹ This budget document only addresses proposals and progress reporting related to *non-project-related* activities and services delivered through CAP. For details on the individual *projects* delivered by UNEP, please refer to UNEP's Business Plan and for details on UNEP's performance on implementing those projects, please refer to UNEP's Annual and Financial Progress Report.

This document responds to Decision 66/16(v) on systematizing and streamlining reporting on progress, which requests UNEP to present its detailed annual progress report on CAP activities in the context of the annual CAP approval. UNEP seeks the Executive Committee’s approval of this 2015 CAP Work Programme, activities and budget.

II. METHODOLOGY

UNEP developed this proposal according to identified needs of Article 5 countries, in the context of the current and upcoming compliance commitments under the Montreal Protocol. The budget reflects CAP’s annual reconsideration of its priorities and a reprioritisation of CAP resources to best assist Article 5 countries in meeting their challenges in 2015 and beyond.

The proposed 2015 CAP workplan budget is based on the current and anticipated needs of Article 5 countries as assessed by the CAP teams, drawn from various sources including *inter alia* direct feedback collected during meetings of the Regional Networks of Ozone Officers and through consultations with NOUs, bilateral Implementing Agencies and through the Business Planning process, and the advice received during the 2014 Compliance Advisory Group meeting (10 July 2014, Paris). It also reflects compliance-related decisions taken through the 25th Meeting of the Parties (MOP), the 34th Open-ended Working Group (OEWG), the 52nd Implementation Committee meeting, and the 72nd Executive Committee meeting. It also considers the Multilateral Fund and Ozone Secretariat’s latest Status Reports and Compliance.

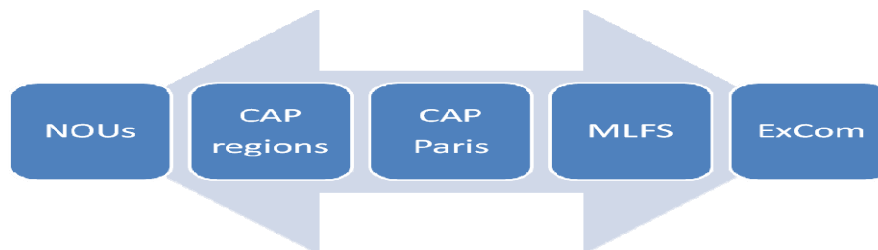
III. OVERVIEW OF CAP

UNEP strategically reoriented its approaches and delivery mechanisms in 2002 by creating the CAP to help Article 5 countries better cope with demands of the Protocol’s compliance period. Under the CAP, the majority of the staff is located in UNEP’s Regional Offices, where they closely interact with countries on a day-to-day basis to help them achieve and sustain compliance with Montreal Protocol obligations. This regional delivery mechanism is a distinct feature of the OzonAction Programme.

For ease of reference a general overview of CAP and detailed CAP services is provided in Annex 1B.

As regards programme management services, one of the important services which CAP programme delivers is the implementation of actions at the country-level linking a country’s development priorities to the agenda of the Montreal Protocol. CAP provides global managements services to ensure that National Ozone Units (NOUs) are given adequate advisory services, capacity building and technical assistance to implement activities approved by the Executive Committee of the Multilateral Fund. Support is provided to countries in managing the HCFC phase out, developing and proposing project submissions to the Executive Committee, measuring the impact of HCFC phase out, analysing the HCFC baseline data and ODP, and specific assistance with analysing country compliance data and obligations under the Protocol. CAP also supports all countries with verification reporting and data audits.

At the same time, the global management services ensure that the Executive Committee receives timely, accurate, relevant and high-quality information about the implementation of actions on the ground with reflecting changes in countries’ demand and priorities.



Priorities/focus for 2015

The priority focus for 2015 will be to assist Article 5 countries to implement, develop and submit all relevant projects and activities in line with decisions of the Executive Committee of Multilateral Fund. CAP Paris and regional teams will make significant contributions to the introduction of the best practices for project management, policy dialogue, capacity development, technical assistance and multi stakeholders' involvement in the process of phase out of HCFCs and introduction of climate friendly alternatives in Article 5 countries. CAP will also introduce a quality assurance to enable the NOUs to measure the impact of their work at the national level and move towards a results based management approach in the implementation of activities under the HPMP.

CAP Paris team will continue providing guidance to CAP regions and NOUs on Executive Committee decisions, guidelines, policy, reviewing and coordinating submissions of projects and tranches from all CAP regional teams to the Multilateral Fund and Executive Committee.

Planned activities for 2015

There are a number of activities identified that the CAP Global programme management services system will ensure to deliver in 2015:

- Business Plan for the years of 2015-2017 which will be developed in close cooperation with CAP regional teams and NOUs.
- Institutional Strengthening projects taking into account relevance of particular actions, efficiency, and effectiveness of measures to ensure compliance of Article 5 countries to the provisions of the Montreal Protocol.
- HPMP tranches which will be based on forward-looking lessons with special focus on particular sector needs and measurable aspects. This will be reflected in the submission of requests for new tranches in cooperation with relevant partner implementing agencies.
- New technical assistance actions required for the compliance which will assist Article 5 countries to ensure smooth and timely implementation of obligations under the Montreal Protocol.

i) CAP services

The CAP provides a country-specific special compliance services, operates 10 Regional Networks of Ozone Officers, facilitates South-South cooperation, assists with regional awareness activities, and provides a global Information Clearinghouse that serves NOUs through information, communication, education, electronic knowledge management and capacity building activities.

ii) CAP and Multilateral Fund project implementation

In addition to the above services, CAP is also responsible for delivering the Multilateral Fund projects approved for UNEP as per its 2014-2016 Business Plan. The majority of the projects are Institutional Strengthening (IS) projects. UNEP implements 103 projects at present. UNEP provides support as the Lead Agency in 71 national HCFC Phase out Management Plans (HPMPs) and as the Cooperating Agency in 30 countries, hence UNEP assists 101 Article 5 countries in total with their HPMPs.

CAP also implements certain Multilateral Fund projects on behalf of bilateral partners, and performs the project development, monitoring and reporting duties required of all Implementing Agencies.

IV. CAP FOCUS IN 2015

In 2009, the Executive Committee approved a re-alignment of CAP to respond to Article 5 country needs in the current and changing landscape of the Montreal Protocol. From that time forward, UNEP's strategy for CAP has been based around a series of parallel tracks of assistance for its client Article 5 countries. UNEP has adjusted these tracks over time to reflect the current situation and needs of the countries.

UNEP provides overall global compliance assistance services to assist countries to achieve and sustain compliance with their obligations under the Montreal Protocol. The global CAP services proposed also include support to countries for their HPMP implementation. An overview of regional specific CAP services is indicated in Annex 1C as a logical framework analysis. This analysis provides information per region on long term and short term objectives, activities and expected results.

The compliance assistance covers a wide range of topics including policies and enforcement, technical issues, assistance with data reporting, capacity building of new Ozone Officers, support for ratification, etc. Annex 1D provides details on specific country compliance assistance services planned for 2015, country interventions, based on country analysis and request.

In 2015, CAP will continue its focus on the HPMPs under the following non exhaustive identified categories:

- Provide technical assistance, project services and policy support to the HCFC phase out (implementation of HPMPs; evaluate lessons learnt from HPMPs; review effectiveness of operational licensing and quote systems; address refrigeration servicing sector challenges, especially in LVCs and in the informal sector; promote adoption of low- and zero-Global Warming Potential (GWP) energy efficient alternatives; explore sustainability of training programmes; raise awareness of the standards to HCFC phase out process; develop technical materials on flammable refrigerants, conversions (retrofit/drop-in), safety and issues related to standards).
- Provide technical support to the Institutional Strengthening projects (continued capacity building of NOOs; assist countries in preparation submission and IS project renewals; provide technical support for Article 7 data collection and data verification; maintain political attention on Montreal Protocol in the 2015-2030 period).
- Compliance Assistance services (ODS control measures and compliance status; ODS legislation; ODS import and licensing systems and HCFC quote system; enforcement of legislation and import/export licensing systems to prevent illegal production, trade and use; and assistance; support countries to ensure compliance with methyl bromide total phase out in 2015).
- Regular up to date - capacity building services; the Information Clearinghouse and Regional Networking – all core services of CAP – will continue to support and facilitate this HCFC phase out.

Three-track approach

Taking the above identified challenges into account, considering the continuity of the activities proposed in the 2014 CAP, UNEP proposes to continue helping meet the identified Article 5 country needs for 2015 and beyond, through the previously identified three-track approach, slightly adjusted and through defined areas in which UNEP has a unique profile and comparative advantage. The following section underlines CAP's evolving potential roles and orientation in compliance assistance, reflecting adjustments in CAP services based on advice received during the 2014 Regional Network, thematic and CAP Advisory Group meetings.

Track 1: Support Article 5 countries to implement responsibilities related to HCFC phase out, expeditiously meet the 2015 HCFC control measures and prepare for 2020 and beyond
--

The Protocol has adopted an ambitious schedule for accelerated phase out of HCFCs, taking into account linkages and synergies with climate change mitigation. The HCFC phase-out presents issues and challenges for technology selection and policy responses that are different from the earlier CFC phase-out. These include the choice of alternatives, safety and standards issues, energy efficiency considerations, climate change concerns, destruction and disposal, and policy and enforcement issues.

The HCFC phase out is proving to be a challenge for all Article 5 countries: managing the HCFC phase-out process, setting policies, monitoring and evaluating these policies, implementing HPMP components, making informed choices about non-HCFC technologies, sustaining training of technicians and seeking co-financing and exploiting synergies with national development strategies will continue to guide CAP in 2015. Alternative technology choice is a key issue for Article 5 countries. High-GWP HFCs are being widely adopted in many regions. In the context of the HCFC phase out, CAP will promote climate-friendly solutions in line with the intent of MOP Decision

XIX/6, mobilize co-financing and take advantage of external funding opportunities to complement Multilateral Fund resources.

In this regard, UNEP will provide the following CAP services under the 101 HPMPs in 2015 as per Table 1a and b (non-exhaustive list):

- The non-investment components of already-approved HPMP tranches for Phase I will be implemented. *For the 71 countries for which UNEP is the HPMP Lead Agency and 31 countries as the Cooperating Agency, CAP will manage implementation according to agreed timeframes in the HPMP agreements.*
- All Article 5 countries will be further assisted with enforceable HCFC licensing systems and quotas enacted and operational. *CAP will focus attention on assisting Article 5 countries in strengthening and enforcing their existing systems through CAP resources and HPMP implementation. For at least two countries such as Botswana and South Sudan, CAP will continue providing assistance to finalize their HCFC licensing and quota systems.*
- The remaining Article 5 countries without approved HPMPs will be assisted to submit them expeditiously. *For the two countries (Mauritania, South Sudan) for which UNEP will be the HPMP Lead Agency, and for DPR Korea for which UNEP will be the HPMP Cooperating Agency, CAP will expedite assistance to prepare and submit their HPMPs for the consideration Executive Committee.*

EMERGING RESPONSIBILITIES UNDER HCFC phase out

i) Refrigeration servicing sector

For the majority of Article 5 countries the refrigeration servicing sector continues to be the largest or the only consumer of ODS. HCFCs are mostly used in the RAC servicing sector, especially in most LVC countries. Therefore, the phase out of HCFCs in the servicing sector will continue to be a long-term task and present certain challenges in particular for LVCs. UNEP is currently working with 90 LVCs and very low volume consuming countries (VLVCs).

The choice of technologies should also ensure that environmentally-safe substitutes and related technologies are transferred to Article 5 countries under fair and most favourable conditions and that service technicians and operators are properly trained to safely commission, service, repair and decommission equipment based on alternative technologies (flammable, toxic, high pressure).

The training of technicians on good servicing practices and containment can reduce leakage rates and emissions, hence contributing to decrease the climate impact of HCFC phase-out in the refrigeration servicing sector. However, attaining significant climate benefits from the retrofitting of refrigeration equipment depends principally on the GWP of the alternatives used, but crucially must take into account the safety issues associated with flammable and toxic refrigerants, particularly in light of the recent Decision 72/17.²

LVCs face a number of specific challenges related to the HCFC phase out in the refrigeration servicing sector:

- Alternative technologies are evolving and extremely dynamic. NOUs and industry in Article 5 country need up-to-date and unbiased information in order to make sound policy decisions and technology choices.
- The controls on HCFC supply and demand are not well balanced: HCFC licensing/quota systems to control the supply of HCFCs are in place in virtually all developing countries including LVCs, but the measures for reducing HCFC demand are only just starting to be duly considered.
- Controls/bans on the import of HCFC-based equipment need to be carefully reviewed: the available HCFC-free RAC equipment – notably the most commonly used air conditioners in most markets – are nearly all based on high-GWP HFCs, but the Parties are encouraging the use of

² Which notes that “if a country engages in retrofitting HCFC-based refrigeration and air-conditioning equipment to flammable or toxic refrigerants and associated servicing, they do so on the understanding that they assume all associated responsibilities and risks”.

lower GWP, more energy efficient alternatives; furthermore, the Executive Committee is also actively promoting the maximization of the climate and energy benefits from the HCFC phase out in the RAC servicing sector (Decision 54/39 (h), (g) and (v)).

- The servicing sector needs to build and develop capacities for the next generation of alternatives: however, in most LVCs the national institutional framework including policy and regulatory setting, standards, technical skills, knowledge and tools/equipment for servicing do not currently meet the minimum requirements necessary to manage the use of such alternatives safely.
- The servicing sector within different countries continues to have varying degrees of informality despite efforts made with good practice training: there is no established channel to easily access the technicians/workshops, management of the sector is weak in most countries, and the enforcement of the regulations is always challenging.

CAP 2015 activities: Refrigeration servicing sector

HPMPs provide countries an opportunity to make the right technology choices of non-HCFC, low-GWP refrigerants and embrace energy efficiency. In light of the above challenges CAP will enhance the countries' capacities for implementing emerging HCFC phase-out responsibilities and maintain a priority on activities in the refrigeration servicing sector as a means to reduce HCFC consumption. In addition, in order to address the above challenges, CAP will re-focus and assist NOUs to systematically analyse and assess the following: usage of refrigerants in the overall refrigeration sector in the country; main sources of consumption and types of equipment in operation; key stakeholders operating and servicing the equipment and their current status.

In general the following activities will be undertaken:

- Evaluate lessons learned from CFC phase-out and possible integration into HPMPs.
- Continue to use Regional Network meetings to share updated information on alternative technologies, and introduce policy setting and standards development for those technologies as priority topics.
- CAP will support NOUs to re-evaluate the existing legal/regulatory frameworks in place; assist NOUs to carefully evaluate the scope and timing of policy measures for banning the import of HCFC-based equipment so that they come into effect only when low-GWP based alternative products are available in their markets.
- Guide NOUs in the assessment of the recovery, recycling, retrofitting practices.
- Work with LVCs to establish national and/or regional RAC industry associations and mainstream good practices training courses into the national curricula of vocational training schools.
- CAP would help countries to establish or improve refrigeration certification systems (and not be directly involved in the certification training).
- Continue to strengthen cooperation with RAC associations, training institutes, private sector companies and regional initiatives with a view to establishing more cost effective and self-sustaining national trainings and certification schemes.
- CAP will work jointly with bilateral agencies, inter-governmental organizations and others partners to promote Ozone2Climate alternatives. Consider carrying out refrigeration servicing sector demonstration projects in cooperation with partner agencies.

ii) Standards and safety

Article 5 countries are encouraged by MOP as well as the Executive Committee to consider during the implementation of their HPMPs the 'development of regulations and codes of practice, and the adoption of standards for the safe introduction of flammable refrigerants given the potential risk of accidents associated with their use'.

Consensus-based, voluntary standards may become a useful and helpful tool in the context of the HCFC phase-out and adoption of low-GWP alternatives particularly in the RAC sector. Many of the refrigerants traditionally used in refrigeration and air conditioning systems are non-flammable, non-toxic, with high GWPs. Some low-GWP alternative refrigerants are flammable, toxic or operate at high pressure and this represents a significant change for the domestic, commercial and industrial sectors. The use of flammable refrigerants has increased over the last decade and pose significant

risks if applied inappropriately in refrigeration and air conditioning equipment that is not designed for their use, or is located in areas not suitable for their use.

Among the key standards-related issues facing NOUs and Article 5 countries in the implementation of the HPMPs the following are cited:

- Equipment designed for use with flammable refrigerants requires additional safety features beyond that normally required when using non-flammable refrigerants.
- RAC equipment designed for use with CFCs, HCFCs or HFCs will most likely not be appropriate to be used with flammable refrigerants.
- Retrofitting HCFC equipment to use HCs presents safety risks: there is no widely recognized alternative that can be used for retrofitting of HCFC-based equipment without health, safety and environmental concerns. However, technicians in a number of LVCs are anyway retrofitting RAC equipment with hydrocarbon refrigerants with varying degrees of safety measures.
- Article 5 countries are assessing the needs for changing national standards to facilitate the introduction of low-GWP, energy efficient alternatives (including flammable refrigerants) and requested CAP guidance/assistance.

CAP 2015 activities: Standards and safety

In order to address the above, following needs expressed by countries and NOUs in all regional Network meetings in 2014, CAP undertook initial capacity building work in this area which will be continued through in 2015. In 2014, CAP developed an introductory handbook on international standards in the RAC sector and their role in supporting the HCFCs phase-out in Article 5 countries. In 2015, CAP will also conduct training on minimising leakages and venting of HCFC-22 during operation and servicing, and on techniques for containing and re-using existing HCFC banks, as well as on safe handling and the use of flammable refrigerants. CAP will focus on its core work of compliance and will not be involved in standard setting per se. However, this topic would be addressed in Regional Network meetings and the following approach is envisaged:

- Integrate the issue of safe use of flammable, toxic and high pressure refrigerants in technician training; produce relevant technical awareness materials and training modules in cooperation with key stakeholders; and extend the training to cover the installation of equipment with flammable refrigerants, discourage retrofitting with hydrocarbon (HC) alternatives in equipment designed for HCFCs.
- CAP will caution against retrofitting existing equipment – particularly air conditioners, and any equipment with large charge size – to flammable refrigerants and ensure countries are aware of Decision 72/17.
- If equipment is currently being retrofitted with flammable/toxic refrigerants, CAP will assist NOUs to undertake surveys on types of equipment; choice of alternatives being used.
- Continue conducting training on recovery and recycling of HCFCs to avoid retrofitting.
- Facilitate specific training for technicians on retrofitting RAC equipment with hydrocarbon refrigerants and safety issues.
- Raise awareness of NOUs about the importance of standards to the HCFC phase out process through its Clearinghouse and Regional Networks.
- Provide short information / policy briefs specifically on standards issue, e.g. in cooperation with UNIDO's Montreal Protocol Unit and Standards Branch.

iii) Buildings and HCFCs

In many developing countries, most of the ODS consumption takes place in the building sector. The building sector is expected to grow significantly in the coming decades and in particular in developing countries. It already accounts for more than one third of global energy use and associated greenhouse gas emissions. Globally, most of the energy used in buildings is for heating, ventilation, air-conditioning and refrigeration (HVAC&R). Ozone depleting substances in buildings are primarily used for HVAC&R systems, insulation and foams applications as well as fire extinguishing systems.

In some countries, the foam industry is facing challenges to comply with existing building codes and standards when using ozone- and climate-friendly blowing agents for the production of polyurethane

(PU) and extruded polystyrene (XPS) foams – mainly in terms of fire rating and thermal efficiency. Some countries are in the process of preparing sectoral Nationally Appropriate Mitigation Actions (NAMAs) including in the building sector. The phase out of ODS in buildings and promotion of ozone- and climate-friendly design and technology options is an important component of NAMAs in the building sector. The integration of Montreal Protocol related objectives in national policy, regulatory and standardization framework for buildings has the potential to deliver the twin benefits of climate protection as well as accelerated ODS phase-out.

CAP 2015 activities: Buildings and HCFCs

- Sensitize NOUs about energy efficiency and not-in-kind technologies for green buildings and encourage the participation of architect associations, RAC associations and Green Building Councils in Network meetings.
- Cooperate with UNEP’s Sustainable Consumption and Production (SCP) Branch and the Sustainable Climate and Building Initiative (SCBI) on this issue: include ODS consumption, climate co benefits and energy links in overall UNEP’s building sector initiatives; explore possibilities for synergy and of NOOs engagement with the NAMAs and existing building codes.
- Encourage NOUs in LVCs/VLVCs to consider incorporating the HCFC issue into developmental plans such as national tourism policies, through at least pilot studies and one per region.

Table 1a. HPMP projects with UNEP as the Lead Agency (71)

AFRICA		LATIN AMERICA	ASIA PACIFIC	WEST ASIA
Benin	Mauritania	Antigua and Barbuda	Afghanistan	Bahrain
Burkina Faso	Mozambique	Bahamas	Bhutan	Iraq
Burundi	Rwanda	Barbados	Brunei Darussalam	Kuwait
Cape Verde	Sao Tome and	Belize	Cambodia	Yemen
Central African	Principe	Dominica	Cook Islands	
Republic	Sierra Leone	Grenada	Kiribati	
Chad	Swaziland	Guyana	Lao, PDR	
Comoros	Tanzania	Haiti	Maldives	
Congo	Togo	Nicaragua	Marshall Islands	
Congo, DR	Uganda	Paraguay	Micronesia	
Côte d'Ivoire	Zambia	Saint Kitts and Nevis	Mongolia	
Djibouti		Saint Lucia	Myanmar	
Equatorial Guinea		Saint Vincent and the Grenadines	Nauru	
Eritrea		Suriname	Nepal	
Ethiopia			Niue	
Gabon			Palau	
Gambia			Samoa	
Guinea			Solomon Islands	
Guinea Bissau			Timor Leste	
Madagascar			Tonga	
Malawi			Tuvalu	
Mali			Vanuatu	

Table 1b. HPMP projects with UNEP as the Cooperating Agency (30)

AFRICA	EUROPE & CENTRAL ASIA	LATIN AMERICA	ASIA PACIFIC	WEST ASIA
Niger	Albania Armenia Kyrgyzstan Serbia Turkey	Bolivia, GTZ, UNDP Chile Colombia Dominican Republic Ecuador El Salvador Guatemala Honduras Jamaica Panama Peru Venezuela	Bangladesh China DPR Korea Fiji India Iran Pakistan Sri Lanka	Oman Qatar Saudi Arabia Syria

Track 2: Foster strong partnerships in Article 5 countries to ensure sustainable compliance of phase-out targets already met

i) Partnerships

MOP Decision XIX/6 accelerated the phase-out of production and consumption of HCFCs. The Decision also encouraged Parties “to promote the selection of alternatives to HCFCs that minimise environmental impacts, in particular impacts on climate, as well as meeting other health, safety and economic considerations, taking into account global-warming potential, energy use and other relevant factors.” Executive Committee Decision 54/39(h) encouraged countries and agencies to explore potential financial incentives and opportunities for additional resources to maximize the environmental benefits from HPMPs. As part of this, all HPMPs include a section that addresses the extent to which the benefits beyond those associated with the ozone depletion potential (ODP) value of phasing out HCFC could be addressed through financial incentives and opportunities for co-financing and how such programmes could be implemented.

Partnerships with other stakeholders are necessary for the implementation of Decision XIX/6 and related Executive Committee decisions. An overview of partnerships already established by CAP is provided in Annex 1F. CAP will pursue further strategic partnerships for the HCFC phase out.

CAP 2015 activities: Partnerships

- It is noted that CAP staff time and effort will be on compliance support to Article 5 countries. Seeking partnerships for climate co-benefits would not be at the expense of providing compliance assistance, however, CAP could pursue synergies related to the work of the Multilateral Fund or linking to the HCFC phase out (CAG 2014 recommendations and relevant ExCom Decisions).
- In the current context of the HCFC phase out, UNEP CAP will seek further partnerships that would most benefit the national Ozone Officers, policy makers and Article 5 governments, and consider how to define these need-based partnerships to assist countries to stay in compliance.
- CAP will consider undertaking a few pilot activities related to climate co-benefits.

ii) Ensuring sustainable compliance of phase-out targets already met

UNEP’s strategy for CAP has been based around a series of parallel tracks of assistance for Article 5 countries to ensure sustainable compliance with Montreal Protocol obligations, including providing assistance with enforcement issues. In the past, this has integrated a range of initiatives and capacity building efforts. In relation to policy issues, CAP has provided assistance to Article 5 countries in designing, implementing and strengthening ODS licensing/quota systems as well as preparing and implementing HPMPs and promoting the implementation of relevant policies and standards. In terms of enforcement, CAP assistance has included provision in information tools and training of customs and enforcement officers, encouraging cooperation between NOUs and customs officers and establishing links with the relevant regional and international enforcement organisations, e.g. World

Customs Organisation (WCO), WCO Regional Intelligence Liaison Offices, Interpol, etc. The *informal* Prior Informed Consent (iPIC) has been recognised by the Parties of the Montreal Protocol as a useful tool which can be used to reduce discrepancies between import and export data, to identify and reduce illegal trade and cases of noncompliance with domestic legislation. This informal and voluntary mechanism of information exchange on intended trade between the authorities was initiated and is maintained by UNEP CAP to assist countries facilitate and monitor ODS trade and avoid illegal or unwanted shipments. iPIC has helped to clarify the status of hundreds of intended shipments of ODS since its inception and has been responsible for preventing numerous illegal or unauthorized shipments.

UNEP has identified the following challenges facing NOUs and Parties in sustaining compliance:

- The combination of HCFC-based equipment at low prices and the restriction of imports increases the risk of illegal trade as well as the risk of the existence on the market of contaminated and/or falsely labelled refrigerants.
- Given that illegal and unwanted ODS trade is a transnational issue, international and regional cooperation is perhaps the most effective means to combat it. Currently, since regional enforcement activities are not funded under the Multilateral Fund, the great majority of enforcement training is carried out at the national level. This may risk losing some of the advantages in a more regional approach.
- CAP has typically focused its enforcement training on customs officers, given their critical role in not only monitoring and controlling the ODS trade and preventing illegal trade, but also in collecting import and export data. However, enforcement of ODS trade provisions are not only the domain of the customs officer, and a number of other agencies may be involved such as environmental inspectors, border control, and police – as well as other parts of the national “compliance and enforcement chain”, such as judges and prosecutors.
- There is an ongoing challenge, particularly in some regions, to ensure that the capacity of new NOUs and Customs focal points is maintained and strengthened to ensure continuous high-quality data reporting, enforcement and effective management of national ODS phase out controls.
- Cooperation and shared approaches to prevent the illegal ODS trade and regional enforcement (such as through iPIC) is being adopted by some countries. However, participation varies greatly between regions.

CAP 2015 activities: Enforcement

- Continue working with countries for the enforcement of their quota systems for the import/export of HCFC and for the prevention of illegal HCFC trade.
- Link CAP policy and enforcement work to existing regional and inter-regional initiatives.
- Advocacy for iPIC will be continued throughout 2015.
- Implement the following strategy to ensure long term sustainability of training strategies to address the continuous need to raise awareness and train customs officers; e.g. e-learning modules developed by CAP in cooperation with WCO and other MEAs; technical, vocational regional and sub-regional programmes and other existing training provided by private sector.
- Continue collaboration with UNEP’s Division of Environmental Law and Conventions (DELIC) to include a small component on Montreal Protocol enforcement issues in their customs and enforcement training programmes.
- Encourage Article 5 countries to better track the quantity of recovered and reclaimed ODS, and examine the efforts by countries on the use of recovery and recycling equipment.

Track 3: Awareness, knowledge-sharing and capacity building services that promote substitutes, and alternatives to ODS that maximize safety and minimize the impact on the environment in support of Decision XIX/6

The Clearinghouse services comprises different services to Article 5 countries. It continues to design, develop and deliver a wide range of need-based technical capacity building services, and information

products/services for key stakeholders, including governments, NOUs, the private sector, institutions and inter-governmental bodies. Informed decision-making processes at various levels require immediate access to accurate, timely and relevant technical information.

CAP uses feedback from Network meetings, IS projects, MOP/Executive Committee decisions and TEAP/TOC reports to identify the needs for technical capacity building, and ICE services.

Virtually all Article 5 countries have HCFC operational licensing and quota systems in place. Due to the time lag between project approval and completion, in the first years of the HCFC phase out most countries will control the growth of HCFC consumption through policy measures and non-investment activities. To support the implementation of the Institutional Strengthening projects and HPMP Stage I and in order to prepare for Stage II, Article 5 countries require a regular flow of information about low- and zero-GWP energy efficient technologies and access to experts and know-how. However, the capacity of NOUs to implement HPMPs is varied, and may be a concern in some countries in the critical first years of the HCFC control measures.

UNEP's HCFC assistance will continue to focus on support to NOUs via the IS projects, for establishing accurate and comprehensive baseline data, and creating awareness about technology options and climate co-benefits. Through the 103 IS projects (Table 2), CAP will ensure capacity of existing and new Ozone Officers in NOUs is strengthened for maximum continuous high-quality data reporting and effective management of national ODS phase out programmes, notably including those related to HCFC obligations. *CAP will train new Ozone Officers on a continuous basis to help ensure continuity during changes to the staffing of NOUs. However, this capacity is now spread over several different areas of work and emerging challenges.*

Below is a summary of challenges facing NOUs under this track:

- There are a number of specific technical and policy issues that NOUs and other key stakeholders must address to phase out HCFCs (understanding a dynamic RAC technology situation, energy efficiency issues, policy measures to promote HCFC phase out, etc.). There are also opportunities to ensure ozone layer protection, mitigate climate change and reap energy-efficiency benefits. This sets a challenge for CAP and its Clearinghouse needs to reposition its capacity building and ICE services to best address the evolving needs of countries relevant to the HCFC phase-out and in a timely manner.
- Countries are at different levels of progress of HCFC phase-out implementation; they may benefit from experiences and lessons learnt from the more advanced Article 5 countries.
- Certain countries have established processes for communicating national HCFC phase-out challenges to the general public, however, these experiences have not been well integrated at regional level. The cross-cutting challenges that would engage broader sector audiences and lead to scientific and technology transformation are insufficiently addressed.
- Under the Clearinghouse useful and relevant information and knowledge materials produced, are not always shared widely and in a timely manner.

CAP activities for 2015

- NOUs are well informed about the latest developments in low- and zero-GWP energy efficient technologies and are able to guide their industry appropriately. CAP will emphasize helping countries understand the pros and cons of different low- and zero-GWP technology options.
- CAP will use its Regional Network and thematic meetings, regional Capacity Building activities and the Information Clearinghouse to continue sharing information on HCFC alternatives, HPMPs and the associated climate benefits, and to build capacity of the NOUs.
- CAP will seek opportunities to mobilize additional resources outside of the Multilateral Fund to support information and capacity building related to Decision XIX/6.
- Collect and distribute information about not-in-kind technologies in collaboration with other Implementing Agencies.
- Focus on producing shorter and faster information such as fact sheets and policy briefs on relevant topics.
- Develop a strategy to leverage messaging through industry associations/private sector.

- Consider ways in which to “mine” Multilateral Fund data/information; collect, analyse and disseminate the results of demonstration projects, in cooperation with other Implementing Agencies.
- Continue to provide relevant outreach, webinar and media services on topics of relevance to NOUs/the Montreal Protocol community.
- Consider adapting key information into smartphone applications to reach servicing technicians.

Table 2. IS projects implemented by UNEP³

ROA English	ROA French	ECA	ROLAC South	ROLAC Centre	ROLAC Caribbean	PIC	South Asia	South East Asia	West Asia
Angola	Algeria	Albania	Bolivia	Dom. Republic	Antigua	Cook Isl.	Afghanistan	Brunei	Bahrain
Botswana	Benin	Croatia	Ecuador	Guatemala	Barbuda	Kiribati	Bhutan	Cambodia	Iraq
Eritrea	Burkina Faso	Kyrgyzstan	Paraguay	Honduras	Bahamas	Marshall	DPR Korea	Fiji	Kuwait
Gambia	Burundi	Moldova	Peru	Nicaragua	Barbados	Micronesia	Maldives	Lao	S. Arabia
Kenya	Cameroon				Belize	Nauru	Mongolia	Myanmar	Yemen
Lesotho	Cape Verde				Dominica	Niue	Nepal	Philippines	
Liberia	Central Africa				Grenada	Palau		Timor Leste	
Malawi	Chad				Guyana	Samoa		Vietnam	
Mauritius	Comoros				Haiti	Solomon			
Mozambique	Congo				Jamaica	Tonga			
Namibia	Cote d'Ivoire				St Kitts	Tuvalu			
Rwanda	DR Congo				St Lucia	Vanuatu			
Seychelles	Djibouti				St Vincent & Grenadines				
Sierra Leone	Equat. Guinea				Suriname				
Somalia	Gabon								
Sudan	Guinea								
South Sudan	Guinea Bissau								
Swaziland	Madagascar								
Uganda	Mali								
Tanzania	Mauritania								
Zambia	Morocco								
Zimbabwe	Niger								
	Sao Tome/Prin.								
	Senegal								
	Togo								

³ For brevity short versions, rather than official country names, are used in these lists

V. PLANNED OVERALL CAP SERVICES FOR 2015

The planned services and activities for 2015 cover all three tracks and comprise the interconnected and mutually supporting CAP services to Article 5 countries, which are clustered as follows:

- CAP services. This includes country-specific compliance assistance services, Regional Networks of Ozone Officers, country-to-country south-south cooperation, and regional awareness support.
- Global Information Clearinghouse services. This includes services related to Information, Communication and Education services, Technical Capacity Building, and Global Project Management.

i. Global CAP services

While different regions have particular priorities due the specific nature of the countries and situations (see below), there are a number of areas where the general priorities and focus of the CAP for 2015 are common.

Compliance assistance services and data reporting

In 2015, CAP will provide policy support and technical assistance and guidance through CAP services, as well as project implementation to enable countries to sustain the already achieved compliance targets, and to ensure compliance with 10% reduction in 2015. CAP will continue to provide specific assistance to those countries in non-compliance or at risk of non-compliance as well as implement activities to manage progression of the HCFC phase-out. In addition, the CAP teams will continue to identify and implement innovative approaches to strengthen national capacities and promote South-South cooperation. Specific support will be provided to new Ozone Officers and NOUs which have experienced staff changes. The CAP regional teams will continue to support NOUs by fostering close working ties with stakeholders such as the customs and enforcement officers, ODS importers and distributors, refrigeration technician associations, refrigeration training institutions, etc. The sections below provide some more detail on region-specific priorities and planned activities.

CAP will sustain provision of dedicated support (including specific country missions, as appropriate) to countries facing potential or actual non-compliance issues or particular challenges in implementing plans of action. CAP will continue to (a) guide countries in the review and preparation of IS renewals and (b) provide technical assistance to countries for their HPMP and IS projects implementation, as indicated below.

- Ensure countries have necessary capacity to monitor national compliance, consumption trends, etc.; CAP will assist in building capacity of new Ozone Officers and their staff as necessary.
- Provide necessary assistance to countries to collect and report accurate and timely ODS data (both Article 7 data and Country Programme data) as well as country-specific technical assistance in progress reporting. Regular liaison with Ozone Secretariat and the Multilateral Fund Secretariat on data reporting and review of country data profile on a regular basis to check compliance status.
- Continue to provide support for the enforcement of Montreal Protocol trade provisions - enhancing tracking systems and institutional coordination for efficient monitoring and control of ODS trade and prevention of illegal trade.
- Ensure that all countries have established and are implementing an enforceable HCFC licensing and quota system; provide necessary support to strengthening these as required.
- Assist countries to ensure all they sustain the compliance status already achieved (including the 2013 HCFC freeze, the 2015 10% HCFC reduction and 2015 total methyl bromide phase out, and maintenance of zero consumption of the other ODSs already phased out).
- Encourage the active participation in iPIC, and the analysis of differences/discrepancies of reported trade data.
- Continue cooperation with regional and sub-regional organizations and secretariats to support national phase out strategies and combat illegal trade of ODS. WCO and its RILOs, the Environmental Investigation Agency, refrigeration and air-conditioning bodies such as IIR, AREA, ASHRAE, Centro Studi Galileo, as well as academia and the private sector.

- Provide technical assistance to countries in the regions in expediting implementation of HPMPs and other related phase-out activities in line with the Montreal Protocol compliance requirements.

Regional network services

- Provide information and support for policy measures to promote, as well as identify and overcome barriers to the adoption of ozone- and climate-friendly technologies (including training and certification schemes for refrigeration technicians and companies, introduction of equipment log-books, energy-efficiency labelling and the adoption of safety and performance standards).
- Provide for training on the safe use of ozone- and climate-friendly refrigerants, particularly on safe use of flammable, toxic or high-pressure refrigerants.
- Promote knowledge sharing and capacity building about substitutes and alternative refrigerants which are low and zero GWP and energy efficient technologies that minimise other impacts on the environment through training of refrigeration technicians under HPMP; thematic workshops and use of Regional Networks.
- In delivering training workshops with partners, CAP will endeavor to establish the following: long term sustainability of training programmes: explore how training activities could be fully institutionalized under the formal or vocational curriculum; and ascertain how countries ensure that that only certified technicians handle flammable or toxic refrigerants.
- Use the CAP networks to share information on international and regional standards (e.g. ISO, ASHRAE, ARI, EN, etc.) applicable to the RAC sector that can be a prerequisite for the introduction of many ozone- and climate-friendly alternatives and thus crucial for the desired technology change.
- Promote regional and national cooperation with RAC associations, through for example attendance at selected network and thematic meetings with the aim of sharing technology information, cooperating to establish training and certification schemes.
- CAP will work with NOOs and RAC technicians to produce qualitative data at national level on the following: whether associations are already established and operational; what are the roles and responsibilities of the associations and how are they specifically related to HPMP implementation; and whether there is ongoing dialogue or proposals for establishing/strengthening associations considered in HPMPs.
- In order to be more effective and deliver better compliance assistance services, CAP will work closely with the NOOs to establish relevant information on the overall refrigeration sector in the country: undertake an analysis of the main sources of consumption and types of equipment in operation; document key stakeholders operating and servicing the equipment and their current status; provide updates on legal/regulatory frameworks in place; and if possible an understanding of the market forces (e.g. technologies and refrigerants available and their prices, regional and/or global influences).

South-South cooperation and regional awareness

- CAP will continue to cooperate with a wide range of experts to provide information and assistance to countries, including the Multilateral Fund Secretariat and Ozone Secretariat with its associated TEAP and TOC experts, implementing agencies: UNDP, UNIDO, World Bank as well as bilateral partners and key trade partners (such as the World Customs Organization and its Regional Intelligence Liaising Offices), NGOs, refrigeration and air-conditioning bodies such as IIR, AREA, ASHRAE, Centro Studi Galileo, as well as academia and the private sector.
- The focus of network meetings and thematic workshops agenda's will continue to be based upon the recommendations and conclusions from the past network meetings, the guidance provided by the Compliance Advisory Group meeting in July 2014, and in consultations with national officers and other key regional and international partners.
- For cost effectiveness one network meeting and smaller thematic workshops on specific focus will be organized.
- CAP will promote awareness raising of the Montreal Protocol activities in all countries:
 - Develop and disseminate information on Montreal Protocol activities through dialogue and collaboration between OzonAction/CAP, government, media and the general public; and

- Assist countries in preparing the International Ozone Day by providing necessary information materials.

In addition to these global, CAP-wide priorities, UNEP has also identified the following regional/sub-region-specific priorities for 2015.

Regional planned activities and potential challenges

Africa - English-speaking planned activities

- Assist countries without ODS regulations (Botswana and South Sudan) to establish and implement regulations including licensing and quota system; and assist countries in implementing training programmes for enforcement officers at national and sub-regional levels.
- Expedite implementation of HPMP activities in Botswana (preparation), Ethiopia, Eritrea, Gambia, Malawi, Mozambique, Rwanda, Sierra Leone, South-Sudan (preparation), Swaziland, Tanzania, Uganda, Zambia).
- A specific focus on training of RAC experts in safe use of HCs across all countries.
- Build capacity and technology transfer in adoption of methyl bromide alternatives: develop technology materials, consolidate case studies on methyl bromide alternatives and assist countries to address used/unused methyl bromide cylinder issues.
- A special focus will be provided to assist Botswana and South Sudan to establish and operationalise the ODS licensing and quota system

Challenges

- The biggest challenge in the region is political instability/unrest in some countries (i.e. South Sudan and Somalia)
- Implementation of activities in some countries delayed due to delays experienced in releasing funds to the through UNDP Country Offices
- The high number of informal sector technicians is leading to safety concerns in handling hydrocarbons and other alternatives.
- A common challenge in the region is illegal trade of ODS refrigerants.
- High cost and lack of availability of methyl bromide alternatives; ensuring that methyl bromide imported for QPS is not diverted to controlled uses.

Africa - French-speaking planned activities

- Provide special attention to newly appointed ODS Officers in Burkina Faso and Central African Republic.
- Provide special assistance to Guinea with regard to the required verification report.
- Provide special assistance to Tunisia with regard to the implementation of the HPMP (this HPMP component is the first time UNEP is involved with working with Tunisia under the MP)
- Implementation of the verification report of the HPMP for Sao Tome.
- CAP will guide Mauritania in the process for ratification for the Beijing Amendments.
- Implement the twinning programme between the North African countries and certain West Asian countries to facilitate knowledge and technology transfer. Enhance cross-networking between the Arabic speaking countries in the Francophone Africa Network and the West Asia Regional Network through common activities.
- Assist NOUs in post-conflict countries, countries experiencing political turmoil, or countries experiencing other major challenges with special attention and assistance.

Challenges

- Challenges of providing assistance to countries that are in risk of non-compliance and in war, conflicts and difficult travel, e.g. Central African Republic, Equatorial Guinea and other West African countries due to Ebola virus epidemic.
- Providing assistance to countries without an operational NOU: e.g. Mauritania (since 2009) and Burkina Faso.
- handling and disposal of growing number of seized refrigerants and ODS-based equipment.
- Increased retrofitting with hydrocarbons.
- Disposal of methyl bromide cylinders.
- Linguistic barriers for Portuguese speaking countries.

- High number of informal sector refrigeration technicians leading to safety issues in handling alternative technologies.
- Specific challenges for UNEP involved in the HPMP tranches in countries (e.g. Algeria, Tunisia).

Caribbean planned activities

- Maintain e-forum of Ozone Officers including management of memberships.
- Assist countries in reporting requirements of MB, including QPS, to the Ozone Secretariat.
- Work closely with Saint Lucia to undertake verification report of HPMP.
- Provide direct administrative services to Haiti: procurement of goods and services, contracting consultants, organize travel and training, etc.
- Explore partnerships with regional bodies, development banks and other regional organizations, in relation to introduction of alternative technologies as described in decision XIX/6, particularly those related to standards and energy efficiency.

Challenges

- Time required to adjust those licensing and quota systems that require strengthening.
- Continued imports of HCFC and HFC-based equipment
- Timeframe for the adoption of standards; other institutional barriers for alternatives.
- Effort and resources required when following staff turn-over of NOUs and new NOOs.
- Direct administrative services and assistance to be provided to Haiti during 2015.

Central and South America planned activities

- Preparation of the HPMP second tranche in at least 6 non-LVCs countries of Latin America. This is a valuable opportunity to promote the inclusion of technical specifications on RAC equipment into the “green procurement” national processes, and to look for synergies with the energy efficiency sector of those countries.
- South-South cooperation to share successful experiences in providing technical assistance to the RAC sector, including energy efficiency, non-ODS/low GWP alternative technology, good practices and recovery and recycling schemes throughout the region.
- Monitor and provide tailored support following the methyl bromide phase out, specifically related to emerging needs of MB uses for soil fumigation and QPS reporting.
- As requested by Governments, the regional CAP team will provide administrative support in fund management, and procurement, amongst others, to ensure efficient implementation of approved HPMPs, and IS projects in: Chile, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Panama and Peru.
- Promote the participation of Latin American countries in the iPIC system and facilitate the information exchange on shipments within the region and in the trade with Asia.

Challenges

- Institutional continuity and loss of institutional capacity due to a high staff turn-over in the NOUs
- Wide range of HCFCs alternatives and a limited capacity/poor awareness on environmental sound technology amongst relevant stakeholders, such as service technicians, end-users, etc.
- Particularly challenging to NOUs is how to control the HCFCs supply-chain and uses per sub-sector, identification of potential shortcomings in the HCFCs quota system, integration of HCFC imports into the Automated System for Customs Data (ASYCUDA) and accurate/reliability of Customs statistic, control of leakages in HCFC-based equipment, replacement and retrofit of HCFC-based equipment, safety measures to use flammable refrigerants, and also adoption of good practices in servicing.
- Based on preliminary 2013 Article 7 data, except for Guatemala, all other Latin America Network member countries appear to be in compliance with the 1 January 2013 freeze target.
- Potential risks related to emerging needs of MB uses for soil fumigation.

Europe and Central Asia planned activities

- Explore strengthening RAC associations to facilitate training, certification and technology transfer; country-to-country assistance to strengthen newly created RAC association in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina.
- The ECA network has prioritized the enforcement of Montreal Protocol trade provision and combating illegal trade for many years.

- ECA network will involve building planners and architects in certain thematic meetings to explore possibilities to reduce the need for HVAC.

Challenges

- Availability of the ozone- and climate-friendly technologies in the ECA Network countries: introduction of integrated policy measures including training and certification schemes for refrigeration technicians and companies, introduction of equipment log-books, energy-efficiency labelling and the adoption of safety and performance standards.
- Training on the safe use of ozone- and climate-friendly refrigerants: there are no training materials in local languages available on the safe use of flammable, toxic or high-pressure refrigerants, often no local trainers and no training equipment and no such topics included in the national training curricula for refrigeration technicians.
- All but one Article 5 ECA network countries are in full compliance with all Montreal Protocol commitments.
- Bosnia and Herzegovina's HPMP verification report revealed a potential HCFC non-compliance situation in 2013 which resulted into the approval of a reduced HPMP tranche.
- Kazakhstan faced potential HCFC non-compliance situations in 2011 and 2012 as well as potential MeBr non-compliance situations in 2011 and 2013.

Pacific Island Countries planned activities

- Implementation of the PIC Regional HPMP (12 countries) and preparation of Stage 2: preparation and Submission of Stage 1, tranche 2 is planned for submission to the 74th Executive Committee; Fiji HPMP Tranche 2- UNEP's component.
- Timely implementation of 13 IS projects; including the management and renewal of five IS at the 74th Executive Committee.
- All of the Pacific Island Countries (PICs) are SIDS; four of the thirteen countries also being LDCs and all are VLVCs. Special concerns on linking environmental issues to national development strategies will be explored.
- Country specific, one-one support for Nauru, Tuvalu and Kiribati.
- Provide specific support to Papua New Guinea (PNG) through networking activities.
- Fisheries: working with PIC countries, regional and international partners to better understand the demand and supply of ODS to this sector, the largest single industry for the PIC region.
- Assist in the development and implementation of policies to address import of used (second hand) HCFC technologies.
- Coordinate with the PIC countries on preparedness of market supplies of HCFC technologies and also with main country partners (Australia and New Zealand) on policies of trade of these technologies (New Zealand for example as indicated that as of 1 January 2015, it will not be exporting HCFC or HCFC-containing technologies).
- Enhanced collaboration and inter networking with the SEAP countries; joint activities, capacity building and sharing best practices.

Challenges

- Each participating country (in this 12-country regional HPMP project) has different national approaches, capacities and challenges including different national institutional arrangements, human resource capacities and political support; certain countries are more advanced than others and this could hinder HPMP progress.
- High cost and complex logistics of management of HCFC demand use in multi-islands States.
- Cost of doing business in the Pacific region (e.g. high flight costs).
- The actual demand supply need for ODS as refrigerant in the fisheries sector (land and marine) has to be studied as regards implications to Montreal Protocol compliance. For example, for many countries the transfer loop of goods between the fishing vessels and the land based fish processing facilities may not enter Customs controls.
- Frequent loss of skilled/professional labour due to migration is a continued challenge to the PIC and correspondingly to the Montreal Protocol work.
- Donated used equipment (including ODS-based equipment).
- Given the very low volume of ODS consumption for most members this Network, the margins of risk of potential non-compliance are high. Many of these countries have to manage a base-line

measured to the second decimal digit. Based on the 2012 Article 7 data some countries of the PICs are importing such low volumes that the calculation in ODP is lower than this second decimal point (0.00) and as per the Article 7 reporting guidelines.

South Asia planned activities

- South-South cooperation (e.g. Study visits of national stakeholders on alternatives to HCFCs and phase-out approaches; Information exchange on experiences in management of ODS; Capacity-building on HS2012 use; “Single-window” and risk profiling, border dialogues on trade).
- Effective implementation of the HPMP (Stage I) in Afghanistan, Bangladesh, Bhutan, China, India, Iran (Islamic Republic of), Maldives, Mongolia, Nepal, Pakistan and Sri Lanka. in cooperation with UNDP, UNIDO, World Bank, Japan and GIZ.
- Implementation of HPMP for DPR Korea if approved in the 73rd Executive Committee; identify strategic approaches to assist the country back into compliance.
- Assistance to the phase-out verification in Bhutan, Maldives and Mongolia in 2015.
- Preparation of the non-investment components HPMP Stage II in China, India, Iran (Islamic Republic of), and Pakistan.
- Special support towards the implementation of the Institutional Strengthening project in Afghanistan, Bhutan, Maldives, Mongolia and Nepal.
- Renewal of IS projects of Afghanistan, Bhutan and DPR Korea in 2015.
- A priority of the South Asia network is to facilitate the early introduction of integrated policy measures including training and certification schemes for refrigeration technicians and companies, energy-efficiency labelling and the adoption of safety and performance standards.
- The South Asia network has prioritized the enforcement of Montreal Protocol trade provision and combating illegal trade. It will continue to encourage the active participation in iPIC.

Challenges

- The wide range of CAP services that need to be provided for countries in the network as diverse as Bhutan with an annual consumption of 5 tonnes and China with a consumption of 500,000 tonnes.
- Funding for the delivery of the energy efficiency and climate benefit components under the approved HPMP especially in view of increased use of HFCs.
- Continued turn-over of the Ozone Officers.
- Maintaining strong assistance to countries enforcing HCFC control policy/regulations, especially the quota system; combating illegal trade in HCFC.
- All reported zero methyl bromide consumption except six countries (Bangladesh, China, India, Iran, Pakistan and Sri Lanka) for QPS uses and China for soil fumigation.

South-East Asia Pacific planned activities

- Promote border dialogue among SEAP countries, bilateral cooperation to prevent/combat HCFC and other ODS illegal trade. Encourage and assist the application and use of iPIC among Network countries.
- Organize Network meetings and/or thematic workshops and promote south-south cooperation with PICs, to update the latest policy and technology development, exchange good practices, information sharing on GWP impact of HCFC alternatives and options for co-financing and if necessary on methyl bromide and other ODS.
- Provide technical and policy assistance for the management/reporting of methyl bromide used for QPS, and share good practices adopted by countries.
- Provide specific assistance to Myanmar and Timor Leste on their capacity building, and HPMP implementation.
- Work with countries and other agencies for the preparation of the tranche submission under HPMP, stage II HPMP development, and IS renewal as per the approved UNEP business plan;

Challenges

- The introduction of the flammable refrigerants based non-HCFC equipment and the readiness of the servicing sector in most countries for this new equipment, which might pose a safety risk for end-users as well as servicing technicians.

- Most countries proposed to control HCFC-based equipment import from 2015, but enforcement of this control will pose challenges to customs at the borders.
- There is a significant challenge to sustain the good practices training at the national level.

West Asia planned activities

- The CAP team in West Asia will place special emphasis during 2015 to ensure continuing the sound implementation of HPMPs in eight member states, including submission of subsequent tranches, preparation of Stage-II of HPMPs for the relevant member states and addressing key technical and policy emerging issues particularly issues related to the sound enforcement of updated regulations and policies.
- Continue supporting the development of enforcement mechanisms and updated regulations/licensing systems including the Gulf Cooperation Council (GCC) Unified ODS Regulation as well as promoting regional approaches for enforcement.
- The successful completion of the regional high-ambient temperature project and explore alternatives and partnerships for high ambient temperature countries.
- Support the regional work to combat illegal trade and further promote the iPIC mechanism.
- Support to countries to ensure sustainable phase-out of MB in certain countries.
- Promote the introduction of national strategies on sound management of unwanted ODS.
- Maintain efficient partnerships with regional key players and promote further partnerships with other regional partners to achieve post 2015 Montreal Protocol objectives and targets.
- Continue cooperation with ASHRAE within UNEP/ASHRAE global cooperation agreement.
- Promote South-South cooperation through the concept of the 'Twining Networking' as a cooperation mechanism between West Asia and North Africa member states based on the socioeconomic similarities and availability of political framework that can support joint initiatives.

Challenges

- The instability and security situation in Iraq, Syria and Yemen may affect the schedule and quality of HPMPs implementation.
- In addition to the challenges faced by NOUs in executing the HPMPs, the inability for the regional team and consultants to travel to certain countries will limit the type and quality of services that can be offered.
- Increased flow of high-GWP alternatives and based-products particularly in A/C sector with limited commercially available long-term and low-GWP options being offered in the regional markets.
- Turnover in Ozone Officers, linked to changes in the top management and/or operational procedures of the environmental authorities affect the timely processing of projects' contracts, disbursing funds and reporting on technical and financial progress.
- Providing appropriate assistance to UAE, using only limited CAP resources.

ii. Global Information Clearinghouse Services

Global information, communication and education services

Introduction

The information clearinghouse has a mandate under the Article 10 of the Montreal Protocol. Consistent with the objectives outlined in the UNEP Business Plan of this triennium, in 2015 UNEP will design, develop, deliver and support a wide range of need-based technical capacity building services, information, communication and education (ICE) products/services to support national compliance objectives relative to the Montreal Protocol for key stakeholders. The ICE services will continue to be performed within the framework of the Communication Strategy for Global Compliance with the Montreal Protocol developed by UNEP.

Priorities/focus for 2015

UNEP will focus its global ICE activities on supporting HCFC phase out activities by providing NOUs with adaptable materials and guidance. CAP will continue the conceptualisation, production

and outreach of the materials. The information clearinghouse will perform its core activities: Special Issue, development of action-oriented ICE materials (technical, policy, scientific and other ICE materials) and outreach of these materials at the different events. In line with the last CAP Advisory Group meeting, the programme had initiated the process to “mine” existing Multilateral Fund data/information to share with NOUs and other stakeholders. Fact sheets and policy briefs targeted at specific beneficiaries and groups will be produced under the clearinghouse. A special emphasis will be placed on enhancing the review mechanisms established in 2014 for all ICE products within CAP to continue to ensure quality products.

Planned activities for 2015

Information

- Provide information support to NOUs and other stakeholders upon request and in close coordination with the Regional CAP teams. Develop, disseminate and outreach fact sheets, policy briefs and publications on prioritised topics.
- Develop and outreach short need-based audio-visual materials or application based training as means of communicating with servicing technicians in the large informal sector of many countries. Encourage countries, organisations and private sector to translate and adapt existing materials produced into national languages.
- CAP will promote awareness about new technology options in the refrigeration servicing sector, good servicing practices and safe introduction of new equipment; collect and distribute information about not-in-kind technologies.
- Highlight Stage I HPMP case studies from different regions: draw lessons learned, identify the commonalities in the barriers, and identify success factors to overcome the barriers.
- Develop specific materials on HCFC phase-out in the foam sector.
- Collate information about flammable refrigerant safety for technicians and RAC associations and outreach this information through regional network meetings.
- Produce in hardcopy and electronic format one large issue of the OzonAction Special Issue for 2015 in Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish.

Communication

- Enhance and improve OzonAction web services with more relevant and targeted contents and simplified navigation and integrate fully with OzonAction social media platforms.
- Improve the use of social media to outreach activities and outputs, including Facebook, YouTube, Slideshare and Twitter.
- Continue seeking strategic partnerships and linkages with other international, regional, national and corporate initiatives to propagate or incorporate targeted messages related about Montreal Protocol and ozone protection; and encourage different refrigeration servicing sector actors, e.g. manufacturers and after sales service, to seek synergies.
- Conduct strategic MOP outreach at key international, regional and national fora, using effectively web, social media and e-conferencing; exhibitions specific events in Montreal Protocol meetings, regional and national events.

Education

- Help ensure the long-term sustainability of the Montreal Protocol compliance in Article 5 countries by providing guidance and materials that can be used by Ozone Officers and relevant Ministries.
- Explore technical and vocational education training on best practices for technicians.

Global technical capacity building services

Introduction

One of the main components delivered as part of the Global Information Clearinghouse services mandate of Article 10 of the Montreal Protocol is ‘capacity building services’. CAP will continue to provide direct capacity building services through the development and delivery of discrete need-based

capacity building services to NOUs. These will comprise up to date practical, usable information tools and materials developed to assist developing countries to fulfil their commitments under the Montreal Protocol. All capacity building activity is developed responding to the needs of Montreal Protocol Parties. The needs are identified through ongoing consultations with countries particularly through the CAP networks, feedback from RNCs, network meetings and workshop recommendations, informal consultations, specific surveys and discussions, as well as feedback from other Implementing Agencies and executing partners. Guidance is also received from, MOP/Executive Committee decisions and reports, in addition to advice from the September 2013 and July 2014 Compliance Advisory Group meetings. In general technical capacity building outputs include: publications (guides, handbooks, manuals, factsheets, posters, etc.); support for training workshops (servicing technicians, customs and enforcement); e-learning modules (e.g. for customs), maintenance of the iPIC platform; specific 'one-stop shop' webpages; and in future may include more innovative tools such as mobile applications and training modules.

Priorities/focus for 2015

Naturally given the current focus of countries, the main priorities for the capacity building services for 2015 will continue to be focused primarily on supporting Article 5 countries to fulfil their commitments under the HCFC phase-out, as well as some general challenges facing these in 2015 and beyond, as identified by the Regional CAP teams. The capacity building activities will support the three-track approach, as well as following guidance from the various relevant sources as described above. Specific areas which have recently been raised as topics of interest and concern will be maintained in the capacity building services in 2015, such as national, regional and international standards; retrofitting and safety (particularly in light of Executive Committee Decision 72/17); certification mechanisms for servicing technicians; and the potential ODP and climate benefits of good maintenance and servicing. An overall focus will be on the refrigeration servicing sector.

Planned activities for 2015

UNEP will deliver the following global capacity building services in 2015:

- Create an information/guidance tool on the issue of safety of retrofitting of equipment to use hydrocarbons warn of the dangers of such practices and inform of Executive Committee Decision 72/17- covering flammability and toxicity.
- Create an information tool on the issue of certification for RAC technicians in developing countries, recognizing the magnitude of technicians in the 'informal sector' in many countries Continue to develop factsheets/brief booklets on current and relevant issues, responding to needs expressed through CAP and Network meeting feedback.
- Develop a study on the contribution of HCFC servicing sector to climate and ozone mitigation. This will aim to provide practical recommendations and guidance to achieve such ozone and climate benefits.
- Compilation of brief case studies to promote the selection of alternatives to HCFCs that minimise environmental impacts, in particular impacts on climate.
- Video/e-learning on role of standards in HPMPs for NOUs.
- Factsheet/video on dangers of retrofitting to flammable refrigerants.
- Booklet on current methods of ODS smuggling.
- Maintain and improve the OzonAction website, including continued development of a 'one stop shop' repository of information and tools for national ozone officers, based on the UNEP Guide for National Ozone Officers.
- Continue to host global and regional webinars on relevant issues to engage the Montreal Protocol community using latest virtual conferencing tools.
- Continue to publish the fortnightly OzoNews news service with targeted articles to keep key members of the Montreal Protocol community up-to-date with latest news and information.
- Outreach and facilitate adoption of use of existing capacity building tools, such as the iPIC. mechanism and Montreal Protocol Customs Training e-learning module, etc.

VI. BUDGET DETAILS

The elements and costs for the 2015 CAP budget proposal are similar to those approved for UNEP in 2014 to deliver its compliance assistance services to Article 5 countries. The Annex 1E on the budget describes the changes in the context of the applicable Executive Committee decisions. All activity lines have been maintained almost to that of the 2014 level, with minor adjustments and cost savings. The proposed budget is based on discussions with different regional CAP teams for most cost effective approaches for CAP. In revising the budget, the programme was adjusted to assure full requirements of the 2015 workprogramme. CAP sought to decrease communication costs and proposes decreases in certain lines, which would not significantly impact CAP activities and or service. Staff lines have been adjusted to cover annual increment and inflation. This would also maintain the current overall increase of 1.3%.

The reprioritisation of resources and Reallocations for 2015 is also proposed in the Annex 1E.

Staffing lines

UNEP has considered the requirements of each of the CAP teams in the Regions and Paris, and following consultations and discussions on the said, UNEP proposes a redistribution of allocations between budget lines that meets the requirements of the individual CAP teams and is also in line with Executive Committee decisions on regionalization of CAP resources. For ease of reference all details are provided in the budget Annex 1E and Annex 1E', financial analysis.

There are proposed changes in the titles of the personnel budget line to bring them more in line with the staff functions. Staff titles are not harmonized, neither are these with those of UN recruitments for the corresponding posts. In 2014, an attempt was made to harmonize these functions and corresponding titles. For the period 2014, we had retained the title Programme Officer HPMP/Methyl Bromide. In light of the 2015 methyl bromide deadline and that UNEP does not have specific activities nor projects addressing methyl bromide, UNEP therefore proposes to modify the title to Programme Officer HPMP, which is also a reflection of the staff functions.

Human resources and recruitment

OzonAction programme of work is delivered through 50 posts distributed globally and is headed by the Head of the Branch based in Paris with the support of the Network and Policy Manager. CAP human resources are based in 5 locations: Latin America, - Panama (two networks); Africa-Nairobi (two networks) ; West Asia- Bahrain (one network) ; Asia Pacific-Bangkok (three networks) and the OzonAction Branch at DTIE-Paris (Paris staff and one network).

In Regional Offices where there is more than one RNC team, staff sharing and complementary services between the RNCs and networks has facilitated the teams to work within the CAP allocated human and financial resources. Moreover, in a bid to cost effectiveness promote intra networking, RNCs have taken on additional roles in coordinating the regional CAP themes. Cross networking and knowledge sharing between the RNCs has significantly supported the networks.

The process to fill all vacant posts has been initiated and is ongoing.

To date, the following posts have already been filled:

- P4- Regional Network Coordinator - Caribbean, filled in November 2013.
- P3- Programme Officer Francophone Africa, filled in May 2014.
- P3- Programme Officer ROAP, shared post between both PIC and SEAP Networks, filled in September 2014.

The following vacant posts are currently under recruitment:

- P4- Capacity Building Manager, Paris.
- P4- Programme Officer Policy and Technical Support, Paris.
- G5- Programme Assistant, Panama.
- G4- Programme Assistant, Panama.
- G6- HPMP Assistant, Bangkok.

- G6- HPMP Assistant, Nairobi.

All recruitment processes have been launched with the relevant HR services at UNEP and the positions are expected to be filled by the end of 2014.

Implementation of IPSAS and ERP

As of 1st January 2014 UNEP has adopted the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS). This is part of a UN system-wide reform effort moving from the previous United Nations Accounting Standards (UNASAS). Umoja is the new Enterprise Resource Planning (ERP) system to manage Procurement, Finance, Supply Chain, Logistics and Human Resources. The system will be in compliance with IPSAS. Users will have immediate access, as needed, to real-time, up-to-date financial information and other programme/project data and reports.

As of 2014, with the implementation of IPSAS, expenditure and obligations are recorded against the year incurred instead of obligating the whole amount when the funds are committed and when the legal agreements and contracts are signed. At the same time fund paid to implementing partners under these agreements is done in the form of a cash advance, the disbursement is recorded once financial reports have been received from these partners. The timing of recognition of expenses and obligations has resulted in some activities not reflected as obligations in the current year as they have been obligated against future years of the project. These activities under implementation will show as unobligated funds at the end of the year, overstating the balances of funds which are actually already committed as they are relate to services that will be delivered against future years.

UNEP is in the process of finalizing its standard operating processes (SOPs) which will affect is current procedures under CAP. Changes will include the application and reporting of Cash Advances as well as the timing of recognition of expenses and obligations. This will involve the allotment of the CAP budget to a multi-year form to ensure that the obligations are reflected against the period related to the provision of services thus resulting in unobligated funds at the end of the year which are related to services that will be delivered against future years.

Part 2: 2014 Progress Report

This progress report is intended to inform the Members of the Executive Committee of progress in the execution of the CAP and results achieved for the period October 2013 - August 2014, since the last submission of the Annual Progress Report. Together with the attached Annexes it provides a comprehensive and analytical account of programme implementation in terms of the main results achieved during the first seven months of the 2014 corresponding to the approved Business Plan 2014 and the last three months of 2013.

Annex 2A and 2B indicates the progress report of CAP services provided to beneficiary countries; it should be noted that activities are modified and or adjusted depending upon a needs assessment an in agreement with NOUs; the additional column indicates activities completed, ongoing and or rescheduled and or reprioritized, and explanation provided for the latter two categories.

I. OVERVIEW OF PROGRESS IN 2014

Introduction

During the last seven months the programme and budget was implemented against a background of a series of emerging trends and challenges facing the National Ozone Officers and Governments as they prepared for the 2015 deadlines on HCFC and Methyl Bromide. Moreover, conflicts in North, West and Central Africa, and in the Middle East and the post conflict situations in certain Asian countries placed further demands on the UNEP Compliance Assistance Programme (CAP) staff in delivering timely and appropriate assistance. However, UNEP CAP OzonAction strived to respond to these emerging challenges and bring to bear its expertise on the multitude of cross cutting issues facing the HCFC phase out implementation (HPMP) by its partners in the 148 developing countries.

Programme implementation

The achievements of the expected results are set out in Annex 2A, 2B and 2C detailing the network meetings and core business of CAP. During this nine-month period UNEP was responsible for implementing a portfolio of 389 ongoing Multilateral Fund projects, delivering 372 compliance assistance services, plus other projects and services for 148 developing countries. This was a challenging portfolio: around 120 countries directly served by UNEP-implemented projects, 148 countries receiving CAP services, and these client countries ranged from very large (China) and very small countries (Niue), 48 countries which are classified as Least Developed Countries, 38 classified as Small Island Developing States and a significant number facing very challenging post-conflict, post-disaster, or political issues (DPRK, Haiti, Iraq, Somalia, South Sudan, Timor Leste, etc.).

Most Significant achievements

Major progress was made in CAPs efforts in providing technical support to the National Ozone Officers, in particular as regards meeting their national needs in the HCFC phase out.

Further efforts to enhance prioritization and improve effectiveness of programme delivery were undertaken through improved integrated network meetings addressing emerging issues and new responsibilities facing countries in the HCFC phase out and in meeting compliance, enhanced role for the Information Manager in quality control – peer review of documentation-under the clearing house functions, strengthened role for the Network and Policy Manager in technical oversight (programme and administrative) and initiation of the cross fertilization across networks and the regions marks the programme delivery in 2014.

CAP has endeavoured to reaffirm its specific nature. Various initiatives have been taken to give fresh impetus to compliance assistance and cooperation within the framework of the Montreal Protocol, whether by convening groups of Communities of Practice, technicians and NOOs or by exploring new forms of technical partnerships, such as setting up ‘inter- networks for co-operation’ or NETWIN for Network Twining and promoting the South-South Cooperation. The following emerging issues addressed in the network meetings demonstrates that CAP is at the forefront of addressing new

responsibilities facing NOUs under the HCFC phase out. These innovative, forward looking issues include the following:

Key areas of intervention

The key areas in which CAP provided interventions include:

- UNEP CAP provides support in the HCFC phase out management plans as the lead agency in 71 countries and cooperating agency in 28 countries, hence UNEP provides services to at least 100 of the Article 5 countries.
- CAP assisted Article 5 Member States, where UNEP is responsible for the IS project through policy advice and related capacity development of NOUs in the licensing and quota systems in the 103 countries
- Considerable progress was made in the use of eKM materials: iPIC-online, TradeNames database, OzonAction's various websites, Social Media platforms and launch of the OzonAction Webinar series on different topics around the world raised the profile of the use of these type of tools to reach out to the various stakeholders.
- CAP monitored ratification and implementation through the organization of the statutory network meetings and thematic workshops– in total 21 between October 2013 and August 2014. Priority was given to topics that NOUs felt useful and necessary in their mandate under the HCFC phase out.
- Under the clearing house function, CAP sought to raise awareness and promote evidence based policymaking through a number of benchmarking and monitoring publications. The videos and publications on HCFC represent major efforts and successful mobilization of international, regional and national cooperation with the RAC sector stakeholders, including technicians.

All efforts under the CAP were concentrated on the implementation of the BP. Expertise was provided to National Ozone Officers and Member States to formulate, revise and update policies necessary for the HCFC phase out. To date a total of 21 workshops were organized by CAP since October 2013. We have made strategic choices based on our mandate and a dynamic analysis of our comparative advantage and of emerging challenges.

(i) Highlights

- Based on 2012 Article 7 data, Nauru and Niue reported 0.0 ODP.
- The last year saw the first pilot project on ODS disposal in Nepal completed. The project demonstrates how unwanted ODS can be disposed of safely and cost-effectively in collaboration with the private sector, leveraging state-of-the-art technologies, operational systems, and when the credits are ultimately sold, carbon finance.
- Fishing is the single largest economic sector for the PIC region. CAP and the Pacific island Fisheries agency have established a partnership in a Japanese funded project on the assessment of use of ODS in land based fish processing facilities dependant on R22 refrigerated systems and assessing viable options for replacement to longer term alternatives.
- Under the high ambient temperature project in West Asia, a the first regional Symposium on District Cooling, Saving Environment and Energy addressed needs and technology choices for high ambient temperature countries. Special attention was devoted to considering district cooling as a means to energy conservation in the region, and leapfrog high-GWP refrigerants in different applications like cities, educational campuses, major medical facilities and other large building complexes.
- Progress has been made as regards stepping up Compliance Assistance Services to DPRK. The South Asia team have forged ahead in response to the request from DPR Korea for UNEP's assistance in building the country's basic capacity in meeting the up-coming HCFC phase out compliance targets. With a view to build capacities within the National Ozone Unit of DPR Korea and their national stakeholders, UNEP in cooperation with UNIDO organized a study tour to China on alternatives to HCFCs, policy and regulatory regimes and phase out approaches. To build further on the outcome of study tour to China, UNEP and UNIDO also organized the first national HCFC Awareness Workshop in DPRK.

- After more than two years, ROA brought together the joint Networks in a meeting of the 54 African Ozone Officers. The meeting discussed the issues relating to the phase out of HCFCs and its alternatives, specifically new opportunities for Africa to achieve ozone and climate co benefits under the Montreal Protocol and demonstrated good practices of promoting low GWP Refrigerants for Air-Conditioning Sectors, policy options and legislative tools for controlling HCFC consumption. In raising the profile of the ozone climate nexus and challenges and opportunities for African countries, for the first time, UNEP CAP was invited to present the recommendations of the network meeting to the African Ministerial Council on the Environment comprising 54 African Ministers of Environment, early September.
- The RAC sector can be viewed as one of the largest servicing industries in Small Islands Developing States and all RAC technologies and refrigerants used in the Pacific Island Countries are imported. Co organized by CAP-PIC, the Government of Samoa and the Australian Pacific Technical College, the Pacific Regional Ozone2Climate Technologies Symposium provided an opportunity for RAC technicians to acquire advanced knowledge on new technologies that are ozone, climate friendly and energy efficient alternatives to HCFCs. Participants included Refrigeration and Air Conditioning contractors from 12 Pacific Island Nations, Government and Industry representatives from Australia and New Zealand, manufactures, wholesalers and licensing bodies. As part of the Symposium, the ‘train the trainer’ workshop in good refrigeration practices was also offered to senior RAC technicians.
- The national Master Trainer workshop in Good practices and Air conditioning Servicing Sector was organized by CAP SEAP for certain Asia Pacific countries. On assessing its impact, and the request by NOOs and technicians in the refrigeration servicing sector, this initiative will be rolled out to other regions.
- Montreal Protocol implementation in Haiti came to a standstill, due to political instability. This especial situation of Haiti required great effort and demanded significant resources from CAP-ROLAC that has never been mobilized before to any other country. This tremendous effort comprised several missions, mobilisation of experts and remote assistance, to raise the political awareness of Ministerial authorities and build the necessary capacity of the new NOO. The latter resulted in successfully setting the conditions to resume activities under the HPMP.
- CAP-SA has been working closely with Bhutan on mainstreaming the HCFC phase out into the national policy. Bhutan has done some outstanding work in this regard and to our knowledge is the first country to integrate Ozone issues into the One UN country programme or UNDAF.
- Since Government is normally the largest public procurer of goods and services, the Government of Mongolia has taken proactive steps in in addressing the spirit of the MOP Decision XIX/6 on climate and energy benefits from HCFC phase out. Mongolia has established the Green Procurement/Green Buildings initiative to include zero ODP and low GWP alternatives in public procurement

(ii) Cross fertilization across networks and the regions marked the programme delivery in 2014

- The instability in North Africa resulted in a multitude of challenges for the CAP ROA to implement HCFC and methyl bromide phase out projects in North Africa. UNEP established the first ‘twinning’ partnership between North African countries (Tunisia, Egypt, Libya, Algeria and Morocco) and the West Asia team in Bahrain. The first joint meeting between Ozone Officers from the West Asian Network and certain North African countries address key challenges (access to technology, training in handling natural refrigerants and partnerships in the HCFC phase out). Language barriers were overcome and the established partnerships will expedite the process of the HCFC phase out in North Africa
- Cooperation was established between countries in West Asia, Anglophone Africa, South East Asia and Eastern and Central European countries on approaches and challenges towards a successful phase out of methyl bromide. The First Global Policy and Technical workshop on methyl bromide brought together National Ozone Officers and experts to address remaining challenges in pre-harvest (soil), post-harvest and QPS sectors and exchanged international and regional experiences on policies, tools and technical options.
- Southeast Asia and West Asia countries cooperated on certification schemes for refrigeration and air-conditioning technicians: Cambodia, Oman, Philippines and Saudi Arabia agreed to further

explore innovative means of cooperation between countries and regions for the Certification of Refrigeration and Air-conditioning (RAC) Technicians. This south-south cooperation aims to encourage peers to exchange experience/ideas on setting-up and operating certification systems for servicing technicians to reduce the consumption of HCFCs during equipment servicing.

- The South-South cooperation among the South East Asia countries is exemplary: the capacity building of new Ozone officers of Brunei were trained via a cooperation framework with Malaysia; Indonesia supported Timor Leste for the delivery of the customs training and good practices training workshops; Cambodia assisted Myanmar on HPMP implementation; Singapore provided support to Philippines on capacity building of methyl bromide officers; Timor Leste is facing similar challenges as those faced by the PICs in HPMP management, hence, the Timor Leste NOO is providing specific assistance to PICs in this regard through participation the PICs thematic workshops.
- South-South cooperation has also taken off among the Francophone countries in West Africa: NOOs and refrigeration experts from Gabon are providing special technical assistance to their counterparts in Equatorial Guinea; likewise, Senegal is providing technical assistance to Cape Verde.

(iii) Clearinghouse function - uplift

This was a very productive period in terms of the Clearinghouse function:

- UNEP evaluated and revised the clearinghouse function and strategy with the Information Manager and Network and Policy Manager: established the publications pipeline and internal review mechanism and editorial committee to enhance quality products; re-enforced cross networking activities between the 9 sub-regional networks for exchange of technical information, global publications and capacity building tools addressing needs and common challenges for all Article 5 countries. Moreover all executive summaries of publications were translated into all UN languages.
- Designed a new concept of ‘putting a face to the ozone layer’, in a bid to raise awareness of adverse effects of ODS on the environment and health and revive political commitments for the accelerated phase-out. Initiated the publications i) “Regional Highlights: Putting a Face to Ozone Layer Protection” and ii) a specific example of ‘Putting a Face to the Ozone Layer Protection in Africa’

Technical and information materials

During this cycle, UNEP reviewed and produced high quality documents, both technical and information materials specifically targeting National Ozone Officers and refrigeration and air-conditioning technicians. Notable information materials included:

- Phasing-out Methyl Bromide in Developing Countries: A Success Story and Its Challenges
- OzonAction Special Issue: A Healthy Atmosphere: the Future We Want which was distributed in the MOP-25 for the plenary
- OzonAction Publications Catalogue 2014
- Cooling without warming our planet (video available in English, Spanish and Portuguese).
- The Arctic and the Ozone Layer: Stabilizing Our Environment and Climate (video)

UNEP also launched new publications with Environment Ministers at the MOP-25 Bangkok, on 25 October 2013:

- “Achievements and Highlights: 10th Anniversary of the Regional Ozone Network for Europe and Central Asia”,
- “National Ozone Officers Guide”; and
- “Putting a Face to Ozone Layer Protection in Africa”.

CAP re-enforced the role for the capacity building in light of new responsibilities under HCFC phase out and mandate on compliance assistance, and produced a record of capacity building tools for compliance, either alone or in cooperation with partners or industry:

- Ozone Depleting Substances Smuggling and Concealment Case Study Handbook (with Interpol)
- Illegal trade in ODS (video) (with Environmental Investigation Agency)

- Enforcement Strategies for Combating the Illegal Trade in HCFCs and Methyl Bromide (with IGSD)
- Training Manual for Customs Officers: Saving the Ozone Layer - Phasing out Ozone Depleting Substances in Developing Countries - Third Edition
- Informal Prior-Informed Consent (iPIC): Supporting Compliance through prevention of illegal and unwanted trade in ozone depleting substances
- Low-GWP Alternatives in Commercial Refrigeration: Propane, CO₂ and HFO Case Studies (for Climate and Clean Air Coalition - CCAC)
- UNEP Guide for National Ozone Officers
- Update of E-Learning Module for Customs Officers
- International Standards in Refrigeration and Air-conditioning: An introduction to their role in the context of the HCFC phase-out in developing countries

Side events at OEWG and MOP

UNEP organised three side-events at the Meeting of the Parties of the Montreal Protocol, October 2013, Bangkok, Thailand:

- The sustainability of methyl bromide phase-out in cooperation with UNDP, UNIDO and World Bank
- HCFC phase-out in the refrigeration and air-conditioning servicing sectors
- Launched a documentary in the Arctic scientific side-event in corporation with Norway “The Arctic and the Ozone Layer: Stabilizing Our Environment and Climate” with UNEP Ozone Secretariat and World Meteorological Organisation (WMO)

UNEP organized two side-events at the Open-ended Working Group meeting of the Montreal Protocol, July 2014, Paris, France, and launched the following technical documents:

- Methyl bromide phase-out: the final countdown (pending issues, valuable experiences and a way forward)
- International standards in refrigeration and air-conditioning: their importance in the HPMP process.

(iv) Enforcement and iPIC

- iPIC has helped to clarify the status of hundreds of intended shipments of ODS since its inception and has been responsible for preventing numerous illegal or unauthorized shipments
- Currently there are 106 members of iPIC, including major producing/ exporting countries such as China, Singapore and those in the European Union. This informal system has proven to be valuable in facilitating and expediting information exchange and can assist in forging links between responsible staff in importing and exporting countries.
- In 2013, of the reported 111 iPIC consultations, over 53% resulted in rejections or cancellations of the licence request and this prevented unwanted trade in more than 273 metric tonnes of ODS including HCFCs, halons, and HBFCs (hydrobromofluorocarbons).
- First workshop in cooperation with the Economic Community of West African States (ECOWAS) Commission, regional technical experts including National Ozone Officers, Custom Officers on administrative and legal aspect and finalization of the ODS regulations for the sub region.
- Illegal trade in ODS continues to be a challenge for the Caribbean countries. Their peculiarities as Small Island Developing States with numerous beaches, coves and bays pose a special challenge. First regional training workshop for custom officers and brokers protecting Caribbean borders from illegal trade in Ozone depleting substances, building capacity of custom officers and information on classification of substances to comply with current legislation at national level, provided training in risk management as a tool, that can be implemented through the Automated System for Customs Data (ASYCUDA) to guard against illegal trade in ODS and ODS based products.
- In collaboration with UNEP Division for Environmental Law and Conventions (DEL/C), CAP SEAP organized a joint meeting of Ozone Officers and Customs in Laos to assist SEAP countries in their efforts to ensure compliance with the Montreal Protocol and to combat illegal trade in

ODS. DELC provided financial support to the workshop and managed a parallel session on illegal trade in chemicals and wastes.

- UNEP OzonAction CAP in collaboration with the UNEP Division of Environmental Law and Conventions and the Secretariat of the Basel, Rotterdam and Stockholm Conventions (the BRS Secretariat) co-organized a joint meeting for National Ozone Officers and Customs Officers for the Pacific Islands. DELC provided financial support. The meeting was very useful for facilitating mutual understanding and strengthening cooperation between NOUs and Customs officers in the PIC. Data sharing and management, e.g. license/permit, im/export data between NOO and Customs and enables the two authorities to better control and monitor imports and any illegal trade in ODS by reconciling the data at national and regional level.
- UNEP ROA in collaboration with INTERPOL and the UNEP Division for Environmental Law and Conventions (DELC) organized a side event at the internal conference on Illegal Trade, showcasing the success of cooperation under the Montreal Protocol, between customs officers and National Ozone Officers in certain African countries
- The ECA regional customs cooperation meeting enhanced cooperation between Customs, Enforcement and Ozone Officers from the ECA network countries and major trade partners including the China, India and the European Union. The meeting shared cases of illegal trade, seizures and subsequent prosecution and court decisions as disincentive to potential smugglers. The highlight of this meeting was the ECA ozone protection award 2014 for Customs and enforcement officers. During the period of September 2012 and April 2014, the award winners reported 134 successful seizures of 7370 pieces of equipment (appliances and compressors) and 9523 refrigerant cylinders / containers containing more than 467 metric tons of ozone-depleting chemicals and mixtures. Informal Prior Informed Consent (iPIC) consultations prior to the issuance of trade licenses avoided 67 unwanted / illegal shipments of more than 846 metric tons of ozone-depleting chemicals and mixtures.

(v) Industries and partners

UNEP re-enforced partnerships with industries such as Refrigerant's Naturally, Association of Refrigeration European Associations (AREA), International Institute of Refrigeration (IIR) and Centro Studi Galileo, specifically on training and certifications needs in alternative refrigerants, and developing e learning modules for technicians.

Representatives from AREA and IIR participated in Branch network meetings delivering up to date technology and innovation in the refrigeration servicing sectors.

- One of the achievements for 2014 was the successful thematic workshop on establishment and operation of Certification Schemes for Technicians, and strengthening of National/Regional RAC Associations for Anglophone African countries. Organized in collaboration with the Association of Refrigeration European Associations (AREA) and the Centro Studi Galileo, successful technicians that passed the examinations with over 60% score were certified according to the European Certification Schemes. The workshop presented a great opportunity for Anglophone African refrigeration technicians of how to install, maintain and repair refrigeration and air conditioning/heat pump (RAC/HP) systems containing alternative refrigerants /natural refrigerants, considering both technical and safety issues. It also provided the participants knowledge on establishment of certification schemes.
- The successful approach of the West Asia high ambient project to create the first ever industry unified move to assess low-GWP alternatives for A/C industry, triggered some interest by local manufacturers in Egypt to follow a similar approach but at national level under the HPMP of Egypt. Under the West Asia and national high ambient project, 90% of A/C industry in the region will be jointly assessed for long term options.

(vi) Cooperation with other Implementing Agencies

UNEP CAP has also drawn closer to its United Nations partners and other implementing agencies, with which it has established programmes of co-operation which go beyond mere co-ordination and are aimed at developing truly joint action at national level. This will be pursued further in the coming years as the HCFC phase out deadlines draw to a close.

All implementing agencies have participated in the CAP Network meetings in a collaborative spirit and contributed through specific technical presentations, lessons learnt and updates on the HCFC phase out.

- First inter-agency cooperation with UNIDO as a partner in 54 African countries: Currently UNEP implements projects jointly with UNIDO in 32 African countries. UNEP and UNIDO co-organized the first joint meeting for National Ozone Officers in Vienna, to address future joint projects in the HCFC phase out and strengthen partnership collaboration.
- UNEP-WHO: re-launched collaboration with WHO on publication of health effects of UV radiation; WHO drafted chapter for Ozone Action Special Issue
- UNEP and UNIDO undertook two joint missions to DPRK in a bid to address potential noncompliance issues in the HCFC phase.
- Despite the early phase out of Methyl Bromide in the melon sector in Honduras, the country indicated a potential compliance risk in 2015. CAP stepped up the support to the country and in cooperation with UNIDO, engaged with the Government. As a result, the importation of MeBr was brought to a halt and the potential noncompliance situation was avoided.
- After three years without a National Coordinator, the National Ozone Unit of Algeria re started activities in November 2013 with brilliant results in terms of licensing and quota system as well as awareness activities. Future cooperation will be pursued with UNIDO.
- Delays in HPMP and IS project implementation, HCFC quota systems not timely approved and changes in Government officials resulted in Guatemala surpassing their 2013 HCFC baseline consumption. Continuous feedback, missions and support from CAP resulted in a national action plan to resume Montreal Protocol Implementation; and ministerial resolution is underway to limit 2014 HCFC consumption according to country baseline.

II. HUMAN RESOURCES MANAGEMENT

Recruitment

The recruitment process was initiated for the following vacant posts:

- P4, Capacity Building, Paris
- P4, Policy and Technical Support, Paris
- G6, Nairobi
- G6, Bangkok

The following recruitment process is complete:

- P3, Bangkok
- P3, Nairobi
- P4, Regional Network Coordinator – Caribbean, Panama.

Human resource challenges – CAP ROA

- Currently the CAP ROA have two G support staff who handle the workload for 53 countries. ROA CAP have requested resources in order to manage the workload.
- Expenditure on Budget line 1317 – Temporary Assistance CAP. The BL was intended to meet the needs of CAP in time of peak workload contingency. The funds were used to recruit a temporary assistant for the Francophone network.
- The Francophone and Anglophone Network comprise a Network Coordinator and a P3 staff. The Anglophone Network also have two support staff.
- The long term illness (since June 2012) of the Senior Regional Network Coordinator - P5 – has impacted the delivery of the regional CAP services. The Staff Member will be on medical pension shortly and it is proposed to split the P5 post into two P2s, one for each network and a G6 staff for the Francophone Network. Additional costs for the G6 post (approximately 12 000\$) will be offset by a reduction of the BL 1317 Temporary Assistance CAP to 63 000\$
- In order to meet the needs of the ROA CAP team and 53 African countries, the Capacity Building Manager and a support staff from Paris back stopped the ROA CAP team.

Human resource challenges – General

- Providing career and capacity development to CAP staff who are in the same post since several years.

III. FINANCIAL MANAGEMENT

- Regular feedback was provided to the regionalized staff on Reporting and Monitoring; Financial and Accounting Services. There is a need for further streamlining regional units and consolidating teams. This will be addressed in the next cycle.
- As of 1st January 2014 UNEP has adopted the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS). This is part of a UN system-wide reform effort moving from the previous United Nations Accounting Standards (UNSAS).
- In the move to IPSAS, certain challenges will be faced by the CAP. Activities under implementation will show as unobligated funds at the end of the year, overstating the balances of funds which are actually already committed as they are relate to services that will be delivered against future years.

IV. CHALLENGES AND LESSONS LEARNT

- Transforming the momentum created by the dialogue between Ozone Officers through networks into sustained actions in identified areas and new responsibilities under the HCFC phase out, throughout the next years is a challenging task for CAP.
- Timely intervention and flexibility of CAP to accommodate requests of National Ozone Units is a cost/effective way to avoid potential non-compliance situations.
- Progress towards identifying common approaches to capacity development in HCFC phase out and management has been made (development of operational guidelines and methodological guides). However, this will be pursued in CAP 2015.
- The increased flow of high-GWP alternatives and based-products particularly in A/C sector with limited commercially available long-term and low-GWP options being offered in the regional markets continues to be a challenge.
- In ROWA, the escalated political instability in the region in particular in 3 parties, Syria, Iraq and Yemen limits CAP from providing the appropriate on-ground services. In addition, to the overall direct/indirect impact of the political situation at the regional level on the rest of countries.
- All countries of the PIC are SIDS- with 4 of these also being Least Developed countries: selected challenges affecting Montreal Protocol implementation are: narrow resource base depriving them of the benefits of economies of scale; small domestic markets and heavy dependence on a few external and remote markets; high costs for energy, infrastructure, transportation, communication and servicing; long distances from export markets and import resources; low and irregular international traffic volumes; high volatility of economic growth; limited opportunities for the private sector and a proportionately large reliance of their economies on their public sector.
- PIC Regional HPMP- 12 countries national compliance. Rate of implementation is dependent on participating country with slowest rate of progress. There is a higher compliance risk: suppliers from exporting countries not willing to sell small volume purchases, risk of illegal trade and/or of low quality refrigerants imports, margin of error of two decimal places (0.00) can contribute to a higher non-compliance risk. (A 15.6KG cylinder miss-calculation can affect the consumption limit)
- Policy dialogue was promoted in other emerging areas of the HCFC phase out, including energy and climate and international legal instruments translated into national policy and legislation.
- The cost effectiveness of the statutory network meetings was re-evaluated. In 2014, all Networks were made aware of the need for a balance between impact and cost effectiveness of having two network meetings vs one network meeting and thematic meetings around specific topics of concern. The general trend to be followed will be one network meeting per year and smaller thematic meetings on focused areas.
- Cost effectiveness measures implemented in 2013-2014 such as tighter monitoring of staff travel and consultancies; increased use of ICTs and video conferencing; the organization of meetings

back to back with regional initiatives and other meetings; and the closer monitoring of publications such as promoting regional technical materials for global outreach and avoiding duplications have proved to be effective in this regard.

- The initiative on streamlining operations implemented in April 2013, resulted in greater oversight by Paris as regards Executive Committee decisions on approved projects and financing and ensures that the contracts signed between UNEP and governments follow the MFS and UNEP rules and regulations.

V. LOOKING FORWARD

- Technical expertise and practice-oriented tools were developed. We will identify ways by which such tools can be shared more widely with stakeholders and development partners in order to enhance coherence and harmonization of action and ultimately make a more effective contribution at the country level.
- In addressing training and certification of refrigeration technicians, an in depth national/regional analysis will ascertain the long term sustainability of training programmes, institutionalization of training activities and barriers and incentives.
- Capacities for monitoring compliance will be strengthened. Work on capacity development approaches should be pursued, to be complemented by the development of resources and guidelines on specific issues facing the NOUs. The continuous turnover of NOUs presents a daunting challenge.
- Significant efforts have been made to bring on board the necessary partnerships for an effective, holistic HCFC phase out, however, this has to be reflected at national level through capacity building and engagement of the NOUs and governments. CAP will pursue its efforts and widen the scope and outreach to forge new partnerships essential for the phase out and climate co benefits.
- Efforts will be made for managing the HCFC phase out process, policy planning, and programming, implementation and evaluation activities. This will also entail the production of refined -disaggregated data and an analysis of the national HPMPs on a regular basis in all the regions.
- Decisions IX/6 encourages the HCFC phase out and climate co benefits. The UNEP CAP based in DTIE has the added advantage of possible partnering with different Branches such as the Energy, Chemicals and Sustainable Consumption and Production. The holistic phase out of HCFCs taking into account the environmental impact will embrace these subjects. CAP will seek new partnerships within and outside UNEP to ensure a multi - disciplinary environmental response to the complex HCFC phase out.
- The aims of the different national IS project and the HPMP needs to be better defined; overlap between deliverables and outputs results in duplication, wastage of resources and lack of accountability. The role of NOUs needs to be better articulated, reporting and concrete outputs should be part of the IS.
- Links between the approved national IS project and the HPMP need to be tightened; who does what and how the IS supports the HPMP should be made known to the Governments.
- Streamlining CAP operations under the accountability framework will continue to be pursued with pragmatism and flexibility, paying greater attention to regional needs.
- Particular attention will be given to ensuring better co-ordination of the documentation and information services to cover the priority programme areas. In addition, newsletters, promotional brochures and policy briefs will continue to provide the latest information on refrigeration technologies and associated areas.
- Drawing on past experience, efforts will also be made to reach *constituencies* identified as useful information relays; increased attention will be given to new ways and means of informing the *Communities of Practice* about the ‘intangible’ – or less obviously quantifiable – advantages of appropriate technology choices for climate co benefits.
- Continued efforts will be made to improve the quality and topical relevance of CAP capacity building tools and publications. The main reference works such as the OzonAction Special Issue, bi weekly OzoNews, regular webinars will continue to keep their respective readership up to date.

Annex 1A, Executive Committee decisions related to CAP

While preparing this proposal, UNEP took into account the following Executive Committee decisions that are specifically related to CAP:

- Decision 70/10(d)(ii), which requested UNEP to continue providing reports on the utilization of Compliance Assistance Programme (CAP) staff for Multilateral Fund Montreal Protocol activities according to the following five categories in the context of annual progress and financial reports:
 - Projects and services approved by the Executive Committee;
 - Pursuing synergies or implementing joint activities with other
 - non-Multilateral Fund partnerships and initiatives;
 - Mobilizing resources for ozone protection activities from entities outside
 - of Multilateral Fund;
 - UNEP-wide processes and activities; and
 - Administrative activities.

Response: For the purpose of streamlining UNEP provided details at the 71st Executive Committee under the CAP; in this current report, use of CAP staff time, which covers the period 1 January – 31 August 2014 is indicated in Part 2, Annex 2D.

- Decision 70/10(d)(iii), which requested UNEP to provide a status report to the 71st meeting on the extent to which UNEP had implemented measures to ensure that all professional staff time paid with CAP funds was used for Multilateral Fund Montreal Protocol activities, in line with decision 50/26(a)(iii).

Response: Annex 2D contains information about this issue.

- Decision 70/10(iv), which requested UNEP to ensure that Regional Network Coordinators were directly accountable to the Network and Policy Manager in the OzonAction branch, based on the CAP organigram presented in the 2010 CAP budget (UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/17), and according to the CAP structure indicated in the original description of the CAP programme provided in UNEP/OzL.Pro/ExCom/35/4.

Response: See Annex 2D.

- Decision 69/8, which approved UNEP's 2013-2015 Business Plan, included approval to move UNEP's logical framework analyses from the Business Plan to the CAP Budget starting from the 2014 CAP Budget cycle, in the interest of further streamlining those processes.

Response: The LFAs are included in Annex 2A of this document.

- Decision 66/16 (v) requests UNEP to present its detailed annual progress report on CAP activities to the third meeting of each year in the context of the annual CAP approval, and to identify any project implementation impediments for the CAP project in the Annual Progress and Financial Report.

Response: This document includes a detailed annual progress report on CAP activities in Part 2 and its Annexes, 2A, B, C and D.

- Decision 68/18 (b), which requests UNEP, in future submissions of the CAP budget, to continue:
 - (i) Providing detailed information on the activities for which the global funds would be used; (ii) Extending the prioritization of funding between CAP budget lines so as to accommodate changing priorities, and providing details on the reallocations made in its budget pursuant to decisions 47/24 and 50/26; and (iii) Reporting on the current staff post levels and informing the Executive Committee of any changes thereto, particularly in respect of any increased budget allocations.

Response: The present budget proposal includes sections that address each of the elements in this decision under Section VI.

- Decision 62/24 (a)(ii)(b) requests UNEP to examine and monitor South-South cooperation activities, and report on the outcomes of such activities, including detailed reports by region on the utilization of related budgets, to the 65th meeting of the Executive Committee in the context of its 2012 CAP budget.

Response: This information was presented in the 2012 CAP budget. Details are also provided in Part 2 of this document.
- Decision 60/6 (i) requests UNEP to submit a complete list of special compliance assistance activities with the CAP budget (submitted to the last Meeting of the Executive Committee each year) so that the Executive Committee would be able to examine and approve the budget in a more holistic manner.

Response: This information is presented in Annex 1A and 1B.
- Decision 52/7 which followed the Final Report on the Evaluation of the CAP Programme, requests UNEP to consider further regionalization of CAP resources and to focus the CAP on specific priority areas and activities.

Response: Additional regionalization of CAP resources is will be done as per regional needs in 2015.
- Decision 50/26 (c) requires that the CAP budget should only be spent in accordance with the terms of reference for the financial mechanism contained in Article 10 of the Montreal Protocol and therefore resources should not be spent on inter-multilateral environmental agreement coordination activities.

Response: The CAP budget continues to be spent by UNEP in accordance with the terms of reference for the financial mechanism.
- Decision 47/24 requires that (a) Requests for future increases in the CAP budget would be limited to 3 per cent, unless the Executive Committee was given evidence that inflationary pressures justify otherwise; and (b) UNEP was encouraged to continue to extend the prioritization of funding between CAP budget lines so as to accommodate changing priorities.

Response: The present budget proposal adheres to this decision.
- Decision 26/41, establishes the Programme Support Cost rate for UNEP as follows: (a) 13 per cent on projects up to a value of \$500,000; (b) For projects with a value exceeding \$500,000 but up to and including \$5,000,000, an agency fee of 13 per cent should be applied on the first \$500,000 and 11 per cent on the balance; (c) to assess projects with a value exceeding \$5 million on a case-by-case basis; (d) 0% for Institutional Strengthening projects (e) 8% for CAP.

Response: The present budget proposal adheres to this decision.

Annex 1B: Overview of CAP

Since 1991, the UNEP OzonAction Compliance Assistance Programme (CAP) has been fulfilling UNEP's mandate as an Implementing Agency of the Multilateral Fund by strengthening the capacity of governments - particularly NOUs -and industry in Article 5 countries to elaborate and enforce the policies required to implement the Protocol and make informed decisions about alternative technologies and sustain compliance obligations. UNEP strategically reoriented its approaches and delivery mechanisms in 2002 by creating the CAP to help Article 5 countries better cope with demands of the Protocol's compliance period. Under the CAP, the majority of the staff is located in UNEP's Regional Offices, where they closely interact with countries on a day-to-day basis to help them achieve and sustain compliance with Montreal Protocol obligations. This regional delivery mechanism is a distinct feature of the OzonAction Programme.

In 1991, UNEP was also mandated to provide the Montreal Protocol's Clearinghouse function as per Article 10, para 3(b) of the treaty.¹ In 2002, CAP developed its Communication Strategy on the Global Compliance with the Montreal Protocol to guide its Information, Communication and Education activities, and updated it in 2010 based on consultations with all NOUs. UNEP has re-oriented the Clearinghouse regularly to reflect the compliance status of Article 5 countries and to address emerging responsibilities under the HCFC phase out.

The CAP provides a country-specific special compliance services, operates 10 Regional Networks of Ozone Officers, facilitates South-South cooperation, assists with regional awareness activities, and provides a global Information Clearinghouse that serves NOUs through information, communication, education, electronic knowledge management and capacity building activities (Fig. 1).

CAP is also responsible for delivering and reporting on the Multilateral Fund projects approved for UNEP as per its approved Business Plan, i.e. Institutional Strengthening projects and HCFC phase out management plans.

The CAP established in 2002 reflected the needs of Article 5 countries at that time to support those countries during the initial compliance period of the Montreal Protocol. In 2009, the Executive Committee approved a re-alignment of CAP to respond to Article 5 country needs in the current and changing landscape of the Montreal Protocol. From that time forward, UNEP's strategy for CAP has been based around a series of parallel tracks of assistance for its client Article 5 countries. UNEP has adjusted these tracks over time to reflect the current situation and needs of the countries. An overview of CAP services is indicated in Annex1A as a logical framework analysis.

i) **Country-specific Compliance Assistance Services**

- **Compliance assistance services.** CAP's primary role is to assist Article 5 countries in actual or potential non-compliance to be in compliance with their obligations under this multilateral environmental agreement (MEA). CAP cooperates closely with the Ozone Secretariat, Multilateral Fund Secretariat, and other Implementing Agency partners to identify countries that have difficulties in maintaining compliance or are at risk of being in non-compliance, with particular reference paid to countries in post-conflict situations. The Regional CAP staff provide direct assistance to Ozone Officers and other priority stakeholders in response to specific needs identified by Article 5 countries. This assistance covers a wide range of topics including policies and enforcement, technical issues, assistance with data reporting, capacity building of new Ozone Officers, support for ratification, etc. Figure 2 presents an overview of the planned compliance

¹ Article 10, para 3(b) of the Montreal Protocol mandates the Multilateral Fund to finance clearing-house functions to: "i) assist Parties operating under paragraph 1 of Article 5, through country specific studies and other technical co-operation, to identify their needs for co-operation; ii) facilitate technical co-operation to meet these identified needs; iii) distribute, as provided for in Article 9, information and relevant materials, and hold workshops, training sessions, and other related activities, for the benefit of Parties that are developing countries; and iv) facilitate and monitor other multilateral, regional and bilateral co-operation available to Parties that are developing countries."

assistance services that the CAP teams propose to deliver to 122 Article 5 countries in 2015, Annex 1 B provides details on each proposed intervention.

- Regional Networks of Ozone Officers. A flagship activity of UNEP and a core mechanism of the Multilateral Fund family of institutions, Regional Networking provides a forum for experience exchange and knowledge transfer between the NOUs of Article 5 countries, while adopting innovative approaches and addressing priority thematic areas. UNEP currently facilitates the operation of 10 Regional Networks involving 148 members from developing countries and countries with economies in transition as well as 12 developed countries and the European Commission (EC). Based on ExCom decisions, CAP Regional Network Coordinators (RNCs) and their teams are strategically based in UNEP Regional Offices to maximise delivery of the programme and are financed through the CAP budget. RNCs are responsible for the coordination and management of the respective regional networks, country project development and monitoring and assist countries with implementation. Based on ExCom decisions, the CAP RNCs and teams are based in the following UNEP Regional Offices: Regional Office for Africa-Nairobi (Africa Francophone and Africa Anglophone RNCs); Regional Office for West Asia-Manama (West Asia RNC); Regional Office for Latin America-Panama (Caribbean RNC and Mexico and Central America RNC), DTIE- Paris (Eastern and Central Europe RNC); Regional Office for Asia Pacific-Bangkok (South Asia RNC, South East Asia Pacific RNC and Pacific Island Countries RNC). The Networks services will continue to be provided by staff of the Regional CAP teams, working under the supervision of the Regional Network Coordinators. The latter will continue to work under the overall technical oversight and coordination of the Head of Branch and the Network and Policy Manager, using resources approved in UNEP's 2015 CAP budget. In a bid to be cost effective, in 2015, CAP will further streamline organizing one Main Regional Network meeting and smaller focussed thematic meetings. CAP will continue to promote remote participation of Secretariats, Implementing Agencies and experts in Regional Network meetings, in cases where travel is not possible/appropriate.
- Country-to-country (South-South) cooperation. UNEP views direct cooperation between countries as a very cost-effective way to meet technical and policy compliance challenges while at the same time strengthening inter- and intra-regional cooperation. UNEP's Regional CAP teams actively identify the needs for such assistance through the Regional Network meetings and consultations with the Ozone Officers, and then use resources approved by the Executive Committee as part of the CAP operating budget to facilitate the travel of Ozone Officers and/or experts for targeted missions with countries with greater experience on Montreal Protocol implementation assist new Ozone Officers develop and implement Montreal Protocol phase-out measures. During the period 2013-2014 successful collaborations were established between countries and regions, this strategy will be re-enforced.
- Regional Awareness support. UNEP's Regional CAP teams actively identify the needs for such assistance through the Regional Network meetings and consultations with the Ozone Officers using resources approved by the Executive Committee as part of the CAP operating budget, UNEP's Regional CAP teams actively identify the needs for such assistance and work with countries in the region to deliver the agreed products/activities.
- Global Information Clearinghouse services. The Clearinghouse comprises three main components delivered as part of the clearinghouse mandate of Article 10 of the Montreal Protocol (details below):
 - Information, communication and education (ICE) services.
 - Electronic knowledge management (eKM) services.
 - Capacity building services.

Regional Networks of Ozone Officers

Under the CAP, UNEP staff in the regional offices can closely interact with countries on a regular basis and the regional networks provide a platform and regular fora which facilitate the strengthening of the capacities of the National Ozone Officers (NOOs) in the implementation of the Montreal Protocol activities. They provide a means to enable NOOs to share experiences and establish cooperation at the regional level, and provide an avenue to facilitate feedback on Ozone Officers' activities, progress made, challenges and needs as well as available opportunities under the HCFC phase out. Networking can provide a high level of mutual support and more advanced countries share their experiences with their colleagues from other countries. Regional network services will be delivered in 2015 through the ten CAP regional networks, which are as follows:

- English-speaking Africa - 28 Article 5 countries
- French-speaking Africa - 26 Article 5 countries
- Europe and Central Asia - 11 Article 5 countries²
- South America - 10 Article 5 countries
- Mexico and Central America – 9 Article 5 countries
- Caribbean - 14 Article 5 countries
- Pacific Island Countries - 13 Article 5 countries
- South Asia – 13 Article 5 countries
- South East Asia Pacific - 12 Article 5 countries
- West Asia - 11 Article 5 countries

² The main network activities are also attended by the 7 associated network countries with economies in transition (CEITs) which are financially supported by the Global Environment Facility (GEF) through the implementing agencies UNDP and UNIDO.

ROA		ECA	ROLAC			PIC	ROAP		West Asia
English Speaking	French Speaking		South	Mexico & Central	Caribbean		South Asia	South East Asia Pacific	
Angola, Botswana, Egypt, Eritrea, Ethiopia, Gambia, Ghana, Kenya, Lesotho, Liberia, Libya, Malawi, Mauritius, Mozambique, e, Namibia, Nigeria, Rwanda, Seychelles, Sierra Leone, Somalia, South Africa, South Sudan, Sudan, Swaziland, Uganda, Tanzania, Zambia, Zimbabwe.	Algeria, Benin, Burkina Faso, Burundi, Cameroon, Cape Verde, Central Africa Rep., Chad, Comoros, Congo, Cote d'Ivoire, DR Congo, Djibouti, Equatorial Guinea, Gabon, Guinea, Guinea Bissau, Madagascar, Mali, Mauritania, Morocco, Niger, Sao Tome & Principe, Senegal, Togo, Tunisia.	Albania, Armenia, Bosnia and Herzegovina, Georgia, Kyrgyzstan, Montenegro Republic of Moldova, Serbia, Macedonia (FYR), Turkey, Turkmenistan <i>Countries with economies in transition participate in selected Network activities:</i> Azerbaijan, Belarus, Kazakhstan, Russian Federation, Tajikistan, Ukraine, Uzbekistan. <i>Bilateral partners:</i> Croatia ³ , Czech Republic, Romania, Poland, EC	Argentina, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Ecuador, Paraguay, Peru, Uruguay, Venezuela <i>Bilateral partners:</i> Canada, USA	Costa Rica, Cuba, Dominican Republic, El Salvador, Guatemala, Haiti, Jamaica, St Kitts & Nevis, St Lucia, St Vincent, Suriname, Panama <i>Bilateral partners:</i> Canada, USA	Antigua & Barbuda, Bahamas, Barbados, Belize, Dominica, Grenada, Guyana, Honduras, Nevis, St Lucia, St Vincent, Suriname, Trinidad & Tobago <i>Bilateral partners:</i> Canada, USA	Cook Islands, Kiribati, Marshall Islands, Micronesia Nauru, Niue, Palau, Papua New Guinea, Samoa, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu, Vanuatu.	Afghanistan, Bangladesh, Bhutan, China, DPR Korea, India, Iran Maldives, Mongolia, Nepal, Pakistan, Republic of Korea, Sri Lanka	Brunei Darussalam, Cambodia, Fiji, Indonesia, Lao PDR, Malaysia, Myanmar, Philippines, Singapore, Thailand, Timor-Leste, Vietnam <i>Bilateral partners:</i> Japan <i>Bilateral partners:</i> Australia, Sweden	Bahrain, Iraq, Jordan, Kuwait, Lebanon, Oman, Qatar, Saudi Arabia, Syrian Arab Republic, United Arab Emirates, Yemen. <i>Non-Party observer:</i> Palestine

³ Croatia became non-Article 5 country in 1 January 2014 but continues to implement its previously-approved Multilateral Fund-supported projects.

ANNEX 1C – Logical Framework Analysis 2015

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
AFRICA ENGLISH-SPEAKING NETWORK				
LONG TERM OBJECTIVES				
Assist countries in Africa in meeting and sustaining compliance with the Montreal Protocol and its Amendments	<ul style="list-style-type: none"> • Provide countries with regular updates and guidance on the various Montreal Protocol compliance requirements. • Guide countries in the implementation of necessary phase-out activities that lead towards meeting and sustaining compliance with Montreal Protocol and its Amendments 	<ul style="list-style-type: none"> • Countries in English-speaking African region (28) in compliance with ODS phase-out requirements as set out by the Montreal Protocol and its Amendments 	<ul style="list-style-type: none"> • Number of countries in compliance with Montreal Protocol and its Amendments 	<ul style="list-style-type: none"> • Illegal trade of ODS and ODS-based equipment • Import of obsolete equipment from Article 2 countries • Government commitment
SHORT TERM OBJECTIVES FOR THE YEAR 2015				
Assist countries in enforcing control measures to regulate the import and use of ODS and ODS-based equipment	<ul style="list-style-type: none"> • Review status of licensing and quota system in English-speaking African region (28) and assist them in updating their ODS regulations to ensure all ODS including HCFC control measures are included • Promote cooperation with regional and sub-regional trade and economic communities (COMESA, SACU, ECOWAS, SADC) in enforcing Regional and sub-regional ODS control measures to address illegal ODS trade • Assist countries in implementing sustainable training programmes for enforcement officers at national and sub-regional level • Assist countries in incorporating ODS-based modules in Customs training curricula • Promote participation of all countries in the Region in iPIC initiative 	<ul style="list-style-type: none"> • National and Sub-regional ODS regulations which include HCFC control measures in place and implemented by responsible authorities • Enhanced cooperation with Regional Economic Communities in enforcing harmonised ODS control measures (COMESA, SACU, ECOWAS, SADC) • National and sub-regional training programmes for enforcement officers conducted • Montreal Protocol training programmes incorporated into the customs training curricula • Up-to-date ODS database available on the ROA website • Most countries in English-speaking African region (28) participate in iPIC 	<ul style="list-style-type: none"> • National and sub-regional ODS regulations in place and being enforced • Reports of the national and sub-regional training programmes for enforcement officers • Existence of ODS database on ROA website • Number of countries participating in iPIC 	<ul style="list-style-type: none"> • Cooperation of national enforcement authorities and sub-regional trade and economic organizations • Illegal ODS trade • Government commitment to approve and adopt ODS legislations • Existence of Free Trade Zones
Ensure that countries compile and submit accurate, reliable and timely data on ODS import and consumption to the Multilateral Fund and Ozone Secretariats	<ul style="list-style-type: none"> • Encourage NOUs to report both Country Programme Report and ODS consumption data on time • Maintain regular liaison with Ozone Secretariat on data reporting and the Multilateral Fund Secretariat on progress reports from countries • Review country data reports to check consistency and accuracy before official submission • Provide NOUs with necessary information on data reporting requirements i.e. formats, procedures for CP online reporting 	<ul style="list-style-type: none"> • Countries in English-speaking African region (28) submit accurate and reliable ODS data on time to Ozone and Multilateral Fund Secretariats • Data collection and monitoring mechanisms are established in the countries to assist in timely data collection 	<ul style="list-style-type: none"> • All countries English-speaking African region (28) submit reliable and accurate data on time to the Ozone and Multilateral Fund Secretariats 	<ul style="list-style-type: none"> • Frequent turn-over of Ozone Officers and changes in the administration • Illegal ODS trade
Assist English-speaking African region countries in expediting preparation, submission and implementation of HPMP tranches in order to meet the HCFC freeze targets as per Montreal Protocol	<ul style="list-style-type: none"> • Assist remaining countries (Botswana and South Sudan) in preparing and submitting their HPMPs • Guide NOUs in close collaboration with partner IAs in speedy implementation of approved HPMPs 	<ul style="list-style-type: none"> • Remaining countries in the region (Botswana and South Sudan) submit their HPMP • Timely submission of HPMP tranches • Establishment of certification schemes and RAC associations 	<ul style="list-style-type: none"> • Number of remaining HPMPs, and tranches approved • Number of HPMPs completed • Countries in compliance 	<ul style="list-style-type: none"> • Availability of alternative and affordable technologies • Frequent turnover of ozone officers • Limited capacities of

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
schedules	<ul style="list-style-type: none"> Assist countries in the region in establishing credible certification schemes and strengthen RAC Associations Assist countries in building capacities of informal RAC technicians Assist countries in implementing sustainable training programmes including incorporation of ODS modules in refrigeration training curricula Liaise with NOUs and partner IAs in submitting second and third HPMP tranches in accordance with the business plan 	<ul style="list-style-type: none"> Countries in compliance with HCFC freeze targets Implementation of HPMP tranches completed in accordance with the business plan 	with the freeze target	<ul style="list-style-type: none"> NOUs Delays due to administrative procedures by IA and country administrations
Support countries in the region to be in compliance with methyl bromide consumption to ensure total phase-out is achieved and sustained	<ul style="list-style-type: none"> Assist countries in promoting methyl bromide alternatives Assess countries' methyl bromide needs for achieving and sustaining compliance and total phase-out Monitor consumption trend of methyl bromide by African countries 	<ul style="list-style-type: none"> Countries in the region are in compliance with methyl bromide consumption Address country-specific MB issues 	<ul style="list-style-type: none"> Number of countries in compliance with methyl bromide consumption Number of countries provided with targeted assistance 	<ul style="list-style-type: none"> Availability of affordable and effective methyl bromide alternatives Government commitment
Promote awareness raising of the Montreal Protocol activities in English-speaking African region	<ul style="list-style-type: none"> Develop and disseminate information on Montreal Protocol activities of the ROA/CAP in English-speaking African region through dialogue and collaboration between OzonAction/CAP, government, media and the general public Preparation of media advisories, briefing notes, information kits, awareness material (CD audio and video) and other advocacy materials for the general public Monitor public awareness activities as part of Institutional Strengthening (IS) projects and regional awareness raising activities Organise Ozone competition for Ozone Customs & Enforcement Officers in Africa Organise global webinars to engage Montreal Protocol community to share knowledge, challenges, experiences, lessons learned in achieving compliance in Africa Use workshops and network meetings to invite high level stakeholders and ensure full media coverage. Assist countries in preparing the International Ozone Day by providing necessary information materials Contribute articles to OzonNews, the ROA Bi-Monthly and the UN in Kenya E-Newsletter 	<ul style="list-style-type: none"> Awareness and information material developed and disseminated Organisation of 2015 Ozone competition Organisation of Webinar sessions Full media coverage of ozone related issues and ROA/CAP activities in the region Timely production of high-quality News articles 	<ul style="list-style-type: none"> Number of information and outreach materials produced and disseminated. Number of awareness activities reported as part of the IS projects Ozone competition launched and names of the winners published Number of webinar sessions organised Number of countries assisted in organising the International Ozone Day activities Number of published articles to create awareness on ozone issues 	<ul style="list-style-type: none"> Government commitment Frequent change of ozone officers Unreliability of information technology in most of African countries
Promote networking and sharing of experience in the region	<ul style="list-style-type: none"> Organise Network workshops for ozone officers Organise Thematic workshops on enforcement of ODS control measures 	<ul style="list-style-type: none"> Sharing of experiences and networking among ozone officers 	<ul style="list-style-type: none"> Meeting reports 	<ul style="list-style-type: none"> Availability of network/thematic workshop funds

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
AFRICA FRENCH-SPEAKING NETWORK				
LONG TERM OBJECTIVES				
Assist countries in Africa-F in meeting and sustaining compliance with the Montreal Protocol and its Amendments	<ul style="list-style-type: none"> • Provide countries with regular updates and guidance on the various Montreal Protocol compliance requirements. • Guide countries in the implementation of necessary phase-out activities that lead towards meeting and sustaining compliance with Montreal Protocol and its Amendments 	<ul style="list-style-type: none"> • Countries in French-speaking African region (26) in compliance with phase-out requirements as set out by the Montreal Protocol and its Amendments 	<ul style="list-style-type: none"> • Number of countries in compliance with Montreal Protocol and its Amendments 	<ul style="list-style-type: none"> • Illegal trade of ODS and ODS based equipment • Import of obsolete equipment from Article 2 countries • Government commitment
SHORT TERM OBJECTIVES FOR THE YEAR 2015				
Assist countries in enforcing control measures to monitor and regulate the import and use of ODS and ODS based equipment	<ul style="list-style-type: none"> • Review status of ODS Regulations in French speaking African region (26) and assist them in updating their ODS regulations to ensure HCFC controls measures are included • Regular update of web-based ODS data base for the region • Promote cooperation with regional and sub-regional trade and economic communities in enforcing Regional and sub-regional ODS control measures to address illegal ODS trade • Assist countries in implementing sustainable training programmes for enforcement officers at national and sub-regional level • Assist countries in incorporating ODS based modules in Customs training curricula • Promote participation in iPIC initiative 	<ul style="list-style-type: none"> • National and Sub-regional ODS regulations which include HCFC control measures in place and implemented by responsible authorities • Enhanced cooperation with Regional Economic Communities in enforcing harmonised ODS control measures (UEMOA, ECOWAS, CEMAC) • National and sub-regional training programmes for enforcement officers conducted • Montreal Protocol training programmes incorporated into the customs training curricula • Up-to-date ODS database available on the ROA website • Most countries in French-speaking African region (26) participate in iPIC 	<ul style="list-style-type: none"> • National and sub-regional ODS regulations in place and being enforced • Reports of the national and sub-regional training programmes for enforcement officers • Existence of ODS database on ROA website • Number of countries participating in iPIC 	<ul style="list-style-type: none"> • Cooperation of national enforcement authorities and sub-regional trade and economic organisations • Illegal ODS trade • Government commitment to approve and adopt ODS legislations • Existence of Free Trade Zones
Ensure that countries compile and submit accurate, reliable and timely data on import and ODS consumption to Multilateral Fund and Ozone Secretariats	<ul style="list-style-type: none"> • Encourage NOUs to report both Country Programme Report and ODS consumption data on time • Maintain regular liaison with Ozone Secretariat on data reporting and the Multilateral Fund Secretariat on progress reports from countries • Review country data reports to check consistency and accuracy before official submission • Provide NOUs with necessary information on data reporting requirements, i.e. formats, procedures, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Countries in French-speaking African region (26) submit accurate and reliable ODS data on time to Ozone and Multilateral Fund Secretariats • Data collection and monitoring mechanisms are established in the countries to assist in timely data collection 	<ul style="list-style-type: none"> • All countries in French-speaking African region (26) submit accurate data on time to Ozone and Multilateral Fund Secretariat 	<ul style="list-style-type: none"> • Frequent turn-over of Ozone Officers and changes in the administration • Illegal ODS trade
Assist French-speaking African region countries in expediting preparation, submission and implementation of HPMPs tranches in order to meet the HCFC freeze and 10% reduction targets as per Montreal Protocol schedules	<ul style="list-style-type: none"> • Assist remaining countries (Mauritania) in preparing and submitting their HPMPs • Guide NOUs in close collaboration with partner IAs in speedy implementation of approved HPMPs tranches • Assist countries in implementing sustainable training programmes including incorporation 	<ul style="list-style-type: none"> • Remaining countries in the region submit their HPMP • Timely submission of HPMP tranches • Countries in compliance with HCFC freeze and 10% reduction targets • Implementation of HPMP tranches completed in accordance with the 	<ul style="list-style-type: none"> • Number of remaining HPMPs, and tranches approved • Number of HPMPs completed • Countries in compliance with the freeze target 	<ul style="list-style-type: none"> • Availability of alternative and affordable technologies • Frequent turnover of ozone officers • Limited capacities of NOUs

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
	<ul style="list-style-type: none"> of ODS modules in refrigeration training curricula • Liaise with NOUs and partner IAs in submitting second and third HPMP tranches in accordance with the business plan 	<ul style="list-style-type: none"> business plan 		<ul style="list-style-type: none"> • Delays due to administrative procedures by IA and country administrations
Support countries in the region to be in compliance with methyl bromide consumption to ensure total phase-out is achieved by 2015	<ul style="list-style-type: none"> • Assist countries in promoting methyl bromide alternatives • Support establishment of centres of excellence in horticulture, tobacco, and post-harvest sectors • Assess countries' methyl bromide needs for achieving compliance and total phase-out • Prepare and submit methyl bromide regional technical assistance project • Monitor consumption trend of methyl bromide by African countries 	<ul style="list-style-type: none"> • Countries in the region are in compliance with methyl bromide consumption • Established centres of excellence with capacity to provide training, piloting, adapting and dissemination of chemical and non-chemical methyl bromide alternatives • Address specific country-MB issues • Regional technical project on methyl bromide approved by ExCom 	<ul style="list-style-type: none"> • Number of countries in compliance with methyl bromide consumption • Number of centres of Excellence established • Number of countries provided with targeted assistance • Workshop report 	<ul style="list-style-type: none"> • Availability of affordable and effective methyl bromide alternatives • Government commitment
Assist remaining countries in the region (Mauritania) in expediting ratification of the Beijing Amendment	<ul style="list-style-type: none"> • Conduct high level missions to the countries concerned in collaboration with Regional Director, Ozone Secretariat and Multilateral Fund Secretariat • Utilise various fora to sensitise decision makers, including meetings of the African Ministerial Conference on Environment (AMCEN), the New Partnership for Africa's Development (NEPAD) and the UNEP Governing Council • Provide necessary support and guidance to countries concerned on the ratification process 	<ul style="list-style-type: none"> • Remaining country(Mauritania) ratify the Beijing Amendment and depository process completed 	<ul style="list-style-type: none"> • Announcement by Ozone Secretariat of the ratification and inclusion of the new member to the list of existing ratified members on the Ozone Secretariat website 	<ul style="list-style-type: none"> • High level political commitment • Frequent changes of countries' administration authorities • Long administrative ratification procedures
Promote awareness raising of the Montreal Protocol activities in French-speaking African region	<ul style="list-style-type: none"> • Develop and disseminate information on Montreal Protocol activities of the ROA/CAP in French-speaking African region through dialogue and collaboration between OzonAction/CAP, government, media and the general public • Preparation of media advisories, briefing notes, information kits, awareness material (CDs audio and video) and other advocacy materials for the general public • Monitor public awareness activities as part of Institutional Strengthening (IS) projects and regional awareness raising activities • Organise Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers in Africa • Organise global webinars to engage Montreal Protocol community to share knowledge, challenges, experiences, lessons learned in achieving compliance in Africa • Use workshops and network meetings to invite high level stakeholders and ensure full media coverage. • Assist countries in preparing the International 	<ul style="list-style-type: none"> • Awareness and information materials developed and disseminated • Journalists' training conducted • Organisation of Webinar sessions • Full media coverage of ozone related issues and ROA/CAP activities in the region • Timely production of high-quality News articles 	<ul style="list-style-type: none"> • Number of Information and outreach materials produced and disseminated. • Number of awareness activities reported as part of the IS projects • Ozone Protection award launched and names of the winners published • Number of webinar sessions organised • Number of countries assisted in organising the International Ozone Day activities • Number of published articles to create awareness on ozone issues 	<ul style="list-style-type: none"> • Government commitment • Frequent change of ozone officers • Unreliability of information technology in most of African countries

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
	<p>Ozone Day by providing necessary information materials</p> <ul style="list-style-type: none"> Contribute articles to OzonNews, the ROA Bi-Monthly 			
Promote Networking and sharing of information as well as capacity building for RAC technicians and Customs officers	<ul style="list-style-type: none"> Organise network meetings and thematic workshops for RAC technicians on new technologies and alternatives and thematic workshops for Customs and enforcement officers if needed. 	<ul style="list-style-type: none"> Countries in French-speaking African region (26) in compliance with phase-out requirements as set out by the Montreal Protocol and its Amendments. Use of good practices in refrigeration Control of illegal trade 	<ul style="list-style-type: none"> Organisation of at least one Network meeting and One thematic meeting 	<ul style="list-style-type: none"> Illegal trade in ODS and ODS based equipment Import of obsolete equipment from Article 2 countries
CARIBBEAN NETWORK				
LONG TERM OBJECTIVES				
Compliance of the Caribbean region with the 2020 HCFC phase-out target of the Montreal Protocol and sustained compliance with targets already met.	<ul style="list-style-type: none"> Provide CAP services Provide Project services Promote partnerships to comply with decision XIX/6 	<ul style="list-style-type: none"> All 14 countries in the Caribbean region are in compliance with the 35% HCFC phase-out target of the Montreal Protocol CAP and project services are delivered to 14 countries of the region 	<ul style="list-style-type: none"> By 2020, the 14 countries of the Caribbean region have reduced 35% HCFC consumption compared to its baseline. 	<ul style="list-style-type: none"> Climate friendly and energy efficient alternatives are commercially available. Government commitment and support to the Montreal Protocol Programme. Controls to prevent illegal trade of ODS and ODS based equipment are in place.
SHORT TERM OBJECTIVES FOR THE YEAR 2015				
Build and strengthen capacities of ozone officers and other stakeholders	<ul style="list-style-type: none"> Organise one network meeting of ozone officers with focus on effectiveness of licensing and quota systems; support to countries with recommendations derived from the meeting to enhance control systems Organise one thematic meeting focused on strengthening the national refrigeration associations and their role in HPMP implementation. Promote south-south and north-south cooperation activities. Maintain e-forum of Ozone Officers including management of memberships. Increase the use of social media to outreach relevant information to ozone officers Promote participation of ozone officers in webinars Promote participation of National Ozone Units in the informal prior informed consent online system (iPIC). 	<ul style="list-style-type: none"> Capacity of Caribbean ozone officers and other stakeholders is enhanced to comply with Montreal Protocol targets 	<ul style="list-style-type: none"> By end of 2015, at least 90% of ozone officers have participated in network and thematic meetings. By end 2015 at least one south-south cooperation activity has been organised By end of 2015 at least 5 ozone officers have participated in at least one webinar By end of 2015 at least 90% of the Caribbean region is a member of iPIC 	<ul style="list-style-type: none"> Turnover of NOOs Government Commitment
Assist countries in the preparation, submission and implementation of second (or subsequent) tranches of their HPMPs	<ul style="list-style-type: none"> Contract consultant to undertake verification report of HPMP of Saint Lucia. Coordinate with NOUs and partner IAs the submission of second (or third) HPMP tranches of: Antigua and Barbuda, Belize, Dominica, Grenada, Jamaica, Saint Lucia, 	<ul style="list-style-type: none"> Verification report of Saint Lucia completed and submitted together with third tranche request. Second (or third) tranches approved for Antigua and Barbuda, Belize, Dominica, Grenada, Jamaica, Saint Lucia, Saint 	<ul style="list-style-type: none"> By end of 2015 second (or third) tranches of 8 Caribbean countries have been submitted and approved by the ExCom. 	<ul style="list-style-type: none"> 20% disbursement threshold provision of tranches

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
	<p>Saint Kitts and Nevis, and Saint Vincent and the Grenadines.</p> <ul style="list-style-type: none"> Review tranche requests; provide comments; prepare responses to queries raised from the MLFS or the ExCom Request programming of approved funding and draft corresponding agreements for the consideration of countries 	<p>Kitts and Nevis, and Saint Vincent and the Grenadines.</p>		
Assist countries in the preparation, submission and implementation of Institutional Strengthening renewals.	<ul style="list-style-type: none"> Guide countries in the preparation of IS renewals according to standards of the MLFS. Review IS Renewal proposals and provide comments in corresponding section. Request programming of approved funding and draft corresponding agreements for the consideration of countries 	<ul style="list-style-type: none"> Submission of renewal requests are approved by ExCom. 	<ul style="list-style-type: none"> By end of 2015 5 IS renewals have been submitted and approved by the ExCom 	<ul style="list-style-type: none"> Countries concerned have reported article 7 data and CP implementation Countries submit quality proposals as per standards of the MLFS
Support countries in the region to ensure compliance with methyl bromide total phase-out in 2015	<ul style="list-style-type: none"> Assist countries in reporting requirements of MB, including QPS, to the Ozone Secretariat. Provide relevant and timely information to countries on potential risk of non-compliance, derived from diverted consumption to controlled uses. 	<ul style="list-style-type: none"> Countries are in compliance with methyl bromide total phase-out in 2015 Countries are able to monitor and report QPS consumption of MB to prevent diverting to unauthorised uses. 	<ul style="list-style-type: none"> By September 2015 all Caribbean countries have reported zero consumption of MB to the Ozone Secretariat 	<ul style="list-style-type: none"> QPS use of MB is effectively monitored and controlled by the competent national authority.
Provide technical assistance and policy support to HCFC Phase-out Management Plans (tranches)	<ul style="list-style-type: none"> Assist NOU in the implementation of licensing and quota systems. Review effectiveness and suggest adjustments if necessary. Assist NOU in the training of customs officers Assist NOU in the training of refrigeration technicians. Support countries in preparing project implementation reporting according to standards of the MLFS. 	<ul style="list-style-type: none"> Licensing and quota systems for HCFCs are in place (or are strengthened if necessary). Customs officers are trained according to the approved work plan Refrigeration technicians are trained in good practices in refrigeration, including R&R and management of flammable refrigerants according to scheduled work plans Enhanced capacity of ozone officers to prepare quality progress reports. 	<ul style="list-style-type: none"> By end of 2015 licensing and quota systems of Caribbean countries are operational and effective to control HCFC consumption. By end of 2015, Customs Officers of Caribbean countries have enhanced capacities to control HCFC trade. By end of 2015, refrigeration technicians in Caribbean countries are trained in good practices in refrigeration, including R&R and safe handling of flammable refrigerants Quality progress and financial reports have been submitted by ozone officers 	<ul style="list-style-type: none"> Turnover of NOOs Government Commitment Policy and quota systems in place
Provide technical assistance and policy support to Institutional Strengthening projects	<ul style="list-style-type: none"> Build capacity of new NOOs to be able to manage Montreal Protocol programme. Assist National Ozone Officers in reporting Article 7 data to the Ozone Secretariat; assist NOOs in reporting Country Programme implementation to the Multilateral Fund Secretariat. Provide guidance and advice on legislation development and implementation of quota and licensing systems according to provisions of 	<ul style="list-style-type: none"> Enhanced capacity of Caribbean ozone officers to comply with Montreal Protocol provisions on HCFC consumption targets, to apply (and enhance if necessary) licensing and quota systems, to quality and timely reporting to the Ozone Secretariat, to implement the HPMP and to undertake public awareness activities at the national level. 	<ul style="list-style-type: none"> By September 2015, all Caribbean countries have submitted data to the Ozone Secretariat as per Article 7, have effective licensing and quota systems in place, have undertaken at least one public awareness activity during the ozone day celebrations and are 	<ul style="list-style-type: none"> On line reporting NOOs turnover

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
	<p>the Montreal Protocol</p> <ul style="list-style-type: none"> Support countries in the implementation of activities of their HPMPs. Support countries to undertake public awareness activities, and participate in those when required. Support countries in preparing project implementation reporting according to standards of the MLFS. 		implementing their HPMPs.	
Provide project services to HCFC Phase-out Management Plans	<ul style="list-style-type: none"> Draft agreements, negotiate with counterparts and obtain signatures; process disbursements as per schedule of the agreements; review and clear progress reports in: Antigua and Barbuda, the Bahamas, Barbados, Belize, Dominica, Grenada, Guyana, Jamaica, Saint Kitts and Nevis, Saint Lucia, Saint Vincent and the Grenadines, and Suriname. Provide direct administrative services to Haiti: procurement of goods and services, contracting consultants, organise travel and training, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> All agreements are signed; activities are implemented as scheduled. Reports are reviewed and cleared; disbursements processed. Procurement/contracting in Haiti undertaken on-demand 	<ul style="list-style-type: none"> By end of 2015 at least 5 agreements have been signed (or amended) and are under implementation By end of 2015 first disbursement in at least 5 countries have been processed 	<ul style="list-style-type: none"> Agreement on UNEP implementing on projects; modalities
Provide project services to Institutional Strengthening projects	<ul style="list-style-type: none"> Draft agreements, negotiate with counterparts and obtain signatures; process disbursements as per schedule of the agreements; review and clear progress reports in: Antigua and Barbuda, the Bahamas, Barbados, Belize, Dominica, Grenada, Guyana, Jamaica, Saint Kitts and Nevis, Saint Lucia, Saint Vincent and the Grenadines, and Suriname. Provide direct administrative services to Haiti: procurement of goods and services, contracting consultants, organise travel and training, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> All agreements are signed; activities are implemented as scheduled. Reports are reviewed and cleared; disbursements processed. Procurement/contracting in Haiti undertaken on-demand 	<ul style="list-style-type: none"> By end of 2015 eight agreements have been signed (or amended) and are under implementation By end of 2015 first disbursements in 8 countries have been processed. 	<ul style="list-style-type: none"> Countries concerned submit on time data and projects Challenges with national administrative procedures
Promote synergies with other regional bodies for the implementation of Decision XIX/6	<ul style="list-style-type: none"> Explore partnerships with regional bodies, development banks and other regional organisations, in relation to introduction of alternative technologies as described in decision XIX/6. 	<ul style="list-style-type: none"> Potential organisations for cooperation have exchanged information with UNEP. Preliminary activities that may support implementation of decision XIX/6 have been identified. 	<ul style="list-style-type: none"> By end of 2015 at least one preliminary roadmap in partnership with one regional organisation has been drafted. 	<ul style="list-style-type: none"> Planning cycle and governing body of partner organisation are compatible with CAP planning and mandate
LATIN AMERICA NETWORK				
LONG TERM OBJECTIVES				
Compliance of the Latin America region with the 2020 HCFC phase-out target of the Montreal Protocol and sustained compliance with targets already met.	<ul style="list-style-type: none"> Provide CAP services Provide Project services Promote partnerships to comply with decision XIX/6 	<ul style="list-style-type: none"> All 19 countries in the Latin America region are in compliance with the 35% HCFC phase-out target of the Montreal Protocol. CAP and project services are delivered to 19 countries of the region 	By 2020, the 19 countries of the Latin America region have reduced 35% HCFC consumption compared to its baseline.	<ul style="list-style-type: none"> Climate friendly and energy efficient alternatives are commercially available. Government commitment and support to the Montreal Protocol Programme. Controls to prevent illegal trade of ODS and ODS based technology

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks are in place.
SHORT TERM OBJECTIVES FOR THE YEAR 2015				
Build and strengthen capacities of National Ozone Officers and other stakeholders.	<ul style="list-style-type: none"> Organise one network meeting of ozone officers with focus on effectiveness of licensing and quota systems; support to countries with recommendations derived from the meeting to enhance control systems Organise thematic meetings focused on priorities defined during network meetings, for example: alternative technology to RAC sector, ODS legislation enforcement and ODS information exchange on import/export data. Promote south-south and north-south cooperation activities, aimed to enrich the experience all over the region, but mainly focused on building capacity of new NOOs. Maintain the e-bulletin on Ozone clip news edited in Spanish to wide distribution among main stakeholders. Increase the use of social media to outreach relevant information to ozone officers Promote participation of ozone officers in webinars. Promote participation of National Ozone Units in the informal prior informed consent online system (iPIC). 	<ul style="list-style-type: none"> Capacity of National Ozone Officers and other stakeholders is enhanced to comply with Montreal Protocol targets. 	<ul style="list-style-type: none"> By end of 2015, at least 90% of ozone officers have participated in network and thematic meetings. By end 2015 at least one south-south cooperation regional activity has been organised. By end of 2015 at least 5 ozone officers have participated in at least one webinar. By end of 2015 at least 70% of the LA region is a member of iPIC 	<ul style="list-style-type: none"> Turnover of NOOs Government Commitment High costs of meetings
Assist countries in the preparation, submission and implementation of second (or subsequent) tranches and stage II of their HPMPs	<ul style="list-style-type: none"> Contract consultant to undertake verification report of HPMP for: Nicaragua and Paraguay. In coordination with NOUs and partner IAs, prepare the submission of HPMP tranche requests of: El Salvador, Guatemala, Nicaragua, Paraguay, and Venezuela. Assist in the preparation of HPMP – second stage of: Dominican Republic, Chile, Colombia, Mexico, Peru and Venezuela. Review documents for tranche requests/HPMP II, provide comments, prepare responses to queries from the MLFS or the ExCom Request programming of approved funding and draft corresponding agreements for the consideration of countries. 	<ul style="list-style-type: none"> Verification report of Nicaragua and Paraguay completed and submitted together with respective HPMP second tranche requests. HPMP tranche requests approved for El Salvador, Guatemala, Nicaragua, Paraguay, and Venezuela. HPMP – second stage approved for Dominican Republic, Chile, Colombia, Mexico, Peru and Venezuela. 	<ul style="list-style-type: none"> By end of 2015, HPMP tranche requests of 5 Latin American countries have been submitted and approved by the ExCom. By end of 2015, HPMP – second stage submissions of 6 non-LVCs countries have been submitted and approved by the ExCom. 	<ul style="list-style-type: none"> 20% disbursement threshold provision of tranches. HPMP –second stage guidelines are approved by the ExCom.
Assist countries in non-compliance or potential non-compliance with HCFC phase-out goals	<ul style="list-style-type: none"> Provide guidance in drafting and implementing the action plan to enable country to return to compliance situation. Provide technical guidelines to draft and implement the HCFC quota system. Follow-up on communications between the Government and the Ozone Secretariat 	<ul style="list-style-type: none"> Guatemala is implementing the HCFC phase-out schedule according to the action plan approved by the Meeting of the Parties 	<ul style="list-style-type: none"> Decisions of MOP confirming that country has returned to compliance 	<ul style="list-style-type: none"> Political will is kept and quota system is approved according to the action plan approved.
Assist countries in the preparation, submission and implementation of	<ul style="list-style-type: none"> Guide countries in the preparation of ISP renewals according to standards of the MLFS. 	<ul style="list-style-type: none"> Submission of renewal requests are approved by ExCom. 	<ul style="list-style-type: none"> By end of 2015, 5 ISP renewals have been 	<ul style="list-style-type: none"> Countries concerned have reported article 7

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
Institutional Strengthening renewals.	<ul style="list-style-type: none"> Review ISP renewal proposals and provide comments in corresponding section. Request programming of approved funding and draft corresponding agreements for the consideration of countries. 		submitted and approved by the ExCom. (Ecuador, Honduras, Guatemala, Nicaragua and Peru).	<p>data and CP implementation.</p> <ul style="list-style-type: none"> Countries submit quality proposals as per standards of the MLFS.
Support countries in the region to ensure compliance with methyl bromide total phase-out in 2015	<ul style="list-style-type: none"> Assist countries in reporting requirements of MB, including QPS, to the Ozone Secretariat. Provide relevant and timely information to countries on potential risk of non-compliance, derived from diverted consumption to controlled uses. 	<ul style="list-style-type: none"> Countries are in compliance either with methyl bromide total phase-out in 2015 or with potential critical uses approved Countries are able to monitor and report QPS consumption of MB to prevent diverting to unauthorised uses. 	<ul style="list-style-type: none"> By September 2015, all Latin American countries have complied with its MB target according to Montreal Protocol A5 provisions or potential critical uses approved. By September 2015, all Latin American countries have reported QPS use of MB to the Ozone Secretariat 	<ul style="list-style-type: none"> QPS use of MB is effectively monitored and controlled by the competent national authority.
Provide technical assistance and policy support to HCFC Phase-out Management Plans implementation and preparation of new stages.	<ul style="list-style-type: none"> Assist NOU in the implementation of licensing and quota systems. Review effectiveness and suggest adjustments if necessary. Assist NOU in the training of customs and enforcement officers Assist NOU in the training of refrigeration technicians. Support countries in preparing project implementation reports according to standards of the MLFS. Provide support to NOUs in order to visualise blind spots of the HCFC phase-out national policy such as: a) control of the HCFCs supply-chain and uses per sub-sector; b) identification of potential shortcomings in the HCFCs quota system; c) integration of HCFC imports into the Automated System for Customs Data (ASYCUDA) and improving accurate/reliability of Customs statistics; d) control of leakages in HCFC-based equipment; e) replacement and retrofit of HCFC-based equipment; f) safety measures to use flammable refrigerants; and g) adoption of good practices in servicing. 	<ul style="list-style-type: none"> Licensing and quota systems for HCFCs are in place (or are strengthened if necessary). Customs officers are trained in according to approved workplan Refrigeration technicians are trained in good practices in refrigeration, including R&R and management of flammable refrigerants according to scheduled workplans Enhanced capacity of National Ozone Officers to prepare quality progress reports. Enhanced capacity of National Ozone Officer to draft proposals for revision of national policy measures. 	<ul style="list-style-type: none"> By end of 2015, licensing and quota systems of countries are operational and effective in controlling HCFC consumption. By end of 2015, Customs Officers of Latin American countries have enhanced capacities to control HCFC trade. By end of 2015, refrigeration technicians in Latin American countries are trained in good practices in refrigeration, including R&R and safe handling of flammable refrigerants Submission of quality progress and financial reports by ozone officers. Quality of revised policy measures envisaged for HPMP subsequent tranches or second stages. 	<ul style="list-style-type: none"> Political support to implement enforcement measures. Administrative or legal issues that may prevent funds disbursements and delay HPMP implementation.
Provide technical assistance and policy support to Institutional Strengthening projects	<ul style="list-style-type: none"> Build capacity of new NOOs to be able to manage Montreal Protocol programme. Assist National Ozone Officers in reporting Article 7 data to the Ozone Secretariat; assist NOOs in reporting Country Programme implementation to the Multilateral Fund Secretariat. Provide guidance and advice on legislation development and implementation of quota and licensing systems according to provisions of 	<ul style="list-style-type: none"> Enhanced capacity of Latin America National Ozone Officers to comply with Montreal Protocol provisions on HCFC consumption targets, to apply (and enhance if necessary) licensing and quota systems, to conduct quality and timely reporting to the Ozone Secretariat, to implement the HPMP and to undertake public awareness activities at the national level. 	<ul style="list-style-type: none"> By September 2015, all Latin American countries have submitted data to the Ozone Secretariat as per Article 7, have effective licensing and quota systems in place, have undertaken at least one public awareness activity during the ozone day celebrations and are 	<ul style="list-style-type: none"> Administrative or legal issues that may prevent funds disbursements and delay HPMP implementation. NOO is kept on his/her post or activities handed over smoothly to new staff member if a change

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
	<p>the Montreal Protocol</p> <ul style="list-style-type: none"> • Support countries in the implementation of activities of their HPMPs. • Support countries to undertake public awareness activities, and participate in those when required. • Support countries in preparing project implementation reporting according to standards of the MLFS. 		implementing their HPMPs.	occurs.
Provide project services to HCFC Phase-out Management Plans	<ul style="list-style-type: none"> • Draft agreements, negotiate with counterparts and obtain signatures; process disbursements as per schedule of the agreements; review and clear progress reports in: Colombia, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Paraguay, and Venezuela. • Provide direct administrative services: procurement of goods and services, contracting consultants, organise travel and training, in: Chile, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Mexico, Panama and Peru. 	<ul style="list-style-type: none"> • Agreements are signed and activities are implemented as scheduled. • Reports are reviewed and cleared; disbursements processed. • Procurement/contracting in 7 countries undertaken on-demand following annual implementation plans. 	<ul style="list-style-type: none"> • By end of 2015, at least 6 agreements have been signed (or amended) and are under implementation • By end of 2015, at least the first cash advance has been released for 13 countries. 	Enterprise Resource Planning system of UNEP is in place.
Provide project services to Institutional Strengthening projects	<ul style="list-style-type: none"> • Draft agreements, negotiate with counterparts and obtain signatures; process disbursements as per schedule of the agreements; review and clear progress reports in: Bolivia, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Paraguay, and Peru. 	<ul style="list-style-type: none"> • All agreements are signed; activities are implemented as scheduled. • Reports are reviewed and cleared; disbursements processed. 	<ul style="list-style-type: none"> • By end of 2015, 8 agreements have been signed (or amended) and are under implementation 	Enterprise Resource Planning system of UNEP is in place.
Promote synergies with other regional bodies for the implementation of Decision XIX/6	<ul style="list-style-type: none"> • Explore partnerships with regional bodies, development banks and other regional organisations, in relation to introduction of alternative technologies as described in decision XIX/6. 	<ul style="list-style-type: none"> • Potential organisations for cooperation have exchanged information with UNEP. Preliminary activities that may support implementation of decision XIX/6 have been identified. 	<ul style="list-style-type: none"> • By end of 2015, at least one preliminary roadmap in partnership with one regional organisation has been drafted. 	Planning cycle and governing body of partner organisation are compatible with CAP planning and mandate
EUROPE AND CENTRAL ASIA NETWORK				
LONG TERM OBJECTIVES				
Sustained long-term recovery of the ozone layer and avoided damage to human health without compromising climate protection	<ul style="list-style-type: none"> • Monitor the predicted date of ozone layer recovery • Monitor the incidence of eye cataracts and skin cancer • Monitor the contribution of technologies using ozone-depleting substances (ODS) and those using alternatives to climate change • Integrate activities related to ozone layer and climate protection into national environmental policies and programmes, training curricula of technical schools and refrigeration associations as well as strategies for sustainable buildings & cities 	<ul style="list-style-type: none"> • Gradual recovery of the ozone layer • Gradual return to historical incidence of eye cataracts and skin cancer • Stabilised greenhouse gas emissions taking into account direct and indirect emissions • Integrated national environmental policies and programmes, training curricula or strategies for sustainable buildings 	<ul style="list-style-type: none"> • Predicted date of ozone layer recovery does not shift (target 2075) • Predicted incidences of eye cataracts and skin cancer do not increase (target historical reference data) • Number of countries with integrated national environmental policies and programmes, training curricula or strategies for sustainable buildings (target 100 %) 	<ul style="list-style-type: none"> • Continued Government commitment to implement the Montreal Protocol and its amendments • Operational National Ozone Unit (NOU) with dedicated and skilled staff at appropriate senior level • Replenishment of the Multilateral Fund at adequate level
SHORT TERM OBJECTIVES FOR THE YEAR 2015				

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
Compliance with the ODS control measures of the Montreal Protocol and its amendments	<ul style="list-style-type: none"> Monitor compliance status as per decisions of the Meeting of the Parties and the recommendations of the Implementation Committee Provide early warning signals to the countries based on the trend analysis Assist Article 5 countries in preparing and implementing plans of action upon request Arrange for compliance sessions in the margins of the network meetings upon request 	<ul style="list-style-type: none"> Countries in compliance with their phase-out obligations Countries in compliance with their plans of action 	<ul style="list-style-type: none"> Number of countries in compliance with the ODS control measures (target 100%) Number of countries in compliance with their plans of actions (target 100%) Number of countries with compliance issues for which CAP offered assistance (target 100%) 	<ul style="list-style-type: none"> Continued Government commitment to implement the Montreal Protocol and its amendments Operational National Ozone Unit (NOU) with dedicated and skilled staff at appropriate senior level Prevention of reintroduction of ODS uses after phase-out
Compliance with requirement to establish ODS legislation, ODS import / export licensing system and HCFC quota system	<ul style="list-style-type: none"> Review ODS legislation, ODS import / export licensing systems and HCFC quota systems concerning effectiveness and completeness Raise awareness on RAC related performance and safety standards as well as standards and rating schemes on building performance Provide country-to-country assistance through contact group meetings to promote the exchange of experience between NOUs upon request 	<ul style="list-style-type: none"> Countries with operational ODS import/export licensing systems and HCFC quota systems ODS legislation and import / export licensing system reviewed and improved 	<ul style="list-style-type: none"> Number of ECA network members with operational ODS legislation and import / export licensing systems and HCFC quota systems (target 100%) 	<ul style="list-style-type: none"> Continued Government commitment to implement the Montreal Protocol and its amendments Operational National Ozone Unit (NOU) with dedicated and skilled staff at appropriate senior level
Compliance with reporting requirements under the Montreal Protocol and its amendments	<ul style="list-style-type: none"> Assist the Ozone Secretariat in its efforts to collect Article 7 data Assist the Multilateral Fund Secretariat in its efforts to collect country programme implementation data Assist countries in data collection and data verification in order to improve reliability upon request 	<ul style="list-style-type: none"> Timely reporting of reliable Article 7 data Timely reporting of reliable Country Programme implementation data 	<ul style="list-style-type: none"> Number of countries that reported Article 7 data (target 100%) on time Number of countries that reported country programme implementation data (target 100%) on time 	<ul style="list-style-type: none"> Continued Government commitment to implement the Montreal Protocol and its amendments Operational National Ozone Unit (NOU) with dedicated and skilled staff at appropriate senior level
Capacity building of Ozone Officers and national stakeholders	<ul style="list-style-type: none"> Organise network, thematic and contact group meetings as per the ECA work programme Organise special capacity building initiatives including NOU training, country-to-country assistance, participation of selected experts in international conferences etc. upon request Involve key national stakeholders in selected network activities Promote access to up-to-date policy and technical information in English and Russian 	<ul style="list-style-type: none"> Experienced and skilled NOU staff and national stakeholders Special assistance to network countries upon request (target: 100%) Involvement of key national stakeholders in network or thematic meetings Up-to-date ECA website and ECACool website 	<ul style="list-style-type: none"> Number of network / thematic / contact group meetings held (target 3 meetings) Number of special capacity building initiatives (target 2 initiatives) Number of countries whose national stakeholders were involved in meetings (target 100%) Up-to-date ECA website and ECACool website (target 2) 	<ul style="list-style-type: none"> Continued Government commitment to implement the Montreal Protocol and its amendments Availability of Ozone Officers to participate in meetings and special capacity building initiatives Cooperation and active participation of other stakeholders
Enforcement of legislation and import / export licensing systems to prevent illegal production, trade and use of ODS	<ul style="list-style-type: none"> Promote regional cooperation of customs offices and enforcement networks Implement the ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers Share information on cases of illegal trade and smuggling schemes with relevant stakeholders Promote participation in iPIC initiative and the introduction of iPIC online Encourage countries to consult their trade partners to analyse the differences / discrepancies of reported exports and imports 	<ul style="list-style-type: none"> Controlled imports / exports of ODS as per licensing or quota system in place Detection and prevention of illegal trade in ODS or ODS-using equipment Dissemination of data related to cases of illegal trade in ODS Analysis of differences / discrepancies of ODS trade data Awareness of customs and enforcement officers concerning the threat of illegal trade in ODS 	<ul style="list-style-type: none"> Number of network countries participating in regional enforcement meetings of customs and ozone officers (target 100%) Number of countries participating in iPIC mechanism (target 100%) Number of illegal trade cases shared with the ECA network members (target 100% of 	<ul style="list-style-type: none"> Continued Government commitment to implement the Montreal Protocol and its amendments Operational National Ozone Unit (NOU) with dedicated and skilled staff at appropriate senior level Availability of Ozone Officers, customs and enforcement officers to

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
	<ul style="list-style-type: none"> Encourage countries to designate customs focal points for the Montreal Protocol 		reported cases)	<ul style="list-style-type: none"> participate in meetings and special capacity building initiatives Constructive cross-border cooperation between customs and enforcement agencies in neighbouring countries
Awareness raising	<ul style="list-style-type: none"> Monitor public awareness activities as part of the Institutional Strengthening (IS) projects and regional awareness raising activities as part of CAP Raise high level awareness through ministerial meetings involving the DTIE and ROE management Assist countries in preparing for International Ozone Day on 16 September and display any materials prepared through the website 	<ul style="list-style-type: none"> Awareness of the Montreal Protocol among national stakeholders High-level awareness of ministers, public officials and parliamentarians Media coverage of environmental and ozone-related issues 	<ul style="list-style-type: none"> Number of countries reporting awareness activities as part of IS projects (target 100%) Number of countries reporting awareness activities during International Ozone Day (target: 100%) Number of awareness raising initiatives targeting high-level politicians (target: 1 initiative) 	<ul style="list-style-type: none"> Continued Government commitment to implement the Montreal Protocol and its amendments Operational National Ozone Unit (NOU) with dedicated and skilled staff at appropriate senior level
Cooperation with partner and bilateral agencies, secretariats, regional organisations and networks, private sector, Article 2 countries, policy and technical experts including TEAP and TOC	<ul style="list-style-type: none"> Establish and enhance cooperation with regional and international partner organisations and networks working on enforcement, refrigeration & air-conditioning, building performance, training & certification, standards etc. Promote industry-academia-government collaborations at the national level in the field of ozone- and climate-friendly technologies 	<ul style="list-style-type: none"> Coordinated and joint initiatives assisted by regional and international partner organisations and networks Increased awareness on ozone- and climate-friendly alternatives to HCFCs 	<ul style="list-style-type: none"> Number of regional and international partners, organisations or networks actively contributing to the ECA network activities (target 5 partners) Number of countries collaborating with academia or private sector (target 100%) 	<ul style="list-style-type: none"> Interested partners, organisations or networks Availability of funding to support their participation in key meetings
Leveraging of additional resources and creation of cost-efficient synergies	<ul style="list-style-type: none"> Establish synergetic cooperation with GEF-supported countries with economies in transition (CEIT countries) using co-funding approaches to allow the involvement of CEIT countries in ECA network activities 	<ul style="list-style-type: none"> Cost-effective implementation of thematic meetings involving ECA network and associated CEIT countries 	<ul style="list-style-type: none"> Number of initiatives / meetings leveraging additional resources or applying co-funding approaches (target 2 initiatives / meetings) 	<ul style="list-style-type: none"> Continued cooperation with partner agencies and CEIT countries
Preparation and implementation of business plan and work programme, monitoring and progress reporting	<ul style="list-style-type: none"> Submit business plan and work programme based on expressed needs of the network countries Prepare project submissions as per the business plan in close cooperation with partner agencies Monitor project implementation and initiate corrective action in case of implementation delays 	<ul style="list-style-type: none"> Approval of business plan and work programme Approval of projects as per business plan Implementation and completion of IS, HPMP and regional projects 	<ul style="list-style-type: none"> Approval of business plan and work programme Number of projects approved compared with those included in the business plan (target 100%) Number of project completed compared with those included in our progress report (target 100%) 	<ul style="list-style-type: none"> Realistic needs assessment by the network countries Operational National Ozone Unit (NOU) with dedicated and skilled staff at an appropriate senior level
PACIFIC ISLAND COUNTRIES (PIC)				
LONG TERM OBJECTIVES				

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
Assist PIC countries in maintaining compliance with the Montreal Protocol	<ul style="list-style-type: none"> Continue to build high political level support in the national implementation of the Montreal Protocol Networking: continue building required capacities of NOO and other key national and sub-regional agencies and stakeholders management of the implementation of the PIC regional HPMP Support as Cooperating Partner in the implementation of Fiji HPMP Provide support to Papua New Guinea through the PIC network. 	<ul style="list-style-type: none"> Montreal Protocol Compliance sustained PIC regional HPMP implemented on time and with planned deliverables achieved Fiji HPMP-UNEP component implemented on time with planned deliverables achieved Adequate National capacities and institutional support 	<ul style="list-style-type: none"> Sustained compliance for all countries of the PIC. Second tranche Stage 1 – PIC regional HPMP approved 4-NOOs trained in National Implementation requirements 	<ul style="list-style-type: none"> Change in Government Limited capacities assigned for national implementation. Quick turn over of National Ozone officers
SHORT TERM OBJECTIVES FOR THE YEAR 2015				
PIC Network: Cook Islands, Micronesia, Fiji, Kiribati, Marshall Islands, Papua New Guinea, Samoa, Nauru, Niue, Palau, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu, Vanuatu Networking: Regional and National Policy linkages for the adaptation to longer term alternatives	<ul style="list-style-type: none"> Continue with the development of high level political support for the implementation of the Montreal Protocol and linked in the national and regional development activities of these countries Preparation and delivery of regional network meeting of NOOs Leveraging bi-lateral and multilateral resources for support in the adaptation to energy-efficient and climate-friendly RAC technologies 	<ul style="list-style-type: none"> Stronger national inter-departmental engagement in the HCFC Phase-out activities and with linkage to the wider national policies on energy efficiency and climate impacts Development of core of national and sub-regional skills in both the private and public sectors addressing the RAC sector as a key industry in national development Sustained the building of high-level national political interest in the implementation of the Montreal Protocol Improved/better understanding by relevant stakeholders of linkages between energy efficiency, climate change and ozone issues. 	<ul style="list-style-type: none"> Recognition of Refrigeration Air-conditioning (RAC) sector as a national professional entity and integrated into national developmental planning where applicable. Increased public and private sector engagement supporting national obligations to the Montreal Protocol; participation in the decisions addressing the RAC technology transition to non-HCFC 	<ul style="list-style-type: none"> Cooperation of intergovernmental agencies Economically and technologically available longer term alternatives Skilled nationals for the servicing of longer term alternatives Continuation of high level political support nationally and sub-regionally for the implementation of the Montreal Protocol
SIDS 2014 International Meeting, Samoa 2014	<ul style="list-style-type: none"> Present from a PIC platform the implications and contribution of the Montreal Protocol in national sustainable development 	<ul style="list-style-type: none"> National obligation of the Montreal Protocol is built and integrated into the wider national developmental processes and in particular those of energy efficiency, climate impact, national skills development requirement for RAC technology 	<ul style="list-style-type: none"> Wider national and sub-regional engagement and understanding of the importance of the RAC technology and of the requirements of the Montréal Protocol in technology changes for this sector. 	<ul style="list-style-type: none"> That relevant offices can be encouraged to include a component for the Montreal Protocol
Assist countries in ODS data compilation, analysis and reporting to both the Ozone and Multilateral Fund Secretariats	<ul style="list-style-type: none"> Send early advise to NOO of the processes of preparation of data reports Conduct regular follow-ups on status of data collection Review and advise NOO on compliance requirements and the quality of data reporting Guide NOO on the formats of reports and assist in the preparation of the Country programme in line with data reporting Follow-up with the MLF and Ozone Secretariats to ensure that submitted data is received. Follow-up with NOO if in case the respective 	<ul style="list-style-type: none"> Improvement in the established system for the collection and analysis of ODS data Annual data submitted in time Countries use online reporting format for the CP reporting 	<ul style="list-style-type: none"> All reports submitted in time and in the format required Compliance sustained 	<ul style="list-style-type: none"> Change in NOO, loss of national skills and capacities Insufficient bandwidth internet capacity to allow for reporting on line country programme requirements

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
	secretariats may have any queries			
Support for meeting the January 1st 2015 HCFC 10% reduction in Consumption	<ul style="list-style-type: none"> Review of ODS Licensing and quota systems to ensure compliance with the 2015 MP Requirements for HCFC phase-out. Training of Customs officers 	<ul style="list-style-type: none"> Enforcement of ODS regulations and timely application of the ODS quota system Regional Customs Training for 14 PIC countries and targeting senior officers with responsibility for training 	<ul style="list-style-type: none"> All PICs comply with their data reporting requirements and maintain compliance 14 Senior customs officers trained and representing 14 countries 	<ul style="list-style-type: none"> Loss of national and institutional capacity in the implementation of the Montreal Protocol Change of trained Customs officials Customs and other enforcement officials not given priority for continued training
Institutional Strengthening Projects implementation and preparation for Renewal.	<ul style="list-style-type: none"> Promote the integration of the activities of the IS project into the national processes for the MEA management Assist the NOO in the preparation of the terminal and renewal reports for the IS projects in the quality required Training of National ozone officers and assistant NOOs 	<ul style="list-style-type: none"> The Montreal Protocol obligations is integrated as a national institutional responsibility and not kept isolated as a one-off project event Minimal impact in the processes of implementation of the Montreal Protocol 	<ul style="list-style-type: none"> More institutional approach versus a focal point approach of implementation of MEAs More nationals from the government engaged in the MP implementation rather than just the NOO Number of skilled staff retained and allowing for the continuity in the national implementation of the Montreal Protocol 	<ul style="list-style-type: none"> Limited national public sector resources and interest to allow for institutionalisation of implementation NOO is consultant to government rather than staff Frequent change in NOO
PIC: Regional HPMP Cook Islands, Micronesia, Kiribati, Marshall Islands, Samoa, Nauru, Niue, Palau, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	<ul style="list-style-type: none"> Provide policy support and guidance on the Regional implementation Strategy in cooperation with intergovernmental regional agencies and bilateral partners in particular Australia and New Zealand. Implementation of regional HPMP for PIC countries tranche 1 and preparation of second tranche Assistance to PIC countries in preparing the renewal requests for IS 	<ul style="list-style-type: none"> Sustained implementation and compliance with the MP obligations. Enforcement of ODS regulations and timely application of the ODS quota system Improved IS project management including data reporting and capacity building for new NOO. Implementation of HPMPs of PIC countries through a 12-country regional approach. HPMP Tranche 2 prepared 	<ul style="list-style-type: none"> Lower rate of changes/loss of NOO PIC regional HPMP implemented and IS extension approved. HPMP second tranche approved 	<ul style="list-style-type: none"> Risk: this is a 12-country regional project that has the objective to support national compliance to the MP and with the policy of engaging national approaches to implementation Assumption for regional project: That all the members of the PIC have the same level of interest and national human and institutional capacities to engage in the regional HPMP. Assumption: That the HPMP activities can be implemented uniformly across all countries. Risk: not all countries can be at the same level of preparedness for planned activities at the same time Risk of non-compliance: Given the very low volume of ODS

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
				consumption for most members of this network, the risk of potential non-compliance is higher. Also due to the high cost of technologies there is the risk of individual member countries having importation of the cheaper HCFC-based/second hand technologies. This will impact on the HCFC phase-out strategy.
SOUTH ASIA COUNTRIES (SA)				
LONG TERM OBJECTIVES				
Assist SA countries in maintaining compliance with the Montreal Protocol	<ul style="list-style-type: none"> Continue to build high political level support in the national implementation of the Montreal Protocol Networking to continue building required capacities of NOO and other key national and sub-regional agencies and stakeholders Management of the implementation of the SA country HPMP 	<ul style="list-style-type: none"> Montreal Protocol Compliance sustained Adequate National capacities and institutional support National HPMP implemented on time and with planned deliverables achieved 	<ul style="list-style-type: none"> Sustained compliance for all countries of the SA network. Tranche Stage 1 approved and Stage 2 preparatory work plan for Iran, Pakistan and India New NOOs trained in National Implementation requirements 	<ul style="list-style-type: none"> Change in Government's staff Limited capacities assigned for national implementation. Loss/reassignment of National Ozone officers
SHORT TERM OBJECTIVES FOR THE YEAR 2015				
SA Network: Afghanistan, Bangladesh, Bhutan, China, Democratic People's Republic of Korea (DPR Korea), India, Iran (Islamic Republic of), Maldives, Mongolia, Nepal, Pakistan, Republic of Korea, and Sri Lanka Networking: Regional and National Policy linkages for the adaptation to longer term alternatives	<ul style="list-style-type: none"> Continue with the development of high level political support for the implementation of the Montreal Protocol linked to the national and regional development activities of these countries Preparation and delivery of regional network meeting of NOOs Leveraging bi-lateral and multilateral resources for support in the adaptation to energy efficient and climate friendly RAC technologies 	<ul style="list-style-type: none"> Building of high level national political interest in the implementation on the Montreal Protocol is sustained Stronger national interdepartmental engagement in the HCFC Phase-out activities and with linkage to the wider national policies on energy efficiency and climate impacts 	<ul style="list-style-type: none"> Increased public and private sector engagement supporting national obligations to the Montreal Protocol participation in the decisions of addressing the RAC technology transition to non-HCFC 	<ul style="list-style-type: none"> Continuation of high level political support nationally and sub-regionally for the implementation of the Montreal Protocol Cooperation of intergovernmental agencies Economically and technological available longer term alternatives
Assist countries in ODS data compilation, analysis and reporting to both the Ozone and Multilateral Fund Secretariats	<ul style="list-style-type: none"> Review and advise NOO on compliance requirements and on the quality of data reporting Guide NOO on the formats of reports and assist in the preparation of the Country programme online data reporting Send early advise to NOO on the processes of preparation of data reports Conduct regular follow-ups on status of data collection Follow-up with the MLF and Ozone Secretariats to ensure that submitted data is received. Clarify country doubts during network meetings with special sessions 	<ul style="list-style-type: none"> Improvement in the established system for the collection and analysis of ODS data Annual data submitted in time Countries use online reporting format for the CP reporting 	<ul style="list-style-type: none"> All reports submitted in time and in the format required Compliance sustained 	<ul style="list-style-type: none"> Change in NOO, loss of national skills and capacities Online reporting issues communicated by countries

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
	<ul style="list-style-type: none"> Follow-up with NOO if in case the respective secretariats may have any queries 			
Support meeting the January 1st 2015 HCFC 10% reduction in Consumption and Production	<ul style="list-style-type: none"> Review of ODS Licensing and quota systems to enable compliance management and in line with the 2015 MP Requirements for HCFC phase-out. Training of Customs officers and National Enforcement officers 	<ul style="list-style-type: none"> Enforcement of ODS regulations and timely application of the ODS quota system National Customs Training for SA countries and targeting senior offices with responsibility for training Organising border dialogues between India, Bhutan, Nepal and Bangladesh & Iran, Pakistan and Afghanistan 	<ul style="list-style-type: none"> All SA countries are in compliance with their data reporting requirements and maintain compliance Senior customs officers trained and representing SA countries 	<ul style="list-style-type: none"> Loss of national capacity in the implementation of the Montreal Protocol Transfer of trained Customs officials Montreal Protocol not given priority for continued training of Customs and other enforcement officials
Institutional Strengthening Projects implementation and preparation for Renewal Requests	<ul style="list-style-type: none"> Assist the NOO in the preparation of the terminal and renewal reports for the IS projects in the quality required Training of National ozone officers and assistant NOOs on a regular basis Promote the integration of the activities of the IS project into the national processes for the MEA management 	<ul style="list-style-type: none"> Minimal impact in the processes of implementation of the Montreal Protocol The Montreal Protocol obligations is integrated as a national institutional responsibility 	<ul style="list-style-type: none"> More nationals from the government engaged in the MP implementation rather than just the NOO Number of skilled staff retained and allowing for the continuity in the national implementation of the Montreal Protocol 	<ul style="list-style-type: none"> NOO is consultant to government rather than staff Frequent change in NOO
HPMP Implementation in SA countries	<ul style="list-style-type: none"> Provide policy support and guidance on the national implementation Strategy in cooperation with governmental agencies and bilateral partners Implementation of national HPMP for SA countries tranche 1, preparations of second tranche and Stage 2 HPMPs 	<ul style="list-style-type: none"> Sustained, institutional implementation of the obligations of the MP and approved projects Enforcement of ODS regulations and timely application of the ODS quota system 	<ul style="list-style-type: none"> HPMP second tranche/s approved 	<ul style="list-style-type: none"> The low GWP alternatives would be commercially available in 2015 The NOU in each country is functional
The proper information management/reporting of QPS use of methyl bromide is updated and provided to countries.	<ul style="list-style-type: none"> Provide technical and policy assistance for the management/reporting of methyl bromide used for QPS; Keep the topic on methyl bromide in the regional network meetings. Disseminate good practices on the tracking system of methyl bromide used for QPS. 	<ul style="list-style-type: none"> Methyl bromide used for QPS is well tracked and documented for data reporting purposes 	<ul style="list-style-type: none"> Number of detected cases of misuse of methyl bromide that was earmarked for QPS use. 	<ul style="list-style-type: none"> Good cooperation of the NOU with national authorities on QPS management.
The Ozone2Climate alternatives/technologies is promoted among Network countries	<ul style="list-style-type: none"> Continually support NOU to engage national stakeholders at national and regional levels for HCFC phase-out with aims to maximise climate and energy benefit from HCFC phase-out. Update information on the development of low-GWP alternatives to HCFCs and options for co-financing through network meeting as well as other channels. 	<ul style="list-style-type: none"> The Ozone2Climate alternatives/technologies are well received by national stakeholders. 	<ul style="list-style-type: none"> Number of countries that are initiating the preparation for the introduction of Ozone2Climate technologies. 	<ul style="list-style-type: none"> The Ozone2Climate technologies are becoming commercially available at a reasonable price.
SOUTH EAST ASIA NETWORK				

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
The approved HPMP implemented as planned.	<ul style="list-style-type: none"> • Provide assistance for countries to conduct the planned activities under the approved HPMPs in the Network countries. • Organise Network meetings and/or thematic workshops to update the latest policy and technology development, exchange good practices adopted by network countries on the delivery of the HPMP activities. • Facilitate South-South cooperation for delivery of technicians/customs training, etc. • Work with countries and other agencies for the preparation of the tranche submissions under HPMP, stage II HPMP development as per the approved UNEP business plan; • Provide specific assistance to Myanmar and Timor Leste on the HPMP implementation. 	<ul style="list-style-type: none"> • The approved HPMP is implemented as per work plan and within budget, including Timor Leste and Myanmar. 	<ul style="list-style-type: none"> • The number of countries where HPMP implementation is on track. 	<ul style="list-style-type: none"> • The low GWP alternatives would be commercially available in 2015 • The NOU in each country is functional
The implementation and enforcement of HCFC (including other ODS where applicable) import/export licensing/quota system is further strengthened, and the illegal trade of ODS is minimised.	<ul style="list-style-type: none"> • Review and provide technical/policy support for the enforcement of HCFC Licensing systems, application of the HCFC annual quotas and other regulatory support to sustain HCFC phase-out; • Encourage and assist the application and use of iPIC among Network countries. • Promote border dialogue, bilateral cooperation to prevent/combat HCFC and other illegal trade in ODS. • Facilitate South-South cooperation for combating illegal trade in ODS. 	<ul style="list-style-type: none"> • The licensing/quota system for the HCFC import/export is well enforced. 	<ul style="list-style-type: none"> • The total amount of imported HCFC is within the limitation of national quota for each country. 	<ul style="list-style-type: none"> • The national legal system is not changed substantially; • The customs department is continuously cooperating with the NOU.
Update countries on the proper information management/reporting of QPS use of methyl bromide.	<ul style="list-style-type: none"> • Provide technical and policy assistance for the management/reporting of methyl bromide used for QPS; • Keep the topic on technical and policy message on methyl bromide in the regional network meetings. • Disseminate good practices on the tracking system of methyl bromide used for QPS. 	<ul style="list-style-type: none"> • Methyl bromide used for QPS is well tracked and filed. 	<ul style="list-style-type: none"> • Number of detected cases of misuse of methyl bromide that was earmarked for QPS use. 	<ul style="list-style-type: none"> • Good cooperation of the NOU with national authorities on QPS management.
The Ozone2Climate alternatives/technologies is promoted among Network countries	<ul style="list-style-type: none"> • Continually support NOU to engage national stakeholders at national and regional levels for HCFC phase-out with the aim of maximising climate and energy benefits from HCFC phase-out. • Update information on the development of low-GWP alternatives to HCFCs and options for co-financing through network meeting as well as other channels. 	<ul style="list-style-type: none"> • The Ozone2Climate alternatives/technologies are well received by national stakeholders. 	<ul style="list-style-type: none"> • Number of countries that are initiating the preparation for the introduction of Ozone2Climate technologies. 	<ul style="list-style-type: none"> • The Ozone2Climate technologies are becoming commercially available at a reasonable price.
The IS project is implemented	<ul style="list-style-type: none"> • Keep regular contact with NOU to understand their needs/challenges and provide timely support/advice. • Conduct non-compliance risk analysis and assist countries in addressing factors that could put the country in potential non-compliance, including 	<ul style="list-style-type: none"> • The NOU is operating normally. 	<ul style="list-style-type: none"> • Reports to the Ozone Secretariat, Fund Secretariat and UNEP are submitted on time 	<ul style="list-style-type: none"> • The IS project will be continuously funded by ExCom after 2015;

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
	<p>Article 7 data reporting.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Work with countries for the preparation of IS renewal as per the approved UNEP business plan. • Facilitate South-South cooperation for the capacity building of Ozone Officers. • Provide specific assistance to Myanmar and Timor Leste on their capacity building. 			
Timely submission of CP progress report and Article 7 data report by countries.	<ul style="list-style-type: none"> • Provide technical and policy assistance to countries for the preparation and timely submission of Article 7 data report and Country Programme Progress Report. • Circulate advance reminder to countries for the data collection, reconciliation, and reporting. 	<ul style="list-style-type: none"> • The CP progress report and Article 7 data report is prepared and submitted on time. 	<ul style="list-style-type: none"> • Number of countries that submit the CP progress report and Article 7 data on time. 	<ul style="list-style-type: none"> • The NOU is operating normally.
WEST ASIA NETWORK				
LONG TERM OBJECTIVES				
<ul style="list-style-type: none"> • Compliance with MP control measures particularly measures related to HCFC • Ensure sustainability of ODS phase-out activities through integration of MP within national/regional frameworks • Institutionalising the regional cooperation and experience exchange within existing regional groups • Development and enforcement of long-term comprehensive policies and legislations including considerations of climate benefit aspects • Promote Long-term alternatives that achieve climate benefits through facilitating technology transfer and encourage regional research • Ensure meeting MB phase-out targets by 2015 	<ul style="list-style-type: none"> • Inclusion of the MP compliance requirements in the agenda of the regional high-level fora and relevant regional policy and technical groups/committees • Ensure that CAP is acting as an early warning tool for countries to sustain compliance. • Ensure the integration of MP agenda and concerns within the existing regional related fora, organisations, networks, technical groups and institutions • Assist countries in reviewing and updating its relevant policies and provide policy and technical guidance during the preparation and review of related legislation • Introduce initiatives and activities towards promotion of low-GWP, energy efficient and renewable alternatives and partnering with latest technologies providers • Provide technical and policy assistance to WA members to ensure sustained phase-out of MB and meet the total phase-out targets by 2015 as well as properly assess and report QPS uses 	<ul style="list-style-type: none"> • Keep the momentum of countries to achieve and sustain the compliance targets in particular complying smoothly with HCFC phase-out targets • Commitment to MP continue to be integrated in the agenda of governments and regional related fora, organisations, networks, technical groups and institutions • National policies and relevant legislations, licensing/quota systems and bylaws are introduced and enforced • Long-term alternative technologies are seriously examined and promoted by member states and relevant technical institutes groups • MB total phase-out needs are appropriately addressed including achieving and sustaining the 2015 total phase-out 	<ul style="list-style-type: none"> • Number of Parties that achieve phase-out targets under HPMPs with minimum economic and social impacts • Number of national and regional institutional setups that are established and are functional • Number of new relevant policies and regulations that are enacted and enforced • Number of relevant industries that adopted the most feasible long-term alternatives and technologies • Number of WA members that are in compliance with MB total phase-out targets (target – 100%) 	<ul style="list-style-type: none"> • Increase of political instability in many countries in the region • National Institutional Fragmentation and several changes of ODS Officers • Long procedures needed to issue or update policies and legislations • Increased trend of introducing high-GWP alternatives due to commercial availability compared to low/lower GWP options particularly for RAC • Technology and economic related concerns for high-ambient operating conditions • Unforeseen consumption of MB by some sectors and clear distinction of QPS uses.
SHORT TERM OBJECTIVES FOR THE YEAR 2015				
<ul style="list-style-type: none"> • Phase-out of HCFC • Sound and expedited implementation of HPMPs • Address the technology and policy related concerns • Enforced HCFC licensing and Quota systems • Detailed bylaws supporting ODS 	<ul style="list-style-type: none"> • Sound implementation of HPMPs as per agreed plans and submission of subsequent tranches • Start preparation for Stage-II HPMPs in relevant countries • Sound implementation of the regional project to promote low-GWP alternatives for air-conditioning sectors in high ambient-temperature countries. 	<ul style="list-style-type: none"> • HPMPs of Bahrain, Iraq, Kuwait, Oman, Qatar, Saudi Arabia and Yemen are soundly implemented including the submission of subsequent tranches. • Preparation started for Stage-II of the HPMPs of Iraq, Oman, Qatar and Yemen. • Licensing/quota systems are effectively operating and comprehensively include all 	<ul style="list-style-type: none"> • Timely implementation of approved tranches of 7 HPMPs. • HCFC 2013 & 2015 control measures are met by all seven member countries • Stage-II preparation started for three HPMPs 	<ul style="list-style-type: none"> • Changes of ODS Officers and environmental senior officials in some countries • Instability in some countries lead to delays in disbursement and financial reporting • Long procedures to update

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
<p>regulations / legislations</p> <ul style="list-style-type: none"> Support to member states without HPMPs: Palestine, Syria and UAE 	<ul style="list-style-type: none"> Ensure effective operation of national licensing and quota systems. Support member states to develop respective bylaws to ensure effective control of HCFC use and trade including concerns related to HCFC-based products and emissions reduction practices Encourage wider participation in the iPIC system Provide assistance to Palestine, when it joined MP to prepare CP/HPMP; provide necessary assistance to ensure Syria's compliance and resubmit its HPMP when conditions permits; Provide any required assistance by UAE to facilitate smooth phase-out of HCFCs in all sectors 	<p>HCFCs and blends.</p> <ul style="list-style-type: none"> Started the process of updating/developing comprehensive bylaws for newly updated regulations Technical assistance and information about alternatives suitable for high-ambient countries are introduced Assistance to Palestine and Syria is provided and HPMPs are prepared; necessary support to UAE national HCFCs phase out programme is provided 	<ul style="list-style-type: none"> At least four member states in West Asia join the iPIC system Bylaws of new regulations of three member states are drafted and reviewed Preparation of CP/HPMP for Palestine is initiated; and HPMP for Syria is resubmitted when possible; HCFCs phase-out targets of UAE is smoothly achieved. 	<p>and enact regulations</p> <ul style="list-style-type: none"> Increased trend of introducing high-GWP alternatives due commercial availability compared to low/lower GWP options particularly for RAC Political issues related to case of Palestine and difficulties related to implementation on ground; unpredicted developments of the conflict in Syria; lack of funding of phase-out activities in UAE
<ul style="list-style-type: none"> Reporting Assist countries in maintaining compliance with all reporting requirements in complete and comprehensive manner Ensure timely and complete reporting about progress of projects 	<ul style="list-style-type: none"> Assist countries in fulfilling Article 7 and CP reporting in a reliable way and encourage early data reporting. Ensure the correct and complete reporting about regulatory measures of the CP reporting sheets Follow-up with respective countries about reporting the progress of ISPs and HPMPs and maintaining appropriate records that facilitate the comprehensive annual progress reporting 	<ul style="list-style-type: none"> Data reporting requirements are met by all countries Early reporting is achieved by some countries Progress reports are submitted in due time Pre-blended polyol is adequately reported Online reporting is being used by NOUs 	<ul style="list-style-type: none"> Number of parties (at least 6) that submitted Article 7 and CP reports on time Number of member states (at least 6) that comprehensively and correctly completed all the CP sheets Progress reports of all projects are well collected 	<ul style="list-style-type: none"> Changes of ODS Officers Early reporting is difficult task for some countries. Delay or incomplete progress reporting by some countries due to the long process of data verification at national level particularly in countries with political instability
<ul style="list-style-type: none"> Networking and regional cooperation Networking and regional activities aiming at: Enhance experience and information exchange Address technical issues of common concerns Technological update for member states and key stakeholders Promote S-S cooperation and twinning cooperation amongst member-states Partnering with different regional groups 	<ul style="list-style-type: none"> Organise network meetings and relevant thematic meetings/activities Activating the newly formed Swing-Network between WA and North Africa member states Support the Regional Initiative to introduce sound management of unwanted ODS Continue cooperation with regional & sub-regional organisations and secretariats (LAS, GCC, RILO, WCO, ICARDA, ACSAD,) to support national phase-out strategies and combat illegal trade in ODS & continue cooperation with ASHRAE within UNEP/ASHRAE global cooperation agreement Promote the update of relevant standards and codes that facilitate the introduction of alternatives and sound management of HCFC-based equipment and products Facilitate the group-discussion and institutionalising industry groups and Promote cooperation amongst relevant regional industries i.e. foam and A/C to adopt suitable alternatives and harmonise phase-out strategies. Organise specialised experts' meetings and promote S-S cooperation. 	<ul style="list-style-type: none"> Networking and thematic meetings are conducted including one joint Swing network meeting Information on quantities of unwanted ODS is compiled and regional project is developed Twinning arrangement is promoted between countries with common concerns Support to update the relevant technical curricula is provided Cooperation with regional organisations is continued and joint activities are conducted whenever feasible Consultation sessions and experts' meetings for foam industries are facilitated RAC newly launched association is actively addressing the phase-out needs and a New Fora for Foam industry is formed Key technical and policy materials are translated and disseminated to the Arab region 	<ul style="list-style-type: none"> At least four network and thematic meetings are organised in 2015 At least two twinning arrangements made between member states in WA and North Africa At least two activities or initiatives implemented jointly with regional organisations Increased number of industries involved in the regional activities and initiatives At least three documents translated and disseminated to countries in the Arab region 	<ul style="list-style-type: none"> Challenges related to involvement of more stakeholders in the network activities Technology related issues and availability of low-GWP alternatives Increased political instability within the region and its impact on organising network and thematic activities. Issues related to availability of alternative technology for A/C applications in high-ambient temperature countries Difficulties related to harmonising standards and codes at the regional level

Objectives	Activities	Expected Results	Performance Indicator	Assumption / Risks
	<ul style="list-style-type: none">• Translate into Arabic key documents and awareness papers and disseminate them to all Arab countries			

ANNEX 1D - 2015 CAP proposal - Specific compliance assistance services planned for 2015

Region	Country	Type of Service Planned for 2015	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions
AF-E	Angola	Policy support	Provide support to NOU staff on how to implement IS activities. Guide NOU on enforcement of ODS Regulations, HPMP implementation and collection and reporting of accurate ODS data.	X	X
AF-E	Botswana	HCFC phase out support	Assist country in finalising HPMP project and submitting to MLF for approval	X	X
AF-E	Botswana	Policy support	Assist the country in getting ODS regulation approved and establishing enforceable HCFC licensing and quota system	X	X
AF-E	Egypt	Networking	Ensure sustained participation of the country in all network activities and sharing of experience with other countries of the network.	X	
AF-E	Eritrea	Capacity building	Provide assistance in training the new Ozone Officer	X	X
AF-E	Eritrea	Policy support	Assist NOU in fast-tracking implementation of HPMP activities and ODS regulation including establishment of enforceable HCFC licensing and quota system	X	X
AF-E	Ethiopia	HCFC phase out support	Support implementation of HCFC phase-out activities by the new Montreal Protocol Focal Point and the newly established NOU	X	X
AF-E	Ethiopia	Institutional Strengthening	Provide technical support for the implementation of the IS project and train the newly appointed Ozone Officer	X	
AF-E	Gambia	South-South cooperation	Assist country in implementing the HPMP second tranche activities and provide guidance for accurate data collection		X
AF-E	Ghana	Networking	Ensure sustained participation of the country in all network activities	X	
AF-E	Ghana	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience in HCFC phase-out among countries in the region.	X	

AF-E	Kenya	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience in HCFC phase-out among countries in the region.	X	
AF-E	Lesotho	Capacity building	Provide Policy support in the implementation of the newly-approved ODS Regulations.		X
AF-E	Liberia	Institutional Strengthening	Provide technical support for the implementation of the IS project	X	
AF-E	Libyan Arab Jamahiriya	Networking	Ensure participation of the country in all network activities. Assist country in ratifying pending Amendments.	X	
AF-E	Malawi	Policy support	Assist the country in implementing enforceable HCFC licensing and quota system		X
AF-E	Mauritius	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience in HCFC phase-out among countries in the region and assist the country in implementing the IS Project activities effectively.	X	
AF-E	Mozambique	Data reporting	Assist the country in reporting accurate ODS data to both OS and MLFS	X	
AF-E	Mozambique	Capacity building	Assist the NOU in implementing HPMP and IS activities effectively despite the language barrier.		X
AF-E	Namibia	Institutional Strengthening	Provide technical support for the implementation of the IS project and train the newly appointed Ozone Coordinator	X	
AF-E	Nigeria	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience in HCFC phase-out among countries in the region and share their experience in the hydrocarbon project.	X	X
AF-E	Rwanda	Data reporting	Assist country in reporting accurate ODS data	X	
AF-E	Rwanda	Capacity building	Coordinate training programme for refrigeration technicians and Enforcement Officers.		X
AF-E	Seychelles	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience in HCFC phase-out and the certification programme among countries in the region .	X	
AF-E	Sierra Leone	Data reporting	Assist country in reporting accurate data on time		X
AF-E	Somalia	Capacity building	Continue assisting the NOU in Somalia in the management of Phase-out taking into account the current difficult situation in the country.	X	

AF-E	Somalia	Policy support		X	
AF-E	South Africa	Networking	Ensure sustained participation of the country in all network activities including hosting of network meeting.		X
AF-E	South Sudan	Institutional Strengthening	Assist country in setting up the national ozone unit and train the newly appointed ozone staff		X
AF-E	South Sudan	Policy support	Assist the country in establishing a licensing and quota system and also in finalising the HPMP project for submission to ExCom for approval		X
AF-E	Sudan	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience in HCFC phase-out among countries in the region.	X	
AF-E	Swaziland	Capacity building	Coordinate train-the-trainers programme for refrigeration technicians and Enforcement Officers.	X	X
AF-E	Swaziland	Data reporting	Assist the country in reporting accurate ODS data	X	
AF-E	Tanzania, United Republic of	Institutional Strengthening	Assist country in implementing IS project activities and report accurate ODS data to both OS and MLFS on time.	X	
AF-E	Uganda	Institutional Strengthening	Assist the NOU in sending pending IS Project reports for the previous phase and in requesting the next phase of the IS project.	X	X
AF-E	Zambia	HCFC phase out support	Assist the NOU in sharing good experiences in implementing the Certification programme for technicians and Refrigeration Association		X
AF-E	Zimbabwe	HCFC phase out support	Involve the NOU in the exchange of experience in HCFC phase-out among countries in the region (Note: CAP is not currently a Lead or Cooperating Agency for this country's HPMP).	X	
AF-F	Algeria	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X
AF-F	Algeria	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
AF-F	Benin	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Benin	HCFC phase out support	Implementation of HPMP Stage I (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as cooperating agency	X	X

AF-F	Burkina Faso	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X
AF-F	Burkina Faso	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Burkina Faso	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X
AF-F	Burundi	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Burundi	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X
AF-F	Cameroon	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Cape verde	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Cape verde	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as sole Agency	X	X
AF-F	Central African Republic	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X
AF-F	Central African Republic	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Central African Republic	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 1 activities (refrigeration, customs) and preparation of HPMP Tranche II are on hold as the country is in war.	X	X
AF-F	Chad	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Chad	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X
AF-F	Comoros	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Comoros	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as sole Agency	X	X

AF-F	Congo	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Congo	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X
AF-F	Congo, DR	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Congo, DR	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X
AF-F	Cote d'Ivoire	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Cote d'Ivoire	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X
AF-F	Djibouti	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Djibouti	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as sole Agency	X	X
AF-F	Equatorial Guinea	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Equatorial Guinea	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 1 (refrigeration, customs), preparation of HPMP tranche 2, as lead Agency	X	X
AF-F	Gabon	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Gabon	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X
AF-F	Guinea	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Guinea	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X
AF-F	Guinea	Capacity building	Capacity building programme for the preparation and submission of the verification report	X	

AF-F	Guinea Bissau	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Guinea Bissau	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X
AF-F	Madagascar	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Madagascar	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X
AF-F	Mali	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Mali	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X
AF-F	Mauritania	Ratification	Ratification of Beijing Amendment and start HPMP preparation. CAP has already visited the country and advised the country on the ratification process. As soon as the audit is completed, CAP will assist the country in developing and submitting its HPMP.	X	X
AF-F	Morocco	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Niger	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Niger	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as cooperating Agency	X	X
AF-F	Sao Tome & Principe	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Sao Tome & Principe	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as sole Agency	X	X
AF-F	Senegal	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	

AF-F	Senegal	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as cooperating Agency	X	X
AF-F	Togo	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
AF-F	Togo	HCFC phase out support	Implementation of HPMP tranche 2 (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as lead Agency	X	X
AF-F	Tunisia	Capacity building	Technical assistance to NOU in developing and enacting new laws concerning licensing/quota system. Cooperate with the national Customs Authority to develop and implement training programme for Customs Officers and to combat illegal trade. Implementation of HPMP tranche 1 (customs), as cooperating Agency	X	x
AF-F	Tunisia	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Caribbean	Antigua and Barbuda	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X
Caribbean	Antigua and Barbuda	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Caribbean	Antigua and Barbuda	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Caribbean	Bahamas	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X
Caribbean	Bahamas	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Caribbean	Bahamas	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Caribbean	Barbados	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Caribbean	Barbados	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Caribbean	Barbados	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	
Caribbean	Belize	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X

Caribbean	Belize	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Caribbean	Belize	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Caribbean	Dominica	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X
Caribbean	Dominica	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X
Caribbean	Dominica	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Caribbean	Dominica	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Caribbean	Grenada	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Caribbean	Grenada	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Caribbean	Grenada	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	
Caribbean	Guyana	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X
Caribbean	Guyana	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Caribbean	Guyana	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Caribbean	Guyana	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Caribbean	Haiti	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X
Caribbean	Haiti	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X
Caribbean	Haiti	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Caribbean	Haiti	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Caribbean	Jamaica	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	

Caribbean	Jamaica	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	
Caribbean	Jamaica	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Caribbean	Saint Kitts & Nevis	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Caribbean	Saint Kitts & Nevis	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Caribbean	Saint Kitts & Nevis	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Caribbean	Saint Lucia	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X
Caribbean	Saint Lucia	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Caribbean	Saint Lucia	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Caribbean	Saint Vincent and the Grenadines	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X
Caribbean	Saint Vincent and the Grenadines	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Caribbean	Saint Vincent and the Grenadines	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Caribbean	Suriname	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X
Caribbean	Suriname	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X
Caribbean	Suriname	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Caribbean	Suriname	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Caribbean	Trinidad & Tobago	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Caribbean	Trinidad & Tobago	Methyl bromide phase out support	Assist in the implementation of MB phase-out project.	X	X
ECA	Albania	HCFC phase out support	Implementation of HPMP Stage I (refrigeration, customs), as cooperating agency	X	
ECA	Albania	Institutional Strengthening	Implementation and renewal of IS project (if due)	X	

ECA	Armenia	HCFC phase out support	Implementation of HPMP Stage I (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as cooperating agency	X	
ECA	Armenia	Policy support	Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, training & certification schemes, labelling requirements, industry standstands.	X	
ECA	Bosnia and Herzegovina	South-South cooperation	Country-to-country assistance to strengthen newly created RAC association in Sarajevo	X	
ECA	Bosnia and Herzegovina	Technical assistance	Implementation of ECA regional destruction project in Bosnia & Herzegovina, Croatia, Montenegro (jointly with UNIDO)		
ECA	Croatia	Institutional Strengthening	Implementation and renewal of IS project (if due).	X	
ECA	Croatia	Technical assistance	Implementation of ECA regional destruction project in Bosnia & Herzegovina, Croatia, Montenegro (jointly with UNIDO)		
ECA	ECA network countries	Capacity building	Participation in ECA network and thematic meetings focusing on mutual sharing of experiences and information on HPMP implementation, compliance and data reporting obligations, policy setting and technology awareness, training and certification and e-learning approaches; enforcement including iPIC and analysis of trade data; customs award and ODS monitoring, as well as stakeholder and private sector cooperation (involvement of RAC associations / experts and customs officers). Outreach of policy and technical of publications by UNEP and partner organisations.		
ECA	ECA network countries	Capacity building	Training of new staff of National Ozone Units, upon request	X	
ECA	ECA network countries	Capacity building	Facilitating the participation of selected experts in international conferences meetings and reporting back to the ECA network countries on the conference highlights, upon request	X	

ECA	ECA network countries	Capacity building	Providing access to policy and technology information through updated ECA website and ECAcool website for RAC associations in English and Russian		
ECA	ECA network countries	Capacity building	Translation of policy and technical publications related to HCFC replacement and meeting documents into Russian and English, upon request		
ECA	ECA network countries	Capacity building	Responding to Montreal Protocol related queries of national and regional stakeholders, upon request	X	
ECA	ECA network countries	Capacity building	Kyrgyzstan to produce handout materials for the training on safe use of HCFC alternatives for the benefit of Russian-speaking ECA network & associated CEIT countries		
ECA	ECA network countries	Compliance	Monitoring of ODS consumption, Article 7 data reporting, licensing and quota system, trade with non-Parties	X	
ECA	ECA network countries	Compliance	Ad-hoc compliance sessions in the margins of network and thematic meetings with involvement of relevant agencies and secretariats, upon request	X	
ECA	ECA network countries	Compliance	Ad-hoc compliance missions and special compliance assistance as required, upon request	X	
ECA	ECA network countries	Data reporting	Georgia to reproduce their online reporting system for ODS in English and Russian for the benefit of English- and Russian-speaking ECA network and CEIT countries		
ECA	ECA network countries	Data reporting	Monitor timely reporting of Article 7 to the Ozone Secretariat and Country Programme data to Fund Secretariat (if possible online), assist in trouble-shooting and providing access to the online reporting facility of the Fund Secretariat, assist in data collection and calculation of ODS contents in mixtures, upon request	X	

ECA	ECA network countries	Enforcement of MP trade provisions	Promotion of informal Prior Informed Consent (iPIC) and facilitation of iPIC consultation, designation of Customs focal point for the Montreal Protocol, analysis of differences / discrepancies between reported trade data, ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers, involvement of Customs Officers in selected ECA network activities	X	
ECA	ECA network countries	Policy support	Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, training & certification schemes, labelling requirements, industry standstands.	X	
ECA	ECA network countries	Regional awareness raising	Assistance on regional awareness raising and Ozone Day celebrations including the ozone layer protection photo exhibit for dissemination on IOD, ECA, NOU and Ministry websites		
ECA	ECA network countries	Regional awareness raising	Awareness of the customs & enforcement community through the 4th edition of the ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers	X	
ECA	ECA network countries	Regional awareness raising	Armenia to produce Montreal Protocol related bilingual (English, Russian) educational game designed for smart phones and tablets for the benefit of all ECA network and associated CEIT countries		
ECA	ECA network countries	Regional awareness raising	Outreach of Montreal Protocol related information to national and regional stakeholders through articles, e-bulletins, news items, etc.		
ECA	ECA network countries	Regional awareness raising	Kyrgyzstan to produce Montreal Protocol related awareness package (English, Russian) on USB stick or similar for the benefit of all ECA network & associated CEIT countries		

ECA	ECA network countries	Regional awareness raising	Serbia to organise technology roundtable and booth on ozone- & climate-friendly alternatives during annual RAC conference of the Serbian RAC association KGH as well as Ozone Pages in the quarterly journal of the Serbian RAC associations KGH for the benefit of Serbian & English-speaking experts in ECA network & associated CEIT countries		
ECA	Kyrgyzstan	HCFC phase out support	Implementation of HPMP Stage I (refrigeration, customs), preparation of HPMP Stage II, as cooperating agency	X	
ECA	Kyrgyzstan	South-South cooperation	Country-to-country assistance to provide resource persons for the national stakeholder meeting on HCFC phase-out in buildings (support to be provided by Macedonia FYR, Serbia or UK)	X	
ECA	Moldova	HCFC phase out support	Preparation of HPMP Stage II, as cooperating agency	X	
ECA	Moldova	Institutional Strengthening	Implementation and renewal of IS project (if due).	X	
ECA	Montenegro	Technical assistance	Implementation of ECA regional destruction project in Bosnia & Herzegovina, Croatia, Montenegro (jointly with UNIDO)		
ECA	Serbia	HCFC phase out support	Implementation of HPMP Stage I (customs, awareness), as cooperating agency	X	
ECA	Turkey	HCFC phase out support	Implementation of HPMP Stage I (customs), as cooperating agency	X	
ECA	Turkmenistan	South-South cooperation	Country-to-country assistance to establish a national certification system for specialists on modern refrigerant technologies as part of the existing vocational system (support to be provided by Kyrgyzstan)	X	
ECA	Kyrgyzstan	Institutional Strengthening	Implementation and renewal of IS project (if due)	X	
Latin America	Argentina	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Latin America	Bolivia	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	
Latin America	Bolivia	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	

Latin America	Bolivia	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	
Latin America	Bolivia	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	
Latin America	Brazil	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Latin America	Chile	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Latin America	Chile	Methyl bromide phase out support	Provide technical and administrative support for the implementation of MB phase out as Cooperating Agency	X	X
Latin America	Chile	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Latin America	Columbia	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Latin America	Columbia	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Latin America	Costa Rica	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Latin America	Cuba	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Latin America	Dominican Republic	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Latin America	Dominican Republic	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Latin America	Dominican Republic	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Latin America	Ecuador	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X
Latin America	Ecuador	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Latin America	Ecuador	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Latin America	El Salvador	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X
Latin America	El Salvador	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X

Latin America	El Salvador	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Latin America	El Salvador	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Latin America	Guatemala	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X
Latin America	Guatemala	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Latin America	Guatemala	Methyl bromide phase out support	Provide technical and administrative support for the implementation of MB phase-out as Cooperating Agency	X	X
Latin America	Guatemala	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Latin America	Honduras	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Latin America	Honduras	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	
Latin America	Honduras	Methyl bromide phase out support	Policy support to meet the total phase-out in 2015	X	X
Latin America	Honduras	Policy support	Assist in strengthening the licensing and quota system for HCFCs.	X	
Latin America	Mexico	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Latin America	Nicaragua	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X
Latin America	Nicaragua	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Latin America	Nicaragua	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Latin America	Panama	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Latin America	Panama	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	
Latin America	Panama	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	
Latin America	Paraguay	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X

Latin America	Paraguay	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Latin America	Paraguay	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Latin America	Peru	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X
Latin America	Peru	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X
Latin America	Peru	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X
Latin America	Uruguay	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Latin America	Venezuela	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
Latin America	Venezuela	Policy support	Assist in the enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	
Latin America	Guatemala	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X
PIC	Cook Islands	Data reporting	Assist in reporting Article 7/ online Country Programme data reporting.	X	
PIC	Cook Islands	Capacity building	Training of new Ozone Officer	x	
PIC	Cook Islands	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X	
PIC	Cook Islands	Policy support	Assist the management of ODS the quota system for HCFC import/export control	X	
PIC	Fiji	Compliance	MOP XVII-33 (MB consumption): MeBr consumption situation to be closely monitored; To be followed up jointly with OS, MLFS, IAs and Bilateral Agencies during IAG meetings (back to back with two network meetings).	X	x
PIC	Fiji	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	x	x

PIC	Fiji	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		
PIC	Fiji	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.	x	x
PIC	Fiji	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing system to control the import/export of HCFCs.	x	
PIC	Fiji	Policy support	Assist in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.	x	
PIC	Kiribati	Data reporting	Assist in reporting Article 7/ online Country Programme data reporting.	X	X
PIC	Kiribati	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X	x
PIC	Kiribati	Policy support	Assist the country to management of quota system for HCFC import/export control	X	
PIC	Marshall Islands	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	x	
PIC	Marshall Islands	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.	x	
PIC	Marshall Islands	Policy support	Assist the country for the set up of the quota system for HCFC import/export control.	x	
PIC	Micronesia, Federated States of	Capacity building	Continue with the processes of building the capacity of the new Ozone Officer.	X	
PIC	Micronesia, Federated States of	Data reporting	Assist in reporting Article 7/ online Country Programme data reporting.	X	X
PIC	Micronesia, Federated States of	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X	
PIC	Micronesia, Federated States of	Policy support	Assist the country in passing the ODS regulation, and put the quota system for HCFC import/export control in place.	X	

PIC	Nauru	Capacity building	Continue with the processes of building the capacity of the new Ozone Officer.	X	X
PIC	Nauru	Data reporting	Assist in reporting Article 7/ online Country Programme data reporting.	X	
PIC	Nauru	Institutional Strengthening	Work with the senior officials of the country for the support of the implementation of the IS project. Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X	
PIC	Nauru	Policy support	Work with the country to manage the quota system for HCFC import/export control.	X	
PIC	Niue	Capacity building	Continue with the processes of building the capacity of the new Ozone Officer. Seek to use the medium of South/south cooperation to support this service	X	
PIC	Niue	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X	
PIC	Niue	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X	
PIC	Niue	Policy support	Assist the country the management of implementation of the quota system for the HCFC import/export control.	X	
PIC	Palau	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	x	
PIC	Palau	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X	
PIC	Palau	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		

PIC	Palau	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X	
PIC	Palau	Policy support	Assist the country the management of implementation of the quota system for the HCFC import/export control.	X	
PIC	Samoa	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X	X
PIC	Samoa	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X	
PIC	Samoa	Policy support	Assist the country to further strengthen its licensing and quota system implementation.	X	
PIC	Solomon Islands	Capacity building	Continue with the processes of building the capacity of the new Ozone Officer.	x	
PIC	Solomon Islands	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X	
PIC	Solomon Islands	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X	
PIC	Solomon Islands	Policy support	Assist the country to further strengthen its licensing and quota system implementation.	X	X
PIC	Tonga	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X	
PIC	Tonga	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.	x	
PIC	Tonga	Policy support	Assist in the management of implementation the quota system for the HCFC import/export control	X	X
PIC	Tonga	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.	X	

PIC	Tuvalu	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.		
PIC	Tuvalu	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project.	x	x
PIC	Tuvalu	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X	
PIC	Tuvalu	Policy support	Assist in the management of implementation the quota system for the HCFC import/export control	X	X
PIC	Vanuatu	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	x	
PIC	Vanuatu	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project.	x	
PIC	Vanuatu	Data reporting	Assist in reporting Article 7/online Country Programme data reporting.	X	
PIC	Vanuatu	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project. Engage that the work of the Montreal Protocol becomes more institutionalised into the Governance of the implementation of an MEA.	X	
PIC	Vanuatu	Policy support	Assist in the management of implementation the quota system for the HCFC import/export control	X	X
SA	Afghanistan	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X
SA	Afghanistan	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project approved during the 70th ExCom meeting (phase VI: 12/2013-11/2015)	X	X
SA	Bangladesh	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
SA	Bhutan	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	

SA	Bhutan	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project approved during the 71st ExCom meeting (phase V: 12/2013-11/2015) and strengthening the Ozone office	X	
SA	China	Data reporting	Monitoring the Article 7/Country Programme data reporting.	X	
SA	China	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate export licensing through iPIC in 2015 include HCFCs; Assistance in the prevention of illegal trade in ODS through the cross referencing of trade data; Continue to facilitate cooperation between China customs and neighbouring countries through follow-up on the Urumqui Dialogue and Mongolia dialogue	X	X
SA	India	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X
SA	Iran	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	X
SA	Korea, DPR	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
SA	Korea, DPR	Institutional Strengthening	Explore various options as per Excom Decision made at the 68th meeting to continue the implementation of the IS project.	X	X
SA	Korea, Republic of	Compliance	Facilitate the redressal of compliance issue with regard to export from the Republic of Korea to non-Parties.	X	
SA	Korea, Republic of	Policy support	Facilitate export licensing through iPIC and through the cross referencing of trade data	X	
SA	Korea, Republic of	South-South cooperation	Information Exchange with other network countries on ROK experiences with recycled/reclaimed facility (Halon) Experience sharing with other network countries on HCFC Conversion in OEMs	X	
SA	Maldives	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	

SA	Maldives	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project approved during the 72nd ExCom meeting (phase VIII: 12/2014-11/2016)	X	
SA	Mongolia	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
SA	Mongolia	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project approved during the 70th ExCom meeting (phase VIII: 1/2014-12/2015)	X	
SA	Nepal	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
SA	Nepal	Institutional Strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project approved during the 72nd ExCom meeting (phase VIII: 12/2014-11/2016)	X	
SA	Pakistan	Data reporting	Assist in reporting Article 7/ online Country Programme data reporting.	X	
SA	Pakistan	Other	Collaboration with Pakistan Ozone Cell and HVAC Association to participate in HVAC Expo 2015 on RAC technologies	X	X
SA	Sri Lanka	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.	X	
SEA	Brunei Darussalam	Data reporting	Assist in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.		
SEA	Brunei Darussalam	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	
SEA	Brunei Darussalam	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.		
SEA	Brunei Darussalam	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.		
SEA	Cambodia	Data reporting	Assistance in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.		
SEA	Cambodia	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		X

SEA	Cambodia	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC		
SEA	Cambodia	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.		
SEA	Indonesia	Data reporting	Provide support for the timely data reporting.		
SEA	Indonesia	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.		
SEA	Lao PDR	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.		
SEA	Lao PDR	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		X
SEA	Lao PDR	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.		
SEA	Lao PDR	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.		
SEA	Malaysia	Data reporting	Support Article 7 and Country Programme data reporting		
SEA	Malaysia	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.		
SEA	Myanmar	Data reporting	Assist in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.		
SEA	Myanmar	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project. Build capacity of NOU, including through south-south cooperation for the coordination of the HPMP implementation	X	
SEA	Myanmar	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.	X	
SEA	Myanmar	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.		X
SEA	Philippines	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.		
SEA	Philippines	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		X

SEA	Philippines	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.		
SEA	Philippines	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.		
SEA	Thailand	Data reporting	Monitoring reporting of Article 7 and Country Programme data		
SEA	Thailand	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.		
SEA	Timor Leste	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data.		
SEA	Timor Leste	Policy support	Assist in establishing and implementing the licensing system to control the import/export of ODS.		X
SEA	Timor Leste	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		
SEA	Timor Leste	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.		
SEA	Timor Leste	South-South cooperation	South-South cooperation with Indonesia on capacity building.	X	X
SEA	Vietnam	Data reporting	Assistance in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.		
SEA	Vietnam	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		X
SEA	Vietnam	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.		
SEA	Vietnam	Policy support	Assist the country to strengthen the enforcement of the licensing/quota system for HCFC import/export control.		
WA	Bahrain	Capacity building	Support to new ODS Officer of Bahrain to ensure smooth operation of NOU.	X	
WA	Bahrain	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X	
WA	Bahrain	ODS disposal/destruction	Assist in developing a national approach for managing unwanted ODS in concert with the planned regional approach	X	

WA	Bahrain	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws in relation to the new ODS regulation	X	
WA	Bahrain	Technical assistance	Support to local A/C industry in searching for long-term alternative refrigerants suitable for high-ambient locations as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project and through other regional initiatives	X	
WA	Iraq	Technical assistance	Provide technical and policy support to ensure sound and timely implementation of HPMP		X
WA	Iraq	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X	
WA	Iraq	Technical assistance	Support to local A/C industry in searching for long-term alternative refrigerants suitable for high-ambient locations as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project and through other regional initiatives	X	
WA	Jordan	Capacity building	Assist the NOU in developing the necessary policy and legal tools to comply with the phase out targets and other requirements under the MP		X
WA	Jordan	Monitoring & control of ODS trade	Assist the country in developing and implementing the required mechanisms to effectively monitor and control ODS trade		X
WA	Jordan	Thematic activities	Cooperate with the NOU and relevant authorities to develop and implement a regional experts meeting to update agricultural education curricula as a means to ensure sustainability of MB phase out	X	X
WA	Kuwait	Capacity building	Provide assistance and guidance to new ODS Officer and NOU team	X	
WA	Kuwait	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X	X
WA	Kuwait	ODS disposal/destruction	Assist in developing a national approach for managing unwanted ODS in concert with the planned regional approach	X	

WA	Kuwait	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws in relation to the new ODS regulation	X	
WA	Kuwait	Technical assistance	Support to local A/C industry in searching for long-term alternative refrigerants suitable for high-ambient locations as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project and through other regional initiatives	X	
WA	Lebanon	Policy support	Assist the country in developing and implementing the required policy and financial instrument to facilitate the HCFCs phase out programme post 2015. including policies to ensure sustainable MB phase-out in all using sectors.	X	X
WA	Lebanon	South-south cooperation	Promote enhanced regional cooperation and experience exchange in managing and destruction of unwanted ODS as well as in sustaining MB phase out.		X
WA	Oman	ODS disposal/destruction	Assist in developing a national approach for managing unwanted ODS in concert with the planned regional approach	X	
WA	Oman	Policy support	Assist in the development and operation of a national certification scheme for RAC technicians and sound enforcement of the recent ODS regulations including the operation of an e-licensing system	X	X
WA	Qatar	HCFC phase out support	Continue cooperation with ASHRAE Chapter in Qatar to facilitate implementation of HPMP.	X	X
WA	Qatar	ODS disposal/destruction	Assist in developing a national approach for managing unwanted ODS in concert with the planned regional approach	X	
WA	Qatar	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws in relation to the new ODS regulation	X	
WA	Saudi Arabia	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IA on time.	X	X

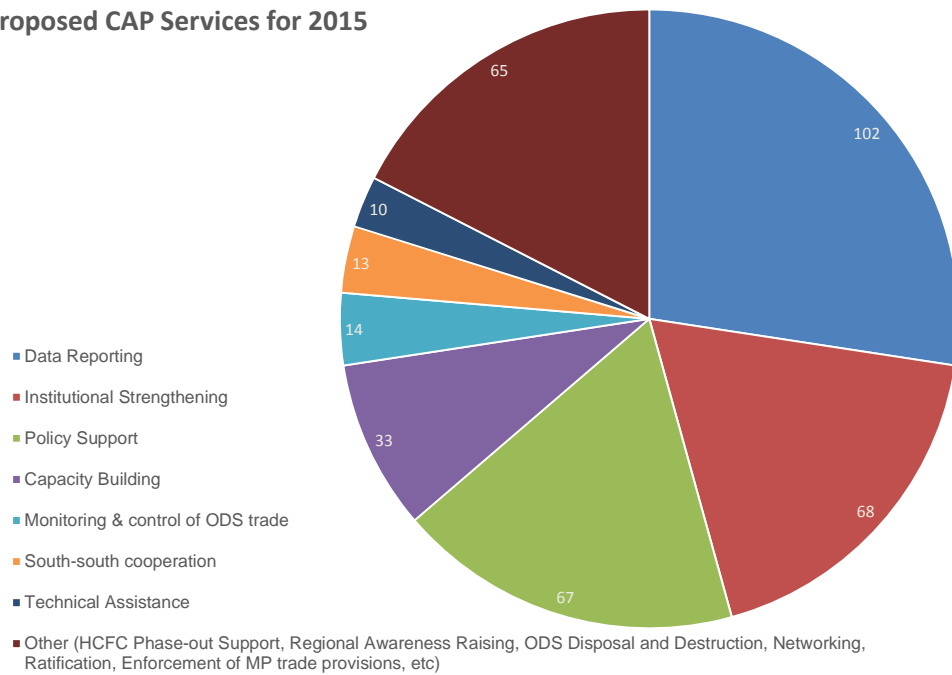
WA	Saudi Arabia	Methyl bromide phase out support	Assistance to ensure and sustain the complete phase-out of MB in all sectors using this controlled substance and promote the feasible alternatives for the dates processing sector	X	X
WA	Saudi Arabia	ODS disposal/destruction	Assist in developing a national approach for managing unwanted ODS in concert with the planned regional approach. Promote increased cooperation/coordination to facilitate full utilisation, as appropriate, of reclamation facilities in KSA by countries in the region	X	
WA	Saudi Arabia	Policy support	Assist in the development and operation of a national certification scheme for RAC technicians and sound enforcement of the recent ODS regulations including the operation of an e-licensing system	X	X
WA	Saudi Arabia	Technical assistance	Continue implementing the HPMP stage I in cooperation with UNIDO with the aim of completing the planned activities in the foam sector and preparing the request for stage II	X	X
WA	Syrian Arab Republic	Data reporting	Continue to provide assistance and guidance to Syria to ensure timely reporting of A7 data/CP data reporting as required under the Protocol	X	
WA	Syrian Arab Republic	HCFC phase out support	Continue monitoring the development of security conditions in the country and assist NOU in undertaking priority actions related to HCFC phase-out and monitor/curb illegal trade	X	
WA	Syrian Arab Republic	Methyl bromide phase out support	Assistance to ensure and sustain the complete phase-out of MB in all sectors using this controlled substance and promote the feasible alternatives for the grain fumigation sector	X	
WA	Syrian Arab Republic	Policy support	Continue to provide required assistance to NOU to update the national ODS regulations and effectively operate the national licensing/quota system		
WA	United Arab Emirates	Capacity building	Assist the NOU in developing the necessary action plans to comply with the phase-out targets and other requirements under the MP		X

WA	United Arab Emirates	Monitoring & control of ODS trade	Assist the country in developing and implementing the required tools to effectively monitor and control ODS trade		X
WA	United Arab Emirates	Policy support	Assistance in developing and enforcing relevant bylaws in relation to the new ODS regulation	X	X
WA	United Arab Emirates	Technical assistance	Continue supporting the local A/C industry in adopting suitable long-term alternative refrigerants as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project	X	X
WA	Yemen	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X	X
WA	Yemen	Methyl bromide phase out support	Assistance to ensure and sustain the complete phase-out of MB in all sectors using this controlled substance and promote the feasible alternatives	X	
WA	Yemen	Policy support	Technical assistance to NOU in developing and enacting new bylaws concerning licensing/quota system	X	
WA	Jordan	Policy support	Assistance in developing and enforcing relevant bylaws and regulations as needed under the HPMP	X	X
WA	Kuwait	HCFC phase out support	Continue cooperation with ASHRAE Chapter in Qatar to facilitate implementation of HPMP.	X	X
WA	United Arab Emirates	Technical assistance	Continue cooperation with ASHRAE Chapter in Qatar to facilitate implementation of HPMP.	X	X

All Services	Number
Capacity Building	33
Compliance	5
Data Reporting	102
Enforcement of MP trade provisions	1
HCFC phase out support	34
Institutional Strengthening	68
Methyl bromide phase out support	7
Monitoring & control of ODS trade	14
Networking	4
ODS disposal/destruction	5
Other	1
Policy Support	67
Ratification	1
Regional awareness raising	6
South-South cooperation	13
Technical assistance	10
Thematic activities	1
TOTAL	372

TOP 7 Services + Others	Number
Data Reporting	102
Institutional Strengthening	68
Policy Support	67
Capacity Building	33
Monitoring & control of ODS trade	14
South-south cooperation	13
Technical Assistance	10
Other (HCFC Phase-out Support, Regional Awareness Raising, ODS Disposal and Destruction, Networking, Ratification, Enforcement of MP trade provisions, etc)	65
TOTAL	372

Proposed CAP Services for 2015



CAP 2015 budget-OZAT TOTAL

	Bud Ln	Component	Location			CAP 2013 Approved ExCom 68	CAP 2013 Expenditures	CAP 2014 Approved ExCom 71	CAP 2015 Proposal ExCom 73
10	PROJECT PERSONNEL COMPONENT								
		Title/Description		Grade	w/m				
	1101	Head of Branch	Paris	D1	12	211,000	230,720	217,000	250,000
	1102	Senior Environment Officer - Network & Policy	Paris	P5	12	230,000	192,897	237,000	245,000
	1103	Programme Officer - Capacity Building	Paris	P4	12	214,000	585	221,000	214,000
	1104	Information Manager	Paris	P4	12	201,000	174,420	207,000	214,000
	1105	Monitoring & Administration Officer	Paris	P3/P4	0	0		0	0
	1106	Programme Officer - Policy & Tech Support	Paris	P4	12	185,000	129,447	190,000	214,000
	1107	Programme Officer - HCFC	Paris	P3	12	169,000	154,825	174,000	180,000
	1108	Programme Officer - ECA / Paris	Paris / ECA	P3	12	169,000	138,975	174,000	180,000
	1111	ECA Regional Network Coordinator	Paris / ECA	P4	12	201,000	220,440	207,000	214,000
	1121	ROAP Senior Regional Network Coordinator - SA	Bangkok	P5	12	194,000	192,039	200,000	206,000
	1122	ROAP Regional Network Coordinator - SEAP	Bangkok	P4	12	170,000	174,805	175,000	181,000
	1123	ROAP Regional Network Coordinator - PIC	Bangkok	P4	12	170,000	187,689	175,000	181,000
	1124	ROAP Programme Officer - HPMP	Bangkok	P4	12	170,000	190,135	175,000	181,000
	1125	ROAP Programme Officer - HPMP	Bangkok	P3	12	138,000	121,886	142,000	146,000
	1131	ROWA Regional Network Coordinator	Manama	P4	12	196,000	171,571	201,000	208,000
	1132	ROWA Programme Officer - HPMP	Manama	P4	12	196,000	194,065	201,000	208,000
	1133	ROWA Programme Officer - HPMP	Manama	P3	12	165,000	194,865	170,000	175,000
	1141	ROA Senior Regional Network Coordinator	Nairobi	P5	12	214,000	225,217	220,000	0
	1142	ROA Regional Network Coordinator - Francophone	Nairobi	P4	12	185,000	185,073	190,000	196,000
	1143	ROA Regional Network Coordinator - Anglophone	Nairobi	P4	12	185,000	204,600	190,000	196,000
	1144	ROA Programme Officer - HPMP	Nairobi	P3	12	152,000	23,618	156,000	161,000
	1145	ROA Programme Officer - HPMP / Methyl Bromide	Nairobi	P3	12	152,000	183,063	156,000	161,000
	1146	ROA Programme Officer	Nairobi	P2	12		0		95,000
	1147	ROA Programme Officer	Nairobi	P2	12		0		95,000
	1151	ROLAC Regional Network Coordinator	Panama	P4	12	171,000	176,169	176,000	182,000
	1152	ROLAC Regional Network - Caribbean	Panama	P4	12	171,000	46,500	176,000	182,000
	1153	ROLAC Programme Officer - HPMP	Panama	P3	12	146,000	172,955	150,000	155,000
	1154	ROLAC Programme Officer - HPMP / Methyl Bromide	Panama	P3	12	146,000	150,691	150,000	155,000

	Bud Ln	Component	Location			CAP 2013 Approved ExCom 68	CAP 2013 Expenditures	CAP 2014 Approved ExCom 71	CAP 2015 Proposal ExCom 73
	1199	<i>Sub-total</i>				4,501,000	4,037,252	4,630,000	4,775,000
	1300								
		Title/Description		Grade	w/m				
	1301	Principal Assistant HOB	Paris	G6	12	105,000	96,744	108,000	111,000
	1302	Programme Assistant - Regional Networks	Paris	G6	12	105,000	100,818	108,000	111,000
	1303	Programme Assistant - Clearinghouse	Paris	G6	12	105,000	108,037	108,000	111,000
	1304	Administration Assistant	Paris	G6	0	0	0	0	0
	1305	Programme Assistant - ECA / Paris	Paris / ECA	G5	12	93,000	86,374	96,000	99,000
	1306	Programme Assistant - Capacity Building	Paris	G5	12	93,000	84,346	96,000	99,000
	1307	Programme Assistant - Information	Paris	G5	12	93,000	98,280	96,000	99,000
	1311	Programme Assistant - ECA	Paris / ECA	G5	12	93,000	72,959	96,000	99,000
	1317	Temporary assistance CAP	Regions			72,000	70,734	75,000	63,000
	1321	ROAP Programme Assistant - SA	Bangkok	G6	12	61,000	65,724	62,000	64,000
	1322	ROAP Programme Assistant - SEAP	Bangkok	G5	12	43,000	57,537	49,000	51,000
	1323	ROAP Programme Assistant - PIC	Bangkok	G5	12	48,000	81,493	49,000	51,000
	1324	ROAP Regional Outreach Assistant - HPMP	Bangkok	G6	12	46,000	0	55,000	57,000
	1331	ROWA Programme Assistant	Manama	G6	12	57,000	68,924	58,000	60,000
	1332	ROWA Programme Assistant	Manama	G6	12	57,000	65,877	58,000	60,000
	1333	ROWA Regional Outreach Assistant - HPMP	Manama	G6	6	28,000	11,852	29,000	60,000
	1341	ROA Programme Assistant	Nairobi	G6	12	39,000	33,653	40,000	42,000
	1342	ROA Programme Assistant	Nairobi	G5	12	32,000	43,423	33,000	34,000
	1343	ROA Regional Outreach Assistant - HPMP	Nairobi	G6	12	35,000	21,444	36,000	42,000
	1344	ROA Programme Assistant	Nairobi	G6	12				42,000
	1351	ROLAC Programme Assistant	Panama	G6	12	40,000	14,336	29,000	30,000
	1352	ROLAC Regional Outreach Assistant - HPMP	Panama	G6	12	40,000	24,141	41,000	43,000
	1353	ROLAC Programme Assistant	Panama	G5	12	33,000	26,575	34,000	35,000
	1354	ROLAC Programme Assistant	Panama	G3	12	21,000	20,810	22,000	23,000
	1399	<i>Sub-total</i>				1,339,000	1,254,080	1,378,000	1,486,000
	1600								
	1601	Paris staff travel	Paris			205,000	208,628	171,000	171,000
	1610	ECA staff travel	Paris / ECA			26,000	18,501	30,000	30,000

	Bud Ln	Component	Location			CAP 2013 Approved ExCom 68	CAP 2013 Expenditures	CAP 2014 Approved ExCom 71	CAP 2015 Proposal ExCom 73
	1620	ROAP staff travel	Bangkok			80,000	81,991	116,000	116,000
	1630	ROWA staff travel	Manama			60,000	47,465	60,000	60,000
	1640	ROA staff travel	Nairobi			143,000	163,806	143,000	143,000
	1650	ROLAC staff travel	Panama			96,000	54,924	90,000	70,000
	1699	<i>Sub-total</i>				610,000	575,315	610,000	590,000
	1999	COMPONENT TOTAL				6,450,000	5,866,647	6,618,000	6,851,000
20	SUB CONTRACT COMPONENT								
	2200								
	2110	ECA Sub-contracts with supporting organizations	Paris / ECA			35,000	30,387	35,000	25,000
	2120	ROAP Sub-contracts with supporting organizations	Bangkok			20,000	-4,000	20,000	20,000
	2130	ROWA Sub-contracts with supporting organizations	Manama			50,000	50,000	50,000	20,000
	2140	ROA Sub-contracts with supporting organizations	Nairobi			28,000	20,000	28,000	13,000
	2150	ROLAC Sub-contracts with supporting organizations	Panama			15,000	15,000	15,000	15,000
	2210	ECA Regional awareness raising	Paris / ECA			10,000	7,978	10,000	15,000
	2220	ROAP Regional awareness raising	Bangkok			44,000	4,795	54,000	49,000
	2230	ROWA Regional awareness raising	Manama			20,000	9,871	20,000	10,000
	2240	ROA Regional awareness raising	Nairobi			39,000		64,000	64,000
	2250	ROLAC Regional awareness raising	Panama			75,000	46,777	40,000	30,000
	2299	<i>Sub-total</i>				336,000	180,808	336,000	261,000
	2300								
	2301	Technical and policy information materials	Paris			70,000	34,986	80,000	80,000
	2302	Clearing House	Paris			192,000	163,681	150,000	150,000
	2303	Capacity Building on HCFC phaseout	Paris			80,000	19,276	112,000	112,000
	2399	<i>Sub-total</i>				342,000	217,943	342,000	342,000
	2999	COMPONENT TOTAL				678,000	398,750	678,000	603,000
30	TRAINING COMPONENT								
	3300								
	3210	ECA South-South cooperation	ECA			20,000	22,228	20,000	20,000
	3220	ROAP South-South cooperation	Bangkok			48,000	48,530	48,000	43,000
	3230	ROWA South-South cooperation	Manama			33,000	11,651	33,000	33,000
	3240	ROA South-South cooperation	Nairobi			31,000	16,377	31,000	31,000

	Bud Ln	Component	Location			CAP 2013 Approved ExCom 68	CAP 2013 Expenditure s	CAP 2014 Approved ExCom 71	CAP 2015 Proposal ExCom 73
	5201	Reporting/reproduction costs	Paris / ECA			11,000	0	11,000	11,000
	5210	Translations - Regions	Regional			36,000	19,082	36,000	36,000
	5299	<i>Sub-total</i>				47,000	19,082	47,000	47,000
5300									
	5301	Communication & dissemination - Paris and ECA	Paris / ECA			123,000	88,459	123,000	68,000
	5310	Communication - Regions	Regional			89,000	84,697	89,000	89,000
	5399	<i>Sub-total</i>				212,000	173,156	212,000	157,000
	5999	COMPONENT TOTAL				314,000	229,648	314,000	259,000
	99	TOTAL DIRECT PROJECT COST				9,158,000	8,025,408	9,338,000	9,459,000
		<i>Programme support costs (8%)</i>				732,640	642,033	747,040	756,720
90		GRAND TOTAL				9,890,640	8,667,441	10,085,040	10,215,720

Annex 1E' CAP 2015 budget

Financial analysis

This 2015 CAP budget represents zero growth for activities and the request falls below the maximum 3% increase limit that was indicated in the approved the Business Plan. Accordingly, UNEP is proposing a 1.3% increase in the total budget applying Executive Committee Decision 62/24 (b) (iv) and has made every effort to avoid an increase in the budget lines for activities in the 2015 CAP budget. In line with this decision, all activity lines have been maintained nearly at the 2014 level, with very slight decreases, with an adjustment to staff lines to cover annual increment and inflation.

UNEP undertook a review of the actual annual expenditure for the CAP for the period 2012-2013 and this was compared with the actual expenditure for the current year up to August 2014 in order to have more accurate projections for 2015. This analysis indicated that the CAP budget is currently just adequate to cover the operations of UNEP. It should be noted that UNEP returned US\$ 532,039 to the 72nd Executive Committee from balances and staff savings from vacant posts. This represented 5.2% of the overall 2013 budget approved. The vacant posts are currently under recruitment.

The proposed budget is based on discussions with different regional CAP teams for most cost effective approaches for CAP. In revising the budget, the programme was adjusted to assure full requirements of the 2015 workprogramme. CAP sought to decrease communication costs and proposes decreases in certain lines, which would not significantly impact CAP activities and or service. This would also maintain the current overall increase of 1.3%.

Staffing lines and budget

UNEP has considered the requirements of each of the CAP teams in the Regions and Paris, and proposes a redistribution of allocations between budget lines that meets the requirements of the individual CAP teams and is also in line with Executive Committee decisions on regionalization of CAP resources.

BL 1333 ROWA Regional Outreach Assistant HPMP. At the 62nd Executive Committee (2011), it was decided that based on the anticipated needs for more support at the regional level for assistance to Article 5 countries, the P3 post- Information Officer in Paris was cancelled, and the budget used for the creation of the information-related Regional Outreach Assistant G-posts in the regions. In ROWA, due to lack of funds, only a part time G6 post-50%, was established. Due to the growing emphasis on the regional delivery of information, communication and education services in this region, we propose to finance this post to 100%, with additional funds offset from a reduction of the BL 2130- ROWA, Sub contracts with supporting organizations and budget decrease from US\$ 50 000\$ to US\$ 20 000.

UNEP will also continue to consider the special needs of the Africa region in light of the long term illness of the Senior Regional Network Coordinator and the need for re-enforcing the Anglophone and Francophone networks.

BL 1141 ROA Senior Regional Network Coordinator. The incumbent on this post has been on long term sick leave and the Staff Member will be on medical pension in the next months. With the savings from the vacant Senior Network Coordinator post (P5), we propose to establish posts for the two African networks. The two networks in Africa, i.e. Francophone and Anglophone comprise 26 and 28 countries respectively. These Networks are two times the size of any other network. Yet, despite their size, the Africa networks are managed by an RNC and one Professional staff, similar arrangements for other networks. Moreover, the Africa CAP team has only two G support staff. We therefore propose to establish two P2 posts to work with each Network (1146 and 1147) and a G6 post to work with the Francophone Network (1344). Additional costs for the G6 post (approximately US\$ 12 000) will be offset mainly by a reduction in item BL 1317, Temporary Assistance for CAP.

BL 1317 Temporary Assistance CAP. The budget line 1317, “Temporary Assistance CAP,” was created to be used in time of peak workload contingency, maternity and sick leave replacements (according to UN regulations) (UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/20 and UNEP/OzL.Pro/ExCom/41/21), and back-stopping the regional CAP teams when staff were on maternity or medical leave, or during long periods of recruitment processes. In light of the current staffing situation in the ROA CAP team, with only two G staff, and following on the recommendations of the 2013 CAP Advisory Group, in 2014 this line was used to backstop the Africa region. This Temporary Assistance CAP Budget Line was also used to backstop the ROWA office due to the maternity leave of a staff member. Following on the offset of US\$ 12,000 above, the funds remaining in budget line 1317 (US\$ 63,000) will be used to meet leave and workload contingencies in Africa and other regions.

BL 1105 Monitoring and Administration Officer. The post level will be changed from ‘P4’ to reflect ‘P3/P4’. There is zero budget on this line and no cost to Executive Committee.

Reprioritisation of resources

Reprioritisation of resources for 2014 will be reported to the Executive Committee, at the end of the fiscal year 2014. This will continue to be done in total respect for and in compliance with Decision 68/18(b)(ii), on a needs basis and based on “changing priorities.”

The 2015 budget proposal reflects an internal analysis of the CAP structure, staff roles and responsibilities, the distribution of resources within CAP (between the individual Regions, as well as between Regions and Paris), and whether the level and type of services provided by the current CAP team match the new circumstances.

The reprioritisation of resources for 2015 is proposed as follows:

- BL 1101 – Head of Branch salary. Previously budgeted for ten months, now modified to include twelve months.
- BL 1650 - ROLAC Staff travel. Decreased by US\$ 20,000 and transferred to BL 3350, in order to meet increased costs for travel of NOOs.
- BL 2110 - ECA Sub-contracts with supporting organizations. Decreased by US\$ 10,000.
- BL 2140 - ROA Sub - contracts with supporting organizations. Decreased by US\$ 15,000.
- BL 2220 - ROAP Regional awareness. Decreased by US\$ 5,000.
- BL 2230 - ROWA Regional awareness. Decreased by US\$ 10,000.
- BL 2250 - ROLAC Regional awareness. Decreased by US\$ 10,000.
- BL 3220 - ROAP South- South cooperation. Decreased by US\$ 5,000.
- BL 3250 - ROLAC South –south cooperation. Decreased by US\$ 5,000.
- BL 4301 – Office rental Paris & ECA. Decreased by US\$ 20,000
- BL 5301 - Communication and dissemination - Paris and ECA. Decreased by US\$ 55,000.
- BL 3350 - ROLAC Network meeting. Increased by US\$ 20,000.

Reallocations

In accordance with Decision 65/17 (b)(ii) and earlier decisions by which the Executive Committee encouraged UNEP to “continue to extend the prioritization of funding between CAP budget lines so as to accommodate changing priorities,” UNEP is providing the following details on the reallocations made in this budget:

- BL 2130- ROWA Sub-contracts with supporting organizations. Decreased from US\$ 50,000 to US\$ 20 000 in order to fund full time G6 post – HPMP Outreach Assistant.
- BL 1650 - ROLAC staff travel. The budget has been reduced by US\$ 20,000, and funds moved to increase BL 3350 - ROLAC Network meeting. The BL 3350 is now raised by US\$ 20,000.



United Nations Environment Programme

برنامج الأمم المتحدة للبيئة • 联合国环境规划署
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT • PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL MEDIO AMBIENTE
ПРОГРАММА ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ ПО ОКРУЖАЮЩЕЙ СРЕДЕ

ANNEX 1F : CAP PARTNERSHIPS FOR OZONE PROTECTION AND CLIMATE CO-BENEFITS

UNEP continues to participate in a range of partnerships at the international, regional and local levels for which some CAP staff time is used, but which involve no financing. The partnerships cover the promotion of low-GWP refrigeration and air conditioning technology, customs training, compliance and enforcement, combatting illegal ODS trade, energy efficiency, and standards. The partners include international organisations, professional associations, NGOs, training institutions and the private sector (see table 1 below).

Decision XIX/6 of the Meeting of the Parties accelerated the phase-out of production and consumption of HCFCs. It also encouraged Parties “to promote the selection of alternatives to HCFCs that minimise environmental impacts, in particular impacts on climate, as well as meeting other health, safety and economic considerations, taking into account global-warming potential, energy use and other relevant factors.” HPMPs include a section that addresses the extent to which the benefits beyond those associated with the ODP value of phasing out HCFCs could be addressed through financial incentives and opportunities for co-financing and how such programmes could be implemented. Decision 54/39(h) of the Executive Committee encourages countries and agencies to explore potential financial incentives and opportunities for additional resources to maximize the environmental benefits from HPMPs. Partnerships with other financial mechanisms, governments and initiatives are necessary to implement this decision, and UNEP continues to reach out to various non-Multilateral Fund entities to obtain additional financial and technical support for Article 5 governments.

During the 2012-2014 period, UNEP has been successful in mobilising US\$ 11.3 million (inclusive of PSC) in additional financing to address Montreal Protocol objectives from sources outside of the Multilateral Fund (see table 2 below). These resources have been provided by the Climate and Clean Air Coalition (CCAC)¹, the European Commission (EC), and the United States Environmental Protection Agency for eight projects that seek to achieve both ozone protection and climate co-benefits in Article 5 countries:

- Regional Programme for Enhancing Institutional Capacity for HCFC Phase-out linked to Energy Efficiency and Climate benefits (Asia Pacific).
- Inventories of national consumption of alternatives to HCFCs (including HFCs and low-GWP alternatives) and identification/removal of barriers (Caribbean, Central Asia, South Asia, South East Asia).
- Maximising the climate benefits of the HCFC phase out (West Africa, Pacific Island Countries) through surveys, country-specific technology gap assessments, and training.
- Environmentally sound collection, management and destruction of ODS banks (Asia-Pacific).

These partnerships meet the needs of Article 5 countries articulated in their HPMPs under MOP Decision XIX/6, with the exception of the destruction of ODS banks, which meets broader Montreal Protocol objectives and will build on existing Multilateral Fund-supported ODS destruction pilot projects.

At the request of member states, UNEP has also submitted another four proposals to three donors – Australia, CCAC, Switzerland – for case studies, a policy compendium and national inventories, with a combined value at US\$ 322,640 (inclusive of PSC). These are still active and under consideration.

UNEP consistently informs potential partners that it will officially inform the Executive Committee about the use of its staff time for any project, and seek to maximize complementarity with Multilateral Fund projects and services. UNEP will recruit consultants to implement the projects, and CAP staff will provide overall supervision and reporting (up to 15% of staff time).

¹ UNEP is a CCAC Non-State Partner and has already implemented several conferences, workshops and publications in close cooperation with other Multilateral Fund agencies and partners.

The majority of CAP time and effort continues to be placed on compliance support of Article 5 countries, however some staff time is required for seeking these additional resources (proposal writing, negotiations, etc.) as well as for implementing projects once resources are secured (project management, administration, reporting, etc.).



United Nations Environment Programme

برنامج الأمم المتحدة للبيئة • 联合国环境规划署
 PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT • PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL MEDIO AMBIENTE
 ПРОГРАММА ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ ПО ОКРУЖАЮЩЕЙ СРЕДЕ

Report on CAP resource mobilisation for climate co-benefits

Table I: Major ongoing partnerships involving only CAP staff time

Country	Organisation	Type of organisation	Area of cooperation	Nature of cooperation
Global	Refrigerants, Naturally! Partnership	Private sector	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP and energy efficient refrigeration and freezing technology in point-of-sale applications.	Partnership includes Coca Cola Company, Pepsicola, Redbull and Unilever. UNEP and Greenpeace are supporters. Recognised by UNCSD as a Partnership for Sustainable Development.
Global	Green Customs Initiative	International organisation	Customs training, compliance and enforcement, combatting illegal ODS trade.	The partners are the secretariats of the relevant multilateral environmental agreements (Basel, Cartagena, CITES, Montreal, Rotterdam Stockholm), Interpol, the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons, UNEP, the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) and the WCO.
Global	World Customs Organisation (WCO) and its Regional Intelligence Liaison Offices (RILOs)	International organisation	Customs training, compliance and enforcement, combatting illegal ODS trade.	UNEP and WCO have a formal framework of cooperation (MOU).
Global	International Institute of Refrigeration (IIR)	Inter-Governmental Organization	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP and energy efficient refrigeration and air conditioning technology.	Sharing of technical information and expertise. Training and capacity building. Mutual participation in each other's events. Organisation of joint events. Production of joint magazine "International Special Issue" with UNEP and Centro Studi Galileo.
Global	ASHRAE	Professional association	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP & energy efficient refrigeration and air conditioning technology.	UNEP and WCO have a formal framework of cooperation (annual workplan). Development of joint project under Multilateral Fund. Organisation of joint events.
Global	AREA / Centro Studi Galileo	Professional association	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP & energy efficient refrigeration and freezing technology.	Sharing experience on strengthening RAC associations, training, certification, technology transfer & innovation with the network countries

Country	Organisation	Type of organisation	Area of cooperation	Nature of cooperation
National	Vocational training institutes/colleges	Training institution	Training and capacity building related to ozone-friendly low-GWP & energy efficient refrigeration and air conditioning technology.	Training related to HPMP implementation.
National	Bilateral partners of the networks	Montreal Protocol focal points	Montreal Protocol implementation	Sharing experience of non-A5 countries (and former accession countries to the EU) on legislation, policy setting, enforcement, training, certification etc. with the network countries
National	Serbian RAC associations KGH	Professional association	Promoting adoption of ozone-friendly low-GWP & energy efficient refrigeration and air conditioning technology.	Organizatiion of roundtables on ozone- and climate-friendly technologies and exhibition booth during the annual international KGH congresses in Belgrade, Serbia and inclusion of Ozone Pages in quaterly KGH journal, in cooperation with UNIDO and NOU Serbia
Global and national	Various international (WHO, WMO, UNESCO, UNICEF, AIBD) and national organisation (UNESCO Associated Schools, Eco-schools)	IO/NGO	Promoting long-term sustainability of Montreal Protocol and ozone layer protection.	Protional activities and outreach of OzonAction clearinghouse activities and tools, in-kind contribution, translation of audio-visuals and publication into local languages, promoting technical, policy and scientific information to wider audiences

Report on CAP resource mobilisation for climate co-benefits

Table 2: Co-funding secured and proposed

Type	Country	Project	Funding source	Project duration (months)
ONG	Asia Pacific	“Regional Programme for Enhancing Institutional Capacity for HCFC Phase-out linked to Energy Efficiency and Climate benefits in Asia Pacific”	USEPA	36
ONG	Bahamas	HFC & low GWP inventory	CCAC	14
ONG	Cambodia	HFC & low GWP inventory	CCAC	14
ONG	Kyrgyzstan	HFC & low GWP inventory	CCAC	14
ONG	Maldives	HFC & low GWP inventory	CCAC	14
ONG	Mongolia	HFC & low GWP inventory	CCAC	14
ONG	Asia Pacific, Africa	Maximising the climate benefits of the HCFC phase out	EC	42
ONG	Asia Pacific	Environmentally sound collection, management and destruction of ODS banks in developing countries	EC	48
Proposed	Fiji	HFC & low GWP inventory	Australia	14
Proposed	Global	Global compilation of policies, legislation and regulations related to HFCs and to GWP alternatives	CCAC	12
Proposed	Global	Case studies on low-GWP alternatives (commercial and transport refrigeration)	CCAC	12
Proposed	Belize	Co-funding of Belize HPMP stage I for low-GWP refrigerant safety	Switzerland	12

Annex 2A - Country-specific CAP services delivered in 2014*

* October 2013-August 2014

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
ROA -E	Angola	Policy support	Provide support to NOU staff on how to implement IS activities. Guide NOU on enforcement of ODS Regulations, HPMP implementation and collection and reporting of accurate ODS data	X	X	COM	NOU operational and implementation of IS project activities and ODS regulations progressing well. Country reported accurate 2013 ODS data
ROA -E	Botswana	Establishment of licensing and quota system	Assistance in establishment of licensing and quota system	X	X	ONG	The Government approved Meteorology Act, ODS Regulations drafted under the New Act and submitted to cabinet for approval.
ROA -E	Egypt	Networking	Ensure sustained participation of the country in all network activities including hosting of network meeting.			COM	NOU participated in both Network and Thematic meetings
ROA -E	Eritrea	HCFC phase out support	Provide assistance in training the new Ozone Officer and fast track implementation of delayed HPMP activities	X	X	ONG	Newly appointed Ozone Officer has already been briefed by CAP on all delayed activities and agreed on the action plan to fast track the implementation. CAP assisted the country to report 2012 and 2013 ODS data and is in compliance with the Montreal Protocol
ROA -E	Eritrea	Policy support	Assist NOU to fast track implementation of HPMP activities and ODS regulation including establishment of enforceable HCFC licensing and quota system	X	X	ONG	Newly appointed Ozone Officer has already been briefed by CAP on all delayed activities and agreed on the action plan to fast track the implementation. CAP assisted the country to report 2012 and 2013 ODS data and is in compliance with the Montreal Protocol
ROA -E	Ethiopia	Institutional strengthening	Provide technical support for the implementation of the IS project and train the newly appointed Ozone Officer		X	COM	New Ozone Officer very active and implementation of all activities progressing well. The country hosted Joint Network meeting
ROA -E	Gambia	HCFC phase out support	Assist country in implementing HPMP second tranche activities and provide guidance on accurate data collection		X	COM	Country completed first tranche HPMP and had the second tranche approved at the 71 Ex-com. Implementation of second tranche progressing well
ROA -E	Ghana	Networking	Ensure sustained participation of the country in all network activities	X		COM	
ROA -E	Ghana	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience among countries in the region on HCFC phase out.			COM	NOU participated in both Network and Thematic meetings and sharing experiences with other countries
ROA -E	Kenya	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience among countries in the region on HCFC phase out.			COM	NOU participated in both Network and Thematic meetings and sharing experiences with other countries
ROA -E	Lesotho	Capacity building	Provide Policy support in the implementation of the newly approved ODS Regulations		X	COM	

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
ROA -E	Libyan Arab Jamahiriya	Networking and ratification	Ensure sustained participation of the country in all network activities including hosting of network meeting. Assist country in ratifying the amendments			COM	NOU participated in both Network and Thematic meetings and sharing experiences with other countries. Country ratified all Amendments
ROA -E	Malawi	HCFC phase out support	Assist the country in implementing enforceable HCFC licensing and quota system		X	COM	Country implementing HCFC licensing and quota system
ROA -E	Mauritius	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience among countries in the region on HCFC phase out and assist the country in implementing IS Project activities effectively.			COM	NOU participated in both Network and Thematic meetings and sharing experiences with other countries.
ROA -E	Mozambique	Capacity building	Assist the NOU in implementing HPMP and IS activities effectively despite the language barrier.		X	COM	
ROA -E	Mozambique	HCFC phase out support	Assist the country in reporting accurate ODS data to both OS and MLFS		X	COM	Country submitted accurate data for 2013
ROA -E	Namibia	Institutional strengthening	Provide technical support for the implementation of the IS project and train the newly appointed ozone Coordinator		X	COM	
ROA -E	Nigeria	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience among countries in the region on HCFC phase out.		X	COM	NOU participated in both Network and Thematic meetings and shared experiences with other countries on hydrocarbon project
ROA -E	Rwanda	HCFC phase out support	Coordinate training programme for refrigeration technicians and Enforcement Officers.		X	COM	Country completed first tranche of the HPMP and had the second tranche approved at the 70 Ex-com. Training of technicians progressing well and the country hosted thematic meeting on Certification schemes and strengthening of refrigeration activities
ROA -E	Rwanda	Data reporting	Assist country to report accurate ODS data			COM	
ROA -E	Seychelles	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience among countries in the region on HCFC phase out and certification programme				NOU participated in both Network and Thematic meetings and sharing experiences with other countries.
ROA -E	Sierra Leone	Data reporting	Assist country to report accurate data on time		X	COM	
ROA -E	Somalia	Capacity building	Continue assisting the NOU in Somalia in the management of Phase-out in the current difficult situation in the country.	X		COM	
ROA -E	South Africa	Networking	Ensure sustained participation of the country in all network activities including hosting of network meeting.		X	COM	NOU participated in Joint Network meeting and shared experiences with other countries
ROA -E	Tanzania, United Republic of		Coordinate the implementation of the HCFC Phase-out Management Plan	X	X	COM	
ROA -E	South Sudan	Institutional Strengthening	Assist country in establishing NOU and licensing and quota system	X		ONG	NOU was established and Ozone Officer participated in Network meeting. Political unrest has delayed implementation of activities. CAP assisted the country in reporting 2012 and 2013 ODS data and is in compliance with the Montreal Protocol

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
ROA -E	Sudan	South-South cooperation	Involve the NOU in the exchange of experience among countries in the region on HCFC phase out.		X	COM	NOU participated in both Network and Thematic meetings and shared experiences with other countries
ROA -E	Swaziland	Capacity building	Coordinate train-the-trainers programme for refrigeration technicians and Enforcement Officers.	X	X	COM	
ROA -E	Swaziland	Data reporting	Assist the country in reporting accurate ODS data			COM	Country submitted accurate data for 2013
ROA -E	Tanzania, United Republic of	Institutional Strengthening	Assist country in implementing IS project activities and report accurate ODS data to both OS and MLFS on time	X	X	COM	
ROA -E	Uganda	Institutional Strengthening	Assist the NOU in sending pending IS Project reports for the previous phase and prepare request for a new IS project	X	X	COM	NOU prepared IS renewal request
ROA -E	Zambia	HCFC phase out support	Assist the NOU to share good experiences in Certification programme for technicians and Refrigeration Association		X	COM	Country presented case of Zambia on certification scheme and refrigeration association during network meetings
ROA -E	Zimbabwe	HCFC phase out support	Involve the NOU in the exchange of experience among countries in the region on HCFC phase out (Note: CAP is not currently a Lead or Cooperating Agency for this country's HPMP)			COM	NOU participated in both Network and Thematic meetings and shared experiences with other countries
ROA-F	Algeria	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting on line. Submission of reports due and re-start of IS activities			COM	CAP undertook a mission in Algiers to train the new ozone team on online data reporting and IS reporting.
ROA-F	Mauritania	Policy support	Ratification of Beijing Amendment and start of HPMP preparation. CAP has already visited the country and advised the country on the ratification process. As soon as the audit is done, CAP will assist the country in developing and submitting its HPMP			ONG	The Beijing amendment has been approved by the National Assembly and the Senate in July 2014. The final step is the signature by the head of state and submission to New York.
ROA-F	Morocco	Institutional Strengthening	Assist the existing NOO to restart IS activities through direct implementation or local UNDP. The NOU is not capable to open its own bank account. UNEP will suggest the direct implementation or the implementation through the local UNDP.				CAP and the Ozone Officer agreed to close the IS project.
ROA-F	Tunisia	HCFC phase out support	Assist the country in the HPMP preparation	X		ONG	HPMP tranche 1 approved with a non-investment component. UNEP, UNIDO and Tunisia launched the implementation of the HPMP tranche 1 activities
ROA-F	Burkina Faso	Institutional Strengthening and Capacity building	Training of the newly appointed Ozone Officer on data collection and reporting.	X	X	ONG	CAP organised a mission in Ouagadougou to train and guide the new Ozone Officer and launch the implementation of the HPMP tranche 2 activities
ROA-F	Gabon	Data reporting	Monitor online reporting of Article 7 and Country Programme data	X	X	ONG	Recurrent - country reported CP data for 2013 which indicates compliance with HCFC consumption in 2013

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
ECA	Albania	Capacity building	Facilitation of regional cooperation between national RAC associations and involvement in selected ECA network activities	X		ONG	Recurrent activity - RAC experts participated in thematic meetings on HPMP implementation in Zadar and Bishkek in September 2013, received regular email communications and had access to ECAcool website - Albanian expert participated in KGH conference in Belgrade
ECA	Albania	Compliance	Monitoring of ODS consumption, Article 7 data reporting, licensing & quota system, trade with non-Parties	X		ONG	Recurrent activity - country was in compliance in 2013
ECA	Albania	Data reporting	Monitor reporting of Article 7 and Country Programme data (if possible online)	X	X	ONG	Recurrent - country reported CP data for 2013 and data reporting was discussed during NOU training in Paris in January 2014
ECA	Albania	Enforcement of MP trade provisions	Promotion of informal Prior Informed Consent (iPIC) , designation of Customs focal point for the Montreal Protocol, analysis of differences / discrepancies between reported trade data, ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers, involvement of Customs Officers in selected ECA network activities	X	X	ONG	Recurrent activity - country received ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers during Customs Cooperation Meeting in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina in May 2014
ECA	Albania	HCFC phase out support	Assistance to support HCFC phase-out through ECA network activities, policy setting, private sector partnership, strengthening of national RAC associations, sharing of technology information and case studies	X	X	ONG	Recurrent activity
ECA	Albania	HCFC phase out support	Implementation of non-investment components of HPMP Stage I (with UNIDO as lead agency)	X	X	ONG	Project ongoing
ECA	Albania	Institutional Strengthening	Implementation and renewal of IS project (if due)	X	X	ONG	Recurrent activity
ECA	Albania	Policy support	Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, creating enabling conditions through training & certification schemes, labelling requirements, review of industry standards	X	X	ONG	Recurrent - status table on HCFC policy measures has been up-dated and status of quota systems reviewed, presentations on training, certification, standards during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014
ECA	Albania	Regional awareness raising	Assistance on regional awareness raising and Ozone Day celebrations		X	ONG	Recurrent
ECA	Albania	Technical assistance	Contact group meeting on sharing experiences from implementation of disposal / destruction projects		X	COM	Session on disposal during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014 with presentations on the regional ECA destruction project in Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro (UNEP / UNIDO) as well as destruction projects in Georgia (UNDP), Turkey (UNIDO) and CEIT countries (UNIDO)
ECA	Armenia	Capacity building	Facilitation of regional cooperation between national RAC associations and involvement in selected ECA network activities	X	X	ONG	Recurrent activity - RAC experts participated in thematic meetings on HPMP implementation in Zadar and Bishkek in September 2013, received regular email communications and had access to ECAcool website

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
ECA	Armenia	Compliance	Monitoring of ODS consumption, Article 7 data reporting, licensing & quota system, trade with non-Parties	X	X	ONG	Recurrent activity - country was in compliance in 2013
ECA	Armenia	Data reporting	Monitor reporting of Article 7 and Country Programme data (if possible online)	X	X	ONG	Recurrent - country reported CP data for 2013
ECA	Armenia	Enforcement of MP trade provisions	Promotion of informal Prior Informed Consent (iPIC) , designation of Customs focal point for the Montreal Protocol, analysis of differences / discrepancies between reported trade data, ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers, involvement of Customs Officers in selected ECA network activities	X	X	ONG	Recurrent
ECA	Armenia	HCFC phase out support	Assistance to support HCFC phase-out through ECA network activities, policy setting, private sector partnership, strengthening of national RAC associations, sharing of technology information and case studies	X	X		
ECA	Armenia	HCFC phase out support	Implementation of non-investment components of HPMP Stage I (with UNDP as lead agency) and preparation of HPMP Stage II	X	X	ONG	Project ongoing
ECA	Armenia	Policy support	Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, creating enabling conditions through training & certification schemes. Labelling requirements, review of industry standards	X	X	ONG	Recurrent - status table on HCFC policy measures has been up-dated and status of quota systems reviewed, presentations on training, certification, standards during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014
ECA	Armenia	Regional awareness raising	Assistance on regional awareness raising and Ozone Day celebrations		X	COM	Recurrent
ECA	Bosnia & Herzegovina	Capacity building	Country-to-country assistance to help creating and strengthening national RAC association	X	X	REP	As agreed during ECA network meeting in Sarajevo in May 2015, the activity has been rescheduled for 2015
ECA	Bosnia & Herzegovina	Capacity building	Facilitation of regional cooperation between national RAC associations and involvement in selected ECA network activities	X	X	ONG	Recurrent activity - RAC experts participated in thematic meetings on HPMP implementation in Zadar and Bishkek in September 2013, received regular email communications and had access to ECAcool website
ECA	Bosnia & Herzegovina	Compliance	Monitoring of ODS consumption, Article 7 data reporting, licensing & quota system, trade with non-Parties	X	X	ONG	Recurrent - verification report indicates potential non-compliance with HCFC consumption in 2013
ECA	Bosnia & Herzegovina	Data reporting	Monitor reporting of Article 7 and Country Programme data (if possible online)	X	X	ONG	Recurrent - country reported CP data for 2013 - verification report indicates potential non-compliance with HCFC consumption in 2013

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
ECA	Bosnia & Herzegovina	Enforcement of MP trade provisions	Promotion of informal Prior Informed Consent (iPIC) , designation of Customs focal point for the Montreal Protocol, analysis of differences / discrepancies between reported trade data, ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers, involvement of Customs Officers in selected ECA network activities - NOU Bosnia & Herzegovina will host the ECA network meeting with Customs Officers	X	X	ONG	Recurrent activity - country received ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers during Customs Cooperation Meeting in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina in May 2014
ECA	Bosnia & Herzegovina	HCFC phase out support	Assistance to support HCFC phase-out through ECA network activities, policy setting, private sector partnership, strengthening of national RAC associations, sharing of technology information and case studies	X			
ECA	Bosnia & Herzegovina	Policy support	Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, creating enabling conditions through training & certification schemes. labelling requirements, review of industry standards	X		ONG	Recurrent - status table on HCFC policy measures has been up-dated and status of quota systems reviewed, presentations on training, certification, standards during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014
ECA	Bosnia & Herzegovina	Regional awareness raising	Assistance on regional awareness raising and Ozone Day celebrations - sub-regional project on urban space and refrigeration - good and bad practices for AC in buildings			COM	Recurrent - sub-regional on urban space and refrigeration was removed from the ECA work programme
ECA	Bosnia & Herzegovina	Technical assistance	Implementation of ECA disposal / destruction project (jointly with UNIDO)		X		
ECA	Bosnia & Herzegovina	Technical assistance	Contact group meeting on sharing experiences from implementation of disposal / destruction projects		X	COM	Session on disposal during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014 with presentations on the regional ECA destruction project in Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro (UNEP / UNIDO) as well as destruction projects in Georgia (UNDP), Turkey (UNIDO) and CEIT countries (UNIDO)
ECA	Croatia	Capacity building	Facilitation of regional cooperation between national RAC associations and involvement in selected ECA network activities	X		ONG	Recurrent activity - RAC experts participated in thematic meetings on HPMP implementation in Zadar and Bishkek in September 2013, received regular email communications and had access to ECAcool website
ECA	Croatia	Compliance	Monitoring of ODS consumption, Article 7 data reporting, licensing & quota system, trade with non-Parties	X		COM	Recurrent - country is in compliance in 2013
ECA	Croatia	Data reporting	Monitor reporting of Article 7 and Country Programme data (if possible online)	X		ONG	Recurrent - country reported CP data for 2013

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Renrioritized)	Comment
ECA	Croatia	Enforcement of MP trade provisions	Promotion of informal Prior Informed Consent (iPIC) , designation of Customs focal point for the Montreal Protocol, analysis of differences / discrepancies between reported trade data, ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers, involvement of Customs Officers in selected ECA network activities	X		ONG	Recurrent
ECA	Croatia	HCFC phase out support	Assistance to support HCFC phase-out through ECA network activities, policy setting, private sector partnership, strengthening of national RAC associations, sharing of technology information and case studies	X		COM	Non-Article 5 country since 1 January 2014
ECA	Croatia	Institutional Strengthening	Implementation and renewal of IS project (if due)	X		COM	Non-Article 5 country since 1 January 2014
ECA	Croatia	Policy support	Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, creating enabling conditions through training & certification schemes. labelling requirements, review of industry standstards	X		ONG	Recurrent - status table on HCFC policy measures has been up-dated and status of quota systems reviewed, presentations on training, certification, standards during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014
ECA	Croatia	Regional awareness raising	Assistance on regional awareness raising and Ozone Day celebrations - sub-regional project on urban space and refrigeration - good and bad practices for AC in buildings			ONG	Recurrent - sub-regional on urban space and refrigeration was removed from the ECA work programme
ECA	Croatia	Technical assistance	Implementation of ECA disposal / destruction project (jointly with UNIDO)		X	ONG	
ECA	Croatia	Technical assistance	Contact group meeting on sharing experiences from implementation of disposal / destruction projects		X	COM	Session on disposal during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014 with presentations on the regional ECA destruction project in Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro (UNEP / UNIDO) as well as destruction projects in Georgia (UNDP), Turkey (UNIDO) and CEIT countries (UNIDO)
ECA	Georgia	Capacity building	Facilitation of regional cooperation between national RAC associations and involvement in selected ECA network activities	X		COM	Recurrent activity - RAC experts participated in thematic meetings on HPMP implementation in Zadar and Bishkek in September 2013, received regular email communications and had access to ECAcool website - Georgian expert participated in KGH conference in Belgrade
ECA	Georgia	Compliance	Monitoring of ODS consumption, Article 7 data reporting, licensing & quota system, trade with non-Parties	X		COM	Recurrent - country is in compliance in 2013
ECA	Georgia	Data reporting	Monitor reporting of Article 7 and Country Programme data (if possible online)	X		ONG	Recurrent - country reported CP data for 2013

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
ECA	Georgia	Enforcement of MP trade provisions	Promotion of informal Prior Informed Consent (iPIC) , designation of Customs focal point for the Montreal Protocol, analysis of differences / discrepancies between reported trade data, ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers, involvement of Customs Officers in selected ECA network activities	X		ONG	Recurrent activity - country received ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers during Customs Cooperation Meeting in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina in May 2014
ECA	Georgia	HCFC phase out support	Assistance to support HCFC phase-out through ECA network activities, policy setting, private sector partnership, strengthening of national RAC associations, sharing of technology information and case studies	X			
ECA	Georgia	Policy support	Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, creating enabling conditions through training & certification schemes. labelling requirements, review of industry standards	X		ONG	Recurrent - status table on HCFC policy measures has been up-dated and status of quota systems reviewed, presentations on training, certification, standards during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014
ECA	Georgia	Regional awareness raising	Assistance on regional awareness raising and Ozone Day celebrations			ONG	Recurrent
ECA	Kyrgyzstan	Capacity building	Facilitation of regional cooperation between national RAC associations and involvement in selected ECA network activities	X	X	ONG	Recurrent activity - RAC experts participated in thematic meetings on HPMP implementation in Zadar and Bishkek in September 2013, received regular email communications and had access to ECAcool website
ECA	Kyrgyzstan	Compliance	Monitoring of ODS consumption, Article 7 data reporting, licensing & quota system, trade with non-Parties	X	X	ONG	Recurrent - country is in compliance in 2013
ECA	Kyrgyzstan	Data reporting	Monitor reporting of Article 7 and Country Programme data (if possible online)	X	X	ONG	Recurrent - country reported CP data for 2013
ECA	Kyrgyzstan	Enforcement of MP trade provisions	Promotion of informal Prior Informed Consent (iPIC) , designation of Customs focal point for the Montreal Protocol, analysis of differences / discrepancies between reported trade data, ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers, involvement of Customs Officers in selected ECA network activities	X	X	ONG	Recurrent activity - country received ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers during Customs Cooperation Meeting in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina in May 2014
ECA	Kyrgyzstan	HCFC phase out support	Assistance to support HCFC phase-out through ECA network activities, policy setting, private sector partnership, strengthening of national RAC associations, sharing of technology information and case studies	X	X		
ECA	Kyrgyzstan	HCFC phase out support	Implementation of non-investment components of HPMP Stage I (with UNDP as lead agency) and preparation of HPMP Stage II	X	X	ONG	Project ongoing
ECA	Kyrgyzstan	Institutional Strengthening	Implementation and renewal of IS project (if due)	X	X	ONG	Recurrent

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Renrioritized)	Comment
ECA	Kyrgyzstan	Policy support	Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, creating enabling conditions through training & certification schemes. labelling requirements, review of industry standstads	X	X	ONG	Recurrent - status table on HCFC policy measures has been up-dated and status of quota systems reviewed, presentations on training, certification, standards during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014
ECA	Kyrgyzstan	Regional awareness raising	Assistance on regional awareness raising and Ozone Day celebrations		X	ONG	Recurrent
ECA	Kyrgyzstan	South-South cooperation	Contact group meeting on HCFC phase-out in buildings with building planners and RAC experts	X	X	REP	Rescheduled for 2015 as per discussions during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014
ECA	Kyrgyzstan	South-South cooperation	Contact group meeting on implication of joining the Customs Union between Russia, Belarus and Kazakhstan as an Article 5 country	X	X	COM	Meeting held in Minsk, Belarus, March 2014 with participation of representatives of Russia, Kazakhstan, Belarus, Armenia, Kyrgyzstan, Tajikistan (jointly organised by UNDP, UNEP and UNIDO)
ECA	Macedonia FYR	Capacity building	Facilitation of regional cooperation between national RAC associations and involvement in selected ECA network activities	X		ONG	Recurrent activity - RAC experts participated in thematic meetings on HPMP implementation in Zadar and Bishkek in September 2013, received regular email communications and had access to ECAcool website
ECA	Macedonia FYR	Compliance	Monitoring of ODS consumption, Article 7 data reporting, licensing & quota system, trade with non-Parties	X		ONG	Recurrent - country is in compliance in 2013
ECA	Macedonia FYR	Data reporting	Monitor reporting of Article 7 and Country Programme data (if possible online)	X		ONG	Recurrent - country reported CP data for 2013
ECA	Macedonia FYR	Enforcement of MP trade provisions	Promotion of informal Prior Informed Consent (iPIC) , designation of Customs focal point for the Montreal Protocol, analysis of differences / discrepancies between reported trade data, ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers, involvement of Customs Officers in selected ECA network activities	X		ONG	Recurrent
ECA	Macedonia FYR	HCFC phase out support	Assistance to support HCFC phase-out through ECA network activities, policy setting, private sector partnership, strengthening of national RAC associations, sharing of technology information and case studies	X			
ECA	Macedonia FYR	Policy support	Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, creating enabling conditions through training & certification schemes. labelling requirements, review of industry standstads	X		ONG	Recurrent - status table on HCFC policy measures has been up-dated and status of quota systems reviewed, presentations on training, certification, standards during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014
ECA	Macedonia FYR	Regional awareness raising	Assistance on regional awareness raising and Ozone Day celebrations - sub-regional project on urban space and refrigeration - good and bad practices for AC in buildings			ONG	Recurrent - sub-regional on urban space and refrigeration was removed from the ECA work programme

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
ECA	Macedonia FYR	Technical assistance	Contact group meeting on sharing experiences from implementation of disposal / destruction projects		X	COM	Session on disposal during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014 with presentations on the regional ECA destruction project in Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro (UNEP / UNIDO) as well as destruction projects in Georgia (UNDP), Turkey (UNIDO) and CEIT countries (UNIDO)
ECA	Moldova	Capacity building	Facilitation of regional cooperation between national RAC associations and involvement in selected ECA network activities	X	X	ONG	Recurrent activity - RAC experts participated in thematic meetings on HPMP implementation in Zadar and Bishkek in September 2013, received regular email communications and had access to ECAcool website
ECA	Moldova	Compliance	Monitoring of ODS consumption, Article 7 data reporting, licensing & quota system, trade with non-Parties	X	X	ONG	Recurrent - country is in compliance in 2013
ECA	Moldova	Data reporting	Monitor reporting of Article 7 and Country Programme data (if possible online)	X	X	ONG	Recurrent - country reported CP data for 2013
ECA	Moldova	Enforcement of MP trade provisions	Promotion of informal Prior Informed Consent (iPIC), designation of Customs focal point for the Montreal Protocol, analysis of differences / discrepancies between reported trade data, ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers, involvement of Customs Officers in selected ECA network activities	X	X	ONG	Recurrent
ECA	Moldova	HCFC phase out support	Assistance to support HCFC phase-out through ECA network activities, policy setting, private sector partnership, strengthening of national RAC associations, sharing of technology information and case studies	X	X		
ECA	Moldova	HCFC phase out support	Preparation of non-investment components of HPMP Stage II (with UNDP as lead agency)	X	X	COM	Preparatory project has been approved (with UNDP as lead agency)
ECA	Moldova	Institutional Strengthening	Implementation and renewal of IS project (if due).	X	X	ONG	Recurrent
ECA	Moldova	Policy support	Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, creating enabling conditions through training & certification schemes. labelling requirements, review of industry standards	X	X	ONG	Recurrent - status table on HCFC policy measures has been up-dated and status of quota systems reviewed, presentations on training, certification, standards during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014
ECA	Moldova	Regional awareness raising	Assistance on regional awareness raising and Ozone Day celebrations		X	ONG	Recurrent
ECA	Montenegro	Capacity building	Facilitation of regional cooperation between national RAC associations and involvement in selected ECA network activities	X		ONG	Recurrent activity - RAC experts participated in thematic meetings on HPMP implementation in Zadar and Bishkek in September 2013, received regular email communications and had access to ECAcool website

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
ECA	Montenegro	Compliance	Monitoring of ODS consumption, Article 7 data reporting, licensing & quota system, trade with non-Parties	X		ONG	Recurrent - country is in compliance in 2013
ECA	Montenegro	Data reporting	Monitor reporting of Article 7 and Country Programme data (if possible online)	X		ONG	Recurrent - country reported CP data for 2013
ECA	Montenegro	Enforcement of MP trade provisions	Promotion of informal Prior Informed Consent (iPIC) , designation of Customs focal point for the Montreal Protocol, analysis of differences / discrepancies between reported trade data, ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers, involvement of Customs Officers in selected ECA network activities	X		ONG	Recurrent activity - country received ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers during Customs Cooperation Meeting in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina in May 2014
ECA	Montenegro	HCFC phase out support	Assistance to support HCFC phase-out through ECA network activities, policy setting, private sector partnership, strengthening of national RAC associations, sharing of technology information and case studies	X			
ECA	Montenegro	Policy support	Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, creating enabling conditions through training & certification schemes. Labelling requirements, review of industry standards	X		ONG	Recurrent - status table on HCFC policy measures has been up-dated and status of quota systems reviewed, presentations on training, certification, standards during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014
ECA	Montenegro	Regional awareness raising	Assistance on regional awareness raising and Ozone Day celebrations - sub-regional project on urban space and refrigeration - good and bad practices for AC in buildings			ONG	Recurrent - sub-regional on urban space and refrigeration was removed from the ECA work programme
ECA	Montenegro	Technical assistance	Implementation of ECA disposal / destruction project (jointly with UNIDO)		X	ONG	Stakeholder consultation meetings in Montenegro and Bosnia and Herzegovina are scheduled for October 2014 with participation of Croatian experts
ECA	Montenegro	Technical assistance	Contact group meeting on sharing experiences from implementation of disposal / destruction projects		X	COM	Session on disposal during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014 with presentations on the regional ECA destruction project in Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro (UNEP / UNIDO) as well as destruction projects in Georgia (UNDP), Turkey (UNIDO) and CEIT countries (UNIDO)
ECA	Serbia	Capacity building	Facilitation of regional cooperation between national RAC associations and involvement in selected ECA network activities	X	X	ONG	Recurrent activity - RAC experts participated in thematic meetings on HPMP implementation in Zadar and Bishkek in September 2013, received regular email communications and had access to ECAcool website
ECA	Serbia	Compliance	Monitoring of ODS consumption, Article 7 data reporting, licensing & quota system, trade with non-Parties	X	X	ONG	Recurrent - country is in compliance in 2013
ECA	Serbia	Data reporting	Monitor reporting of Article 7 and Country Programme data (if possible online)	X	X	ONG	Recurrent - country reported CP data for 2013

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Renprioritized)	Comment
ECA	Serbia	Enforcement of MP trade provisions	Promotion of informal Prior Informed Consent (iPIC) , designation of Customs focal point for the Montreal Protocol, analysis of differences / discrepancies between reported trade data, ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers, involvement of Customs Officers in selected ECA network activities	X	X	ONG	Recurrent activity - country received ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers during Customs Cooperation Meeting in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina in May 2014
ECA	Serbia	HCFC phase out support	Assistance to support HCFC phase-out through ECA network activities, policy setting, private sector partnership, strengthening of national RAC associations, sharing of technology information and case studies	X	X		
ECA	Serbia	HCFC phase out support	Implementation of non-investment components of HPMP Stage I (with UNIDO as lead agency)	X	X	ONG	Project ongoing
ECA	Serbia	Policy support	Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, creating enabling conditions through training & certification schemes. labelling requirements, review of industry standards	X	X	ONG	Recurrent - status table on HCFC policy measures has been up-dated and status of quota systems reviewed, presentations on training, certification, standards during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014
ECA	Serbia	Regional awareness raising	Assistance on regional awareness raising and Ozone Day celebrations - sub-regional project on urban space and refrigeration - good and bad practices for AC in buildings		X	ONG	Recurrent - sub-regional on urban space and refrigeration was removed from the ECA work programme
ECA	Serbia	Regional awareness raising	Roundtable discussion and booth on ozone- & climate-friendly alternatives during annual RAC conference of the Serbian RAC association		X	ONG	Technology roundtable and booth has been jointly organised by NOU Serbia, Serbian RAC association KGH and UNEP in December 2013 and articles prepared for the quarterly KGH journal - the next conference is scheduled for December 2014
ECA	Serbia	Technical assistance	Contact group meeting on sharing experiences from implementation of disposal / destruction projects		X	COM	Session on disposal during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014 with presentations on the regional ECA destruction project in Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro (UNEP / UNIDO) as well as destruction projects in Georgia (UNDP), Turkey (UNIDO) and CEIT countries (UNIDO)
ECA	Turkey	Capacity building	Facilitation of regional cooperation between national RAC associations and involvement in selected ECA network activities	X	X	ONG	Recurrent activity - RAC experts participated in thematic meetings on HPMP implementation in Zadar and Bishkek in September 2013, received regular email communications and had access to ECACool website
ECA	Turkey	Compliance	Monitoring of ODS consumption, Article 7 data reporting, licensing & quota system, trade with non-Parties	X	X	ONG	Recurrent - country is in compliance in 2013
ECA	Turkey	Data reporting	Monitor reporting of Article 7 and Country Programme data (if possible online)	X	X	ONG	Recurrent - country reported CP data for 2013

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Renrioritized)	Comment
ECA	Turkey	Enforcement of MP trade provisions	Promotion of informal Prior Informed Consent (iPIC) , designation of Customs focal point for the Montreal Protocol, analysis of differences / discrepancies between reported trade data, ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers, involvement of Customs Officers in selected ECA network activities	X	X	ONG	Recurrent activity - country received ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers during Customs Cooperation Meeting in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina in May 2014
ECA	Turkey	HCFC phase out support	Assistance to support HCFC phase-out through ECA network activities, policy setting, private sector partnership, strengthening of national RAC associations, sharing of technology information and case studies	X	X	ONG	Recurrent - country participated in ECA network activities
ECA	Turkey	HCFC phase out support	Implementation of non-investment components of HPMP (with UNIDO as lead agency)	X	X	ONG	Project ongoing
ECA	Turkey	Policy support	Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, creating enabling conditions through training & certification schemes. labelling requirements, review of industry standards	X	X	ONG	Recurrent - status table on HCFC policy measures has been up-dated and status of quota systems reviewed, presentations on training, certification, standards during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014
ECA	Turkey	Regional awareness raising	Assistance on regional awareness raising and Ozone Day celebrations - sub-regional project on urban space and refrigeration - good and bad practices for AC in buildings		X	ONG	Recurrent - sub-regional on urban space and refrigeration was removed from the ECA work programme
ECA	Turkey	Technical assistance	Contact group meeting on sharing experiences from implementation of disposal / destruction projects		X	REP	Turkey did not participate in the ECA network meeting in Sarajevo in May 2014
ECA	Turkmenistan	Capacity building	Facilitation of regional cooperation between national RAC associations and involvement in selected ECA network activities	X		ONG	Recurrent activity - RAC experts participated in thematic meetings on HPMP implementation in Zadar and Bishkek in September 2013, received regular email communications and had access to ECAcool website
ECA	Turkmenistan	Compliance	Monitoring of ODS consumption, Article 7 data reporting, licensing & quota system, trade with non-Parties	X		ONG	Recurrent - country is in compliance in 2013
ECA	Turkmenistan	Data reporting	Monitor reporting of Article 7 and Country Programme data (if possible online)	X		ONG	Recurrent - country reported CP data for 2013
ECA	Turkmenistan	Enforcement of MP trade provisions	Promotion of informal Prior Informed Consent (iPIC) , designation of Customs focal point for the Montreal Protocol, analysis of differences / discrepancies between reported trade data, ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers, involvement of Customs Officers in selected ECA network activities	X		ONG	Recurrent - country offered to host the ECA network meeting and customs cooperation meeting (including award ceremony of the 4th edition of the award) in May 2016
ECA	Turkmenistan	HCFC phase out support	Assistance to support HCFC phase-out through ECA network activities, policy setting, private sector partnership, strengthening of national RAC associations, sharing of technology information and case studies	X		ONG	Recurrent - country participated in ECA network activities

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
ECA	Turkmenistan		Review of implementation status of HCFC policy measures including HCFC quota systems, creating enabling conditions through training & certification schemes. labelling requirements, review of industry standards	X		ONG	Recurrent - status table on HCFC policy measures has been up-dated and status of quota systems reviewed, presentations on training, certification, standards during ECA network meeting in Sarajevo in May 2014
ECA	Turkmenistan	Regional awareness raising	Assistance on regional awareness raising and Ozone Day celebrations			ONG	Recurrent
SA	Afghanistan	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	COM	Sent detailed email with relevant formats and guidance on process. Verification of 2013 data under HPMP will be completed in July 2014.
SA	Afghanistan	Monitoring & control of ODS trade	Pakistan - Afghanistan customs dialogue to be organised in Karachi. Participate/follow-up on Tehran dialogue on cross border customs cooperation with Pakistan - Iran -Turkmenistan	X		COM	An email to Pakistan Customs and Ozone Officer in Pakistan has been sent for coordinating this activity. HPMP officer during her mission to Iran recently coordinated with Iran NOO and there is a possibility of a dialogue being organised later in 2014 in Bandar Abbas.
SA	Afghanistan	Institutional strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project and strengthening the Ozone office	X		COM	Ongoing. UNEP, Kabul office is assisting in streamlining the implementation modalities and assisting with financial management.
SA	Afghanistan	Capacity building	Capacity building program for the new ozone officer.	X		COM	New NOO participated in the capacity building workshop that is being organised back to back with the network meeting in Colombo in May 2014.
SA	Afghanistan	ODS disposal/destruction	Participate in the regional project on ODS destruction.	X		ONG	Included in the Japan regional project submitted to the 72nd meeting. Is being withdrawn and may be submitted to the 73rd ExCom.
SA	Bangladesh	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Sent detailed email with relevant formats and guidance on process.
SA	Bangladesh	South-South cooperation	1. Facilitate the South-South cooperation with India, Nepal and Bhutan on the illegal trade targeted at HCFCs through a border dialogue in Bangladesh. 2. Training of new officers in NOU.	X		COM	1. Discussions have been initiated with the participating countries and will be organised after getting agreement of all the four countries on issues to be discussed and host country. 2. New NOO participated in the capacity building workshop that is being organised back to back with the network meeting in Colombo in May 2014.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
SA	Bangladesh	Thematic Activities	Information Exchange on standards in regard to Equipment, Good Practices (Code of Good Practice) and Safety	X		ONG	The country has been requested for informing specific areas where they need assistance. However, all technical material developed for the standard w/shop in Australia and other relevant information on ISO standards update has been provided to the country.
SA	Bangladesh	ODS disposal/destruction	Assist in the implementation of the ODS Destruction Project at Chittagong shipbreaking cluster and participate in the regional ODS destruction project.	X		ONG	Not included in Japan project as not a LVC. Is part of the EC project
SA	Bhutan	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Sent detailed email with relevant formats and guidance on process.
SA	Bhutan	South-South cooperation	1. Facilitate South-South collaboration with Nepal Refrigeration Training Institute on building capacity of refrigeration technicians; 2. Offering expertise of Royal Bhutan Customs for national enforcement training in other countries in the network; 3. Japan – Bhutan capacity-building of servicing technicians on alternative technologies.	X		REP	1. Discussions with Nepal completed and all assistance has been provided through technician training. Bhutan technicians also participated in the India TTT. Technical experts from Nepal and India are also in touch with the technicians and Bhutan NOO for developing the curriculum for the VTI in Bhutan as part of south-south cooperation. 2. Two customs officers from Bhutan assisted in delivering the TTT workshop in Nepal in Oct 2013 as part of south-south cooperation. 3. Dropped as Bhutan NOO felt they had received adequate assistance from Nepal and India already
SA	Bhutan	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project including assist in the IS renewal submission to the 64th ExCom.	X		ONG	Regular assistance is being provided on a daily basis. IS project will also be reviewed and monitored in detail during RNC mission in June 2014
SA	Bhutan	ODS disposal/destruction	Participate in the the regional project on ODS destruction	X		ONG	Not included in the Japan project as no ODS to be destroyed.
SA	China	Data reporting	Monitoring the Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Sent detailed email with relevant formats and guidance on process.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
SA	China	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate export licensing through iPIC in 2013 - include HCFCs; Assistance in prevention of illegal trade with ODS through the cross referencing of trade data; Continue to facilitate cooperation between China customs and neighbouring countries through follow-up on the Urumqi Dialogue and Mongolia dialogue	X		COM	China is actively participating in the iPIC process and assisting in sharing export data. Visits by DPR Korea, Malaysia, Thailand and Philippines has assisted these countries in sorting out many bilateral ODS trade issues. China Import export office will soon visit Indonesia and Singapore for similar bilateral ODS trade discussions on discrepancy of data. Mongolia mission in April 2014 will also discuss the need for follow up on Urumqi dialogue.
SA	China	CFC phase out support	Assistance in getting information from MBTOC, India and USA on alternatives to MB for ginger production. This will be done in consultation with UNIDO	X		COM	Relevant information from MBTOC provided to the country. UNIDO being the Lead Agency was consulted and informed of country's request. UNIDO confirmed that they are in touch with China on this issue and will take it up with them on their year end mission. Update from UNIDO is requested.
SA	India	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Sent detailed email with relevant formats and guidance on process.
SA	India	CFC phase out support	Close the MDI non investment project; Assist in finalising Technical Assistance activities relating to CFC production sector - activities needed post 2010.	X		COM	SSFA has been signed with the country and some remaining activities will be completed by 31.12.2014. HPMP Officer will convene a meeting during her mission end April along with ozone Officer and UNDP to finalise the time line for these remaining activities.
SA	India	Monitoring & control of ODS trade	Participate in the border dialogue on controlling & monitoring ODS trade between India, Bangladesh, Bhutan and Nepal to be organised by Bangladesh	X		ONG	A draft concept has been prepared to organise this with DRI, India, in December 2014. Negotiation on-going.
SA	Iran	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Sent detailed email with relevant formats and guidance on process.
SA	Iran	Monitoring & control of ODS trade	Organisation of high-level consultations on Tehran dialogue on ODS trade control with Pakistan-Turkmenistan-Afghanistan and follow-up on the recommendations of the Teheran dialogue.	X	X	COM	There is a possibility of a dialogue being organised later in 2014 in Bandar Abbas. Discussions with West Asia network have been initiated on the UAE issue but no progress has been made as yet because of certain technical issues relating to Dubai free port.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Renprioritized)	Comment
SA	Iran	CFC phase out support	Provide EUN support and assistance in monitoring and reporting .	X		COM	This issue will be taken up with UNIDO during the network meeting as they are the Lead Agency for MB project. Also there are discussions ongoing to organise a thematic meeting for a few countries on alternatives to MB for OPS in October 2014.
SA	Korea, DPR	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Sent detailed email with relevant formats and guidance on process.
SA	Korea, DPR	South-South cooperation	Capacity building with China (e.g. Study Visit of national stakeholders on alternatives to HCFCs and phase out approaches)	X		REP	A seven member DPR Korea delegation visited China for 8 days on a study tour. UNEP and UNIDO joined the tour. FECO spearheaded the south-south cooperation. A detailed report is being prepared.
SA	Korea, DPR	Institutional strengthening	Explore various options as per Excom Decision made at the 64th meeting to continue the implementation of the IS project.	X		ONG	A joint UNEP-UNIDO mission was organised during 28-20 April to discuss this issue. UNEP ROAP's Chief Administration and finance is also part of the mission. Discussions have been initiated with UNDP and certain other UN Agencies to find a solution to the fund disbursement issue.
SA	Korea, Republic of	Policy support	Facilitate export licensing through iPIC in 2010 - include HCFCs and MDIs in iPIC.	X		COM	Ongoing. The country is assisting in iPIC.
SA	Korea, Republic of	Compliance-related issues	Facilitate the redressal of compliance issue in regard to export from the Republic of Korea to non-parties.	X		COM	Country has also taken a decision not to export HCFCs to non-Parties to Copenhagen and Beijing Amendments. The country has raised the issue of import of CTC for a use that may not be a laboratory use. The country has been advised after consultations with CTCOC members that this issue may be referred to the next meeting of CTCOC for detailed review, lest the country gets into a non compliance position.
SA	Maldives	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Sent detailed email with relevant formats and guidance on process. A 7 data submitted and within compliance
SA	Maldives	Institutional strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project.	X		ONG	Regular assistance is being provided on a daily basis. IS project will also be reviewed and monitored in detail during RNC mission in June 2014. Based on the request from few countries, CAP is organising a one day thematic meeting on setting up RAC Association during the Colombo network meeting.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Renrioritized)	Comment
SA	Maldives	ODS disposal/destruction	Participate in the the regional project on ODS destruction.	X		ONG	Japan submitted to the 72nd ExCom meeting and has been included in the 2014 CAP services list. However, the project was not approved.
SA	Maldives	HCFC phase out support	Ozone-friendly resort implementation assistance in collobroation with TERI and NEFCO. Implementation of HPMP activitis	X	X	REP	Will be done under HPMP implementation.
SA	Maldives	South - South cooperation	Training of new officers in NOU.	X		COM	New NOO participated in the capacity building workshop that is being organised back to back with the network meeting in Colombo in May 2014.
SA	Mongolia	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Sent detailed email with relevant formats and guidance on process. Draft data reviewed and found in compliance
SA	Mongolia	Monitoring & control of ODS trade	Continue to facilitate cooperation between China customs and Mongolia through follow-up on the <u>Urumqi Dialogue and Mongolia dialogue</u>	X		COM	Mongolia mission in April 2014will discuss the need for follow up on Urumqi dialogue.
SA	Mongolia	Institutional strengthening	Provide technical assistance in managing the IS.	X		COM	Regular assistance is being provided on a daily basis. IS project will also be reviewed and monitored in detail during RNC mission in April 2014.
SA	Mongolia	South-South cooperation	Training of new officers in NOU.	X		COM	New NOO participated in the capacity building workshop that is being organised back to back with the network meeting in Colombo in May 2014.
SA	Mongolia	ODS disposal/destruction	Participate in the the regional project on ODS destruction.	X		ONG	No significant ODS found for destruction during the preparation of the Japan project submitted to the 72nd ExCom.
SA	Nepal	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Sent detailed email with relevant formats and guidance on process.
SA	Nepal	Capacity building	Assist Bhutan in building capacity of refrigeration technicians.	X		COM	NREMA, the Refrigeration Association of Nepal sent two trainers to Bhutan for their capacity building. They are also in touch with the technicians and NOO for developing the curriculum for the VTI in Bhutan.
SA	Nepal	ODS disposal/destruction	Participate in the the regional project on ODS destruction.	X		ONG	No significant ODS found for destruction during the preparation of the Japan project submitted to the 72nd ExCom.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Renrioritized)	Comment
SA	Nepal	Institutional strengthening	Provide technical assistance in managing the IS.	X		ONG	Regular assistance is being provided on a daily basis. IS project will also be reviewed and monitored in detail during RNC mission in July 2014.
SA	Pakistan	Capacity building	Capacity building of the ozone unit staff on collecting Article 7 and Country Programme data.	X		COM	New NOO participated in the capacity building workshop that is being organised back to back with the network meeting in Colombo in May 2014
SA	Pakistan	South-South cooperation	Facilitate the use of NOU Pakistan to assist other countries on Energy Efficiency.	X		ONG	Ongoing
SA	Pakistan	Monitoring & control of ODS trade	Pakistan - Afghanistan customs dialogue to be organised in Karachi. Participate/follow-up on Tehran dialogue on cross border customs cooperation with Pakistan - Iran -Turkmenistan.	X		REP	An email to Pakistan Customs and Ozone Officer in Pakistan has been sent for coordinating this activity with Afghanistan. HPMP officer during her mission to Iran recently coordinated with Iran NOO and there is a possibility of a dialogue being organised later in the year in Peshawar, Abbottabad
SA	Pakistan	Other	Collaboration with Pakistan Ozone Cell and HVAC Association to participate in Lahore Expo 2014 on RAC technologies	X		ONG	Did not happen because of institutional changes in the NPD. RD has written in April 2014 to the Secretary, Division of Climate Change in Pakistan to assist with organising this in 2015.
SA	Sri Lanka	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Sent detailed email with relevant formats and guidance on process. Data submitted and first country in the network to do so.
SA	Sri Lanka	South - South cooperation	Training of new officers in NOU.	X		COM	New NOO participated in the capacity building workshop that is being organised back to back with the network meeting in Colombo in May 2014
SA	Sri Lanka	Monitoring & control of ODS trade	Free Trade Zone and MP implementation	X			Relevant information has been provided but this event is not being organised because of certain technical issues.
SA	Sri Lanka	Thematic Activities	Information Exchange on standards in regard to Equipment, Good Practices (Code of Good Practice) and Safety	X	X	COM	The country has been requested for informing specific areas where they need assistance. However, all technical material developed for the standard w/shop in Australia and other relevant information on ISO standards update has been provided to the country.
SA	Sri Lanka	ODS disposal/destruction	Participate in the the regional project on ODS destruction.	X		ONG	Japan submitted to the 72nd ExCom meeting and has been included in the 2014 CAP services list. However, the project was not approved. Also is part of the EC project.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
SEA	Brunei Darussalam	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.	X		COM	The NOU has been contacted regularly on the quota system enforcement related matters.
SEA	Brunei Darussalam	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.	X		COM	Participation through iPIC online
SEA	Brunei Darussalam	Data reporting	Assist in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.	X		COM	The country has already submitted CP progress data report for 2013.
SEA	Brunei Darussalam	Institutional strengthening	Expedite the implementation of IS Phase 2 and provide technical and administrative support.		X	COM	The new ozone officers visited NOU/Malaysia for 5 days in Feb 2014 to build their capacity as south-south cooperation facilitated by UNEP; The CAP mission is being planned in August 2014.
SEA	Cambodia	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.	X		COM	Keep regular contact with the country to provide the necessary assistance.
SEA	Cambodia	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC	X		COM	Participation through iPIC online
SEA	Cambodia	Data reporting	Assistance in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.	X		COM	The country has already submitted both CP progress and Article 7 data report for the year 2013.
SEA	Cambodia	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		X	COM	The project is going as planned. CAP conducted its mission in Feb 2014.
SEA	Indonesia	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.	X		COM	Participation through iPIC online
SEA	Indonesia	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.	X		REP	The country has already submitted CP progress and A7 data report for 2013.
SEA	Lao PDR	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	CAP is assisting the country for the data reconciliation.
SEA	Lao PDR	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.	X		COM	Regular contacting the country for the quota system enforcement.
SEA	Lao PDR	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.	X		COM	Participation through iPIC online
SEA	Lao PDR	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.			COM	This phase will be completed by December 2014.
SEA	Malaysia	Data reporting	Monitoring reporting of Article 7 and Country Programme data	X		COM	The 2013 CP progress was submitted already.
SEA	Malaysia	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.	X		COM	Participation through iPIC online
SEA	Myanmar	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.	X		COM	Closely assisting the country for the enforcement of the licensing and quota system

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
SEA	Myanmar	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.	X		COM	Regularly follow up with the country following the approval of the Ozone Order on 25 April 2014.
SEA	Myanmar	Policy support	Assist in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.	X		COM	CAP is assisting the country for further refining the CP progress report.
SEA	Myanmar	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.			COM	Regular follow up with the country for the signing of the SSFA on the implementation of the approved IS IV at the 71st Excom meeting.
SEA	Philippines	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	the country has submitted 2013 CP progress report
SEA	Philippines	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.			COM	The project is going as planned.
SEA	Philippines	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing/quota system to control the import/export of HCFCs.	X		COM	Reviewed the data base of the licensing and quota system with NOU in March 2014.
SEA	Philippines	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate the control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.	X		COM	Participation through iPIC online
SEA	Thailand	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate the control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.	X		COM	Effort has been made, but the NOU is not the authority to issue the licensing.
SEA	Thailand	Data reporting	Monitoring reporting of Article 7 and Country Programme data	X		COM	The country has submitted 2013 CP progress report
SEA	Timor Leste	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Follow up with countries closely, a mission is being prepared.
SEA	Timor Leste	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.			COM	The project is going as planned.
SEA	Timor Leste	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate the control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.			COM	The country is being followed up on joining iPIC.
SEA	Timor Leste	Policy support	Assist in establishing and implementing the licensing system to control the import/export of ODS.			COM	Review with NOU regularly to ensure quota system is properly enforced.
SEA	Timor Leste	South-South cooperation	South-South cooperation from Indonesia and the Philippines on capacity building and awareness activities and with Australia on ozone regulation.	X	X	COM	The south-south cooperation with Indonesia was conducted in Jan and June 2014 separately for the the capacity building of the ozone officers/customs officers and the technicians in the refrigeration servicing sector.
SEA	Vietnam	Data reporting	Assistance in Article 7 data and Country Programme Progress Report submissions.	X		COM	the country has submitted 2013 CP progress and A7 data report.
SEA	Vietnam	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.		X	COM	This project is being implemented as planned. CAP conducted its mission in May 2014.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
SEA	Vietnam	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate the control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.	X		COM	Participation through iPIC online
SEA	Vietnam	Policy support	Assist the country to strengthen the enforcement of the licensing/quota system for HCFC import/export control.	X		COM	Reviewed was conducted with NOU on the licensing/quota system enforcement during CAP May 2014 mission.
PIC	Cook Islands	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	COM	Country mission conducted in August of 2013. One on One training of NOO conducted and following on Bilateral meeting held with the NOO at the network meeting. 2012 Article 7 data and CP data submitted
PIC	Cook Islands	Policy support	Assist the set up of the quota system for HCFC import/export control	X		COM	Review of Policy and legislation done during 2013 country mission. CAP conducted Customs training. CAP Continued working on line with NOO and provide assistance in the detailed review of the ODS regulations, quota system
PIC	Cook Islands	Institutional strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project.	X		ONG	The current phase will be completed by December 2014. IS renewed at 72nd Ex Com. This activity will be done as planned wherein the implementation is ongoing covering the period of 2013 and 2014. Mission conducted in August of 2013 to support capacity building of New NOO in the management this task. UNEP ROAP will continue will close follow-up.
PIC	Fiji	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Country submitted both Article 7 and CP data. CAP provided guidance on the management of reporting of export to foreign flagged fishing vessels
PIC	Fiji	Policy support	Review and strengthen the implementation of licensing system to control the import/export of HCFCs.	X		COM	Support towards Enforcement Strategy development and implementation. Fiji is a major supplier of refrigerant including those of R22 to fishing vessels. CAP provided guidance on the management of reporting of export to foreign flagged fishing vessels
PIC	Fiji	Monitoring & control of ODS trade	Facilitate control of import/export of ODS - including HCFCs via iPIC.	X		COM	this is an ongoing service of the CAP
PIC	Fiji	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.	X		COM	The current phase will be completed by December 2014.
PIC	Fiji	Compliance-related issues	MOP XVII-33 (MB consumption): MeBr consumption situation to be closely monitored; To be followed up jointly with OS, MLFS, IAs and Bilateral Agencies during IAG meetings (back to back with two network meetings).	X		COM.	compliance maintained

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
PIC	Kiribati	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	COM	Country mission not conducted due to high cost of travel. Bilateral meeting held with the NOO at the network meeting
PIC	Kiribati	Policy support	Assist the country to put the quota system in place for HCFC import/export control	X		COM	Work on line with NOO and provided assistance in the detailed review of the ODS regulations, quota system. Customs training provided under the HPMP was useful on giving to the capacities and awareness needed for the enforcement and control of ODS trade.
PIC	Kiribati	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.	X		ONG	This phase will be completed by December 2013. The renewal was submitted and approved in the 70th ExCom meeting. UNEP continues to have close follow-up and required training with the NOO
PIC	Marshall Islands	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Continued training of new NOO appointed in September of 2012.
PIC	Marshall Islands	Policy support	Assist the country for the set up of the quota system for HCFC import/export control.	X		COM	Country recording of all imports are done manually. Not a member of WCO
PIC	Marshall Islands	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.	X		ONG	This phase will be completed by December 2013. The renewal was submitted and approved in the 70th ExCom meeting. UNEP continues to train the New NOO for the management of this activity.
PIC	Micronesia, Federated States of	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	COM	Article 7 and CP data submitted
PIC	Micronesia, Federated States of	Policy support	Assist the country in passing the ODS regulation, and put the quota system for HCFC import/export control in place.	X		ong	Training of Customs being conducted on all Four States. UNEP continues to train new NOO.
PIC	Micronesia, Federated States of	Capacity building	Build the capacity of the new ozone officer.	X	X	COM	Mission was conducted September of 2012. Since October of 2012, sustain high level official as NOO. UNEP continues to train new NOO
PIC	Micronesia, Federated States of	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.	X		ONG	This phase will be completed by December 2014. IS renewed at the 72nd Ex. Com
PIC	Nauru	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	COM	Compliance sustained
PIC	Nauru	Policy support	Work with the country to set up the quota system for HCFC import/export control.	X		ong	UNEP continues to build high level support for the implementation of the Montreal Protocol.
PIC	Nauru	Capacity building	Assist to hire a full time Ozone Assistant and build his/her capacity.	X		ong	Given the low volume of consumption and frequency of imports. UNEP is workign with country on accessmnet of actual human resource needs of the NOO. Mission will be conducted in 2014

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
PIC	Nauru	Institutional strengthening	Work with the senior officials of the country for the support of the implementation of the IS project.	X		ONG	This phase will be completed by December 2014. New Head of Environment appointed in August of 2013. UNEP continues to the work closely with the new NOO for the management of this task.
PIC	Niue	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Compliance sustained. Country mission to be conducted in August of 2013 during which the interim NOO was trained on the reporting processes and requirements.
PIC	Niue	Policy support	Assist the country to set up the quota system for the HCFC import/export control.	X		COM	Country mission conducted in August 2013
PIC	Niue	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X		ONG	This phase will be completed by December 2013. The renewal was submitted and approved in the 70th ExCom meeting. NOO vacated office in May of 2013. UNEP continues to train the New interim assistant NOO for the management of this activity.
PIC	Palau	Data reporting	Assist in Country Programme progress report preparation and submission.	X		COM	Compliance sustained
PIC	Palau	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.			ONG	This phase will be completed by December 2013. The renewal was submitted and approved in the 70th ExCom meeting. NOO is now effectively managing the reporting requirements.
PIC	Palau	Policy support	Assist the country to set up the quota system for the HCFC import/export control.	X		COM	Country mission conducted in August 2013
PIC	Papua New Guinea	Data Reporting	Assist in Country Programme progress report preparation and submission.	X		ONG	Follow up with NOO and GIZ on deadlines for reporting, NOO training during network meetings on data reporting processes.
PIC	Samoa	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	COM	Compliance Sustained
PIC	Samoa	Policy support	Assist the country to further strengthen its licensing system implementation.	X		COM	this is an ongoing service of the CAP
PIC	Samoa	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.	X	X	ONG	This phase will be completed by December 2013. The renewal was submitted and approved in the 70th ExCom meeting.
PIC	Solomon Islands	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	COM	Compliance Sustained
PIC	Solomon Islands	Policy support	Provide assistance for the set up of the quota system for the HCFC import/export control.			COM	Legislation controls trade of all ODS and ODS containing technologies including mobile A/C fitting in vehicles.
PIC	Solomon Islands	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.			ONG	This phase will be completed by December 2013. The renewal was submitted and approved in the 70th ExCom meeting. UNEP continued with very close follow-up with the NOO to ensure sustained management of this task.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
PIC	Tonga	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.			COM	Compliance Sustained
PIC	Tonga	Compliance-related issues	Assist the country to set up the quota system for the HCFC import/export control	X		COM	all ODS trade are controlled
PIC	Tonga	Institutional strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project.			ONG	This phase will be completed by December 2013. The renewal was submitted and approved in the 70th ExCom meeting. NOO is now effectively managing the requirements.
PIC	Tuvalu	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Compliance Sustained
PIC	Tuvalu	Policy support	Assist the country to set up the quota system for HCFC import/export control.	X		COM	all ODS trade are controlled
PIC	Tuvalu	Institutional strengthening	Maintainance of high level support for Montreal Protocol implementation.			COM	Compliance Sustained, Head of Environment Unit has overall supervision of the NOO
PIC	Tuvalu	Institutional strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project.			ONG	This phase will be completed by December 2014. NOO is now effectively managing the reporting requirements.
PIC	Vanuatu	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Compliance Sustained, timely data submission
PIC	Vanuatu	Institutional strengthening	Technical and administrative support for the implementation of the IS project.			ONG	This phase will be completed by December 2013. The renewal was submitted and approved in the 72th ExCom meeting. NOO is now effectively managing the requirements of this project
CAR	Antigua and Barbuda	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	REP	Moved to 2015 when assistant to NOU is hired
CAR	Antigua and Barbuda	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	COM	Timely reporting to the OS and the MLFS
CAR	Antigua and Barbuda	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Technical and administrative support to projects are provided on an ongoing basis.
CAR	Antigua and Barbuda	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	Licensing and quota system in place. Require assessment of effectiveness. Keep in 2015
CAR	Bahamas	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	ONG	Continued support to NOO and assistant through network meetings or when required.
CAR	Bahamas	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	COM	Timely reporting to the OS and the MLFS
CAR	Bahamas	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	COM	Technical and administrative support to projects are provided on an ongoing basis.
CAR	Bahamas	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	Licensing and quota system in place
CAR	Barbados	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Timely reporting to the OS and the MLFS
CAR	Barbados	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X		ONG	Continued support to NOO and assistant through network meetings or when required.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
CAR	Barbados	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X		ONG	
CAR	Belize	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	COM	Timely reporting to the OS and the MLFS
CAR	Belize	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Technical and administrative support to projects are provided on an ongoing basis.
CAR	Belize	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	Licensing and quota system in place. Require assessment of effectiveness. Keep in 2015
CAR	Dominica	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	ONG	Continued support to new NOO through network meetings or when required.
CAR	Dominica	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	COM	Timely reporting to the OS and the MLFS
CAR	Dominica	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Technical and administrative support to projects are provided on an ongoing basis.
CAR	Dominica	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	
CAR	Grenada	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Timely reporting to the OS and the MLFS
CAR	Grenada	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X		ONG	Technical and administrative support to projects are provided on an ongoing basis.
CAR	Grenada	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X		ONG	Licensing and quota system in place. Require assessment of effectiveness. Keep in 2015
CAR	Guyana	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	ONG	Continued support to new NOO through network meetings or when required.
CAR	Guyana	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Timely reporting to the OS and the MLFS
CAR	Guyana	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Technical and administrative support to projects are provided on an ongoing basis.
CAR	Guyana	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	Licensing and quota system in place. Require assessment of effectiveness. Keep in 2015
CAR	Haiti	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	ONG	Continued support to new NOO through network meetings or when required.
CAR	Haiti	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	COM	Timely reporting to the OS and the MLFS
CAR	Haiti	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Technical and direct administrative support to projects in Haiti are provided on an ongoing basis.
CAR	Haiti	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	Licensing and quota system in place. Require assessment of effectiveness. Keep in 2015
CAR	Haiti	Ratification	Follow up on ratification of the Beijing Amendment	X	X	COM	Beijing Amendment ratified.
CAR	Jamaica	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Timely reporting to the OS and the MLFS
CAR	Jamaica	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X		ONG	Technical and administrative support to projects are provided on an ongoing basis.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
CAR	Jamaica	Methyl bromide phase out support	Policy support to meet the total phase out in 2015	X	X	COM	Expert policy and technical advice provided to government and private stakeholders to prevent future use of MB
CAR	Jamaica	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	Licensing and quota system in place. Require assessment of effectiveness. Keep in 2015
CAR	Saint Kitts & Nevis	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	REP	Moved to 2015 when assistant to NOU is hired
CAR	Saint Kitts & Nevis	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Timely reporting to the OS and the MLFS
CAR	Saint Kitts & Nevis	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Technical and administrative support to projects are provided on an ongoing basis.
CAR	Saint Kitts & Nevis	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	Licensing and quota system in place. Require assessment of effectiveness. Keep in 2015
CAR	Saint Lucia	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	COM	Timely reporting to the OS and the MLFS
CAR	Saint Lucia	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Technical and administrative support to projects are provided on an ongoing basis.
CAR	Saint Lucia	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	Licensing and quota system in place. Require assessment of effectiveness. Keep in 2015
CAR	Saint Vincent and the Grenadines	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	COM	Timely reporting to the OS and the MLFS
CAR	Saint Vincent and the Grenadines	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Technical and administrative support to projects are provided on an ongoing basis.
CAR	Saint Vincent and the Grenadines	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	Licensing and quota system in place. Require assessment of effectiveness. Keep in 2015
CAR	Suriname	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	REP	Moved to 2015 when assistant to NOU is hired
CAR	Suriname	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	COM	Timely reporting to the OS and the MLFS
CAR	Suriname	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Technical and administrative support to projects are provided on an ongoing basis.
CAR	Suriname	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	Licensing and quota system in place. Require assessment of effectiveness. Keep in 2015
CAR	Trinidad & Tobago	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		COM	Timely reporting to the OS and the MLFS
CAR	Trinidad & Tobago	Methyl bromide phase out support	Assist in the implementation of MB phase-out project.	X	X	ONG	Equipment specification to be prepared by country
LAC	Argentina	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
LAC	Bolivia	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X		ONG	Individual session carried out in the margins of the Network Meetings and teleconferences to clarify queries and provide guidance to new staff
LAC	Bolivia	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.
LAC	Bolivia	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X		ONG	Support to project implementation and renewal is provided to ensure documents are high quality, have sufficient level of detail, and properly account for the funds that have been spent. Support is also provided to timely disbursements of resources and follow up on activities agreed.
LAC	Bolivia	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X		ONG	The enforcement of ODSs legislation (including HCFC quota) are to be revised with the support of regional CAP team.
LAC	Brazil	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.
LAC	Chile	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.
LAC	Chile	Methyl bromide phase out support	Provide technical and administrative support for the implementation of MB phase-out as Cooperating Agency	X	X	ONG	The activity is implemented as part of the MB phase-out policy component. Regional CAP team is providing support for the design and set up of an online system for monitoring imports of MB. This would also prevent deviation of MB imported for quarantine and pre-shipment applications (QPS) towards
LAC	Chile	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	This activity is implemented as a HPMP component. Assessment and recommendations on current ODS legislation is provided to NOU in order for country to adopt illegal trade prevention measures
LAC	Columbia	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders messages.
LAC	Columbia	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	This activity is implemented as a HPMP component. Assessment and recommendations on current ODS legislation are provided to NOU
LAC	Costa Rica	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Renrioritized)	Comment
LAC	Cuba	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.
LAC	Dominican Republic	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.
LAC	Dominican Republic	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Support for project implementation and renewal is provided to ensure documents are high quality, have sufficient level of detail, and properly account for the funds that have been spent. Support is also provided for timely disbursements of resources and follow up on activities agreed upon.
LAC	Dominican Republic	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	This activity is implemented as a HPMP component. Assessment and recommendations on current legislation are provided to NOU.
LAC	Ecuador	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	ONG	Individual session carried out in the margins of the Network Meetings and teleconferences to clarify queries and provide guidance to new staff. New NOO Assistant carried out study tours visiting other countries in the region for better understanding of NOU operations.
LAC	Ecuador	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.
LAC	Ecuador	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Monitoring of SSFA signature. Support provided in drafting annual work plan.
LAC	Ecuador	Methyl bromide phase out support	Provide technical and administrative support for the implementation of MB phase-out as Cooperating Agency	X	X	ONG	The activity is implemented as part of the MB phase-out policy component. UNEP hired national consultant directly for providing support to NOO
LAC	Ecuador	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	The activity is implemented as part of the HPMP. UNEP hired national and regional consultants to draft a revision of the ODS legislation
LAC	El Salvador	Capacity building	Capacity building programme for the new staff of NOU.	X	X	ONG	Individual session carried out in the margins of the Network Meetings and teleconferences to clarify queries and provide guidance to new staff. Mentoring by other NOUs in order to improve coordination with Customs is planned for second half of 2014.
LAC	El Salvador	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
LAC	El Salvador	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the <u>implementation of the IS project</u>	X	X	ONG	Support is provided to UNDP Country Office for HPMP/ISP management.
LAC	El Salvador	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	This activity is implemented as a HPMP component. Assessment and recommendations on current legislation are provided to NOU.
LAC	Guatemala	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending <u>reminders and messages</u> .
LAC	Guatemala	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	The Government of Guatemala should decide on a mechanism to implement the project: UNEP direct administration; UNDP country office involvement; or through national administration which is a long procedural mechanism. A country mission carried out to evaluate options at the highest levels.
LAC	Guatemala	Methyl bromide phase out support	Provide technical and administrative support for the implementation of MB phase-out as Cooperating Agency	X	X	ONG	The activity is implemented as part of the MB phase-out policy component. Discussions are ongoing with respect to the partnership at <u>national level</u>
LAC	Guatemala	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	Due to HCFCs quota not being established on time, the country exceeded the HCFCs consumption in 2013. A country mission was conducted for clarification purposes. The Ministry is regularising the situation in 2014.
LAC	Honduras	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending <u>reminders and messages</u> .
LAC	Honduras	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Support is provided for timely disbursements of resources and follow up on activities that <u>were agreed upon</u> .
LAC	Honduras	Methyl bromide phase out support	Policy support to meet the total phase-out in 2015	X	X	ONG	High Level meeting carried out to prevent reversion to MB in Honduras. RNC met the new Minister of the Environment to present the Montreal Protocol and the Agreement signed by the country with ExCom. Additionally, agreements signed by melon growers with UNIDO were presented by NOO. As a consequence, the Minister of Environment did not authorise MB import requests received from one of the enterprises assisted by the MIF MB phase-out project.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
LAC	Honduras	Policy support	Assist the country in strengthening the licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	This activity is implemented as a HPMP component. Assessment and recommendations on current legislations are provided to NOU.
LAC	Mexico	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.
LAC	Nicaragua	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.
LAC	Nicaragua	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Support is provided for timely disbursements of resources and follow up on activities that were agreed upon.
LAC	Nicaragua	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	This activity is implemented as a HPMP component. Assessment and recommendations on current legislation are provided to NOU.
LAC	Panama	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.
LAC	Panama	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X		ONG	Administrative and technical support were provided through direct administration of resources by ROIAC team.
LAC	Panama	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X		ONG	This activity is implemented as a component of HPMP. Assessment and recommendations on current legislation are provided to NOU.
LAC	Paraguay	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.
LAC	Paraguay	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Support is provided to ensure documents are high quality, have sufficient level of detail, and properly account for the funds that have been spent. Support is also provided for timely disbursements of resources and follow up on agreed activities.
LAC	Paraguay	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	This activity is implemented as a HPMP component. Assessment and recommendations on current legislation are provided to NOU.
LAC	Peru	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X	X	ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.
LAC	Peru	Institutional Strengthening	Provide technical and administrative support for the implementation of the IS project	X	X	ONG	Monitoring of SSFA signature. Support provided in drafting annual work plan.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
LAC	Peru	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X	X	ONG	The activity is implemented as part of the HPMP. UNEP was asked to hire regional consultants to draft a revision of the ODS legislation.
LAC	Uruguay	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.
LAC	Venezuela	Data reporting	Assist in reporting Article 7/Country Programme data reporting.	X		ONG	Support is provided through explanation of forms during Network meetings and sending reminders and messages.
LAC	Venezuela	Policy support	Assist in enforcement of licensing and quota system for HCFCs.	X		ONG	This activity is implemented as a HPMP component. Monitoring the approval of the ODS framework legislation is carried out.
WA	Bahrain	Capacity building	Capacity building for new ODS Officer of Bahrain and ensure smooth hand-over and operation of NOU.	X		ONG	Several consultation and orientation sessions arranged with ODS Officer to ensure the smooth operation of NOU. CAP assisted NOU in drafting work-plan for the operation of NOU and MP projects in Bahrain. CAP also supported NOU in several high-level consultation meetings with Head of the supreme Council of Environment and other
WA	Bahrain	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X		ONG	Provide assistance in the quality review of NOU A7 and CP reports. Assist new ODS Officer in preparing work-plan for the ISP project and guidance on continuation of activities from previous IS. Furnish NOU with awareness materials for the 2013 Ozone Day.
WA	Bahrain	ODS disposal/destruction	Continue providing assistance in compiling detailed information about unwanted ODS for incorporation in the regional unwanted ODS management strategy	X		ONG	In following up the recommendations of the special session on management of unwanted ODS (2013 network meeting), UNEP developed and circulated a questionnaire to collect data about the quantities and sectors as well as related regulatory and institutional framework. Such data will be essential in developing any future regional/national management strategy. A regional workshop is planned during Q4 2014 to discuss and agree on future approaches.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Renrioritized)	Comment
WA	Bahrain	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws and decisions needed to comply with the GCC unified regulation	X		ONG	CAP provided assistance to NOU in reviewing the new draft ODS Law in line with the GCC unified regulation. The new Law passed by the Parliament (June-14) and shall be enacted before end of 2014. CAP also guided NOU in developing an updated national quota system in consultation with different authorities. the new quota system will be enforced starting Jan2015 CAP support still needed in assisting NOU in drafting the bylaws of the new Law once enacted.
WA	Bahrain	Technical assistance	Support to local A/C industry in searching for long-term alternative refrigerants suitable for high-ambient locations as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project and through other regional initiatives	X		ONG	Support and guidance are provided to local A/C industry (one company) to actively participate in the project including the facilitation of technology transfer from compressors and refrigerants manufacturers. Also support the participation of 2 experts from the local industry in a technical field trip to China and Japan. NOU and local industry also attended the 3rd regional symposium on high-ambient alternatives.
WA	Iraq	CFC phase-out support	Complete and close the implementation of the NPP of Iraq and ensure incorporating overlapped activities with the HPMP work-plan		X	ONG	Amended agreement for the NPP is concluded and signed, UNEP support the implementation through organising 2 coordination meetings (Nov 2013 in Bahrain and May 2014 in Erbil) and support in evaluating the training programme on good practice by attending 2 training sessions in Iraq. UNEP and country finalised the work-plan of the HPMP building on the progress of the NPP.
WA	Iraq	Technical assistance	Provide technical and policy support to ensure sound and timely implementation of HPMP		X	ONG	UNEP and country finalised the work-plan for the HPMP building on the progress of the NPP and is planned to be completed by mid 2015. 2nd tranche is under preparation
WA	Iraq	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X		ONG	Provide assistance in the quality review of NOU A7 and CP reports as well as timely reporting. Assist in providing awareness materials for Ozone Day and review the Arabic translation made by the country
WA	Iraq	Technical assistance	Support to local A/C industry in searching for long-term alternative refrigerants suitable for high-ambient locations as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project and through other regional initiatives	X		ONG	NOU and local industry attended the 3rd regional symposium on high-ambient alternatives. NOU is kept posted with the progress in the high-ambient project.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
WA	Jordan	Methyl bromide phase-out support	Assistance to ensure complete MB phase-out for all controlled use in all sectors before 2015	X		ONG	CAP provided required update and advice on policy and technical measures to ensure complete and sustainable MB phase-out. Jordan attended the global MB workshop held in Sharm E IShiekh in Feb. 2014 and agreement was reached to provide assistance towards updating the curricula of agricultural
WA	Jordan	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws and decisions needed to comply with HPMP requirements	X	X	ONG	Continued support via all possible communication means to facilitate the country's efforts to update/ develop necessary regulatory frameworks. A sample bylaw has been provided to be used as reference. One mission conducted in June 2014 to assist in delivery of customs training and advice on measure to control illegal trade
WA	Jordan	South-south cooperation	Share the experience gained by Jordan in developing their updated agricultural curricula with other countries in the region	X	X	REP	Agreement reached with the country to hold a sub-regional experts meeting to discuss and exchange experiences about agricultural curricula with the aim to highlight topics related to MB alternative technologies. This meeting is planned to be held earlier 2015 as a follow-up to the global MB workshop.
WA	Jordan	South-south cooperation	Continue benefitting from Jordan's close location to Iraq and rich experience of NOU to support Iraq ODS phase-out activities.	X	X	ONG	Jordan hosted several meetings and training workshops held by UNEP under the ongoing projects for Iraq
WA	Kuwait	Capacity building	Provide assistance and guidance to new ODS Officer and NOU team	X		Completed	Special 2-day session organised, at UNEP office, to orient the new ODS officer and her assistant about the reporting and project implementation commitments
WA	Kuwait	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X	X		Training on ISP implementation and reporting provided to new ODS Officer and her assistant. Special side-session in margins of Network meeting (Feb-2014) to follow-up on ISP contract and reports. UNEP mission planned during 2nd half of 2014 to review the progress and financial reporting

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Renrioritized)	Comment
WA	Kuwait	ODS disposal/destruction	Provide assistance in compiling detailed information about unwanted ODS for incorporation in the regional unwanted ODS management strategy	X		ONG	In following up the recommendations of the special session on management of unwanted ODS (2013 network meeting), UNEP developed and circulated a questionnaire to collect data about the quantities and sectors, as well as related regulatory and institutional framework. Such data will be essential in developing any future regional/national management strategy. A regional workshop is planned during Q4 2014 to discuss and agree on future approaches.
WA	Kuwait	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws and decisions needed to comply with the GCC unified regulation	X		ONG	UNEP assisted NOU in developing an updated national quota system in consultation and by attending the meeting of the national Ozone Committee. The new quota system will be enforced starting Jan2015 CAP support still needed in assisting NOU in drafting the bylaws of the new legislation which is under development.
WA	Kuwait	Technical assistance	Support to local A/C industry in searching for long-term alternative refrigerants suitable for high-ambient locations as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project and through other regional initiatives	X		ONG	Support and guidance are provided to local A/C industry (one company) to actively participate in the project including the facilitation of technology transfer from compressors and refrigerants manufacturers. Also support the participation of one expert from the local industry in a technical field trip to China and Japan. NOU and local industry also attended the 3rd regional symposium on high-ambient alternatives.
WA	Lebanon	Policy support	Continue assisting the country in updating of legislation to meet with the HPMP requirements. Mainly with regard to ODS trade control.	X	X	ONG	Continued support via all possible communication means to facilitate the country's efforts to update/ develop necessary regulatory frameworks. A sample bylaw has been provided to be used as reference
WA	Lebanon	South-south cooperation	Continue efforts to enhance regional cooperation on areas related to awareness raising, management of unwanted ODS, ODS trade control and enforcement of MP measures.		X	ONG	Due to the current instability in the region, no S-S mission took place in Lebanon, however, the country's experience in ODS management and awareness raising has been shared through specialised sessions of the network meetings as well as through bilateral discussion with interested countries.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
WA	Oman	ODS disposal/destruction	Provide assistance in compiling detailed information about unwanted ODS for incorporation in the regional unwanted ODS management strategy	X		ONG	In following up the recommendations of the special session on management of unwanted ODS (2013 network meeting), UNEP developed and circulated a questionnaire to collect data about the quantities and sectors, as well as related regulatory and institutional framework. Such data will be essential in developing any future regional/national management strategy. A regional workshop is planned during Q4 2014 to discuss and agree on future approaches.
WA	Oman	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws and decisions needed to comply with the GCC unified regulation including the operation of certification scheme	X	X	COM	Required assistance has been provided in drafting the bylaws and then in facilitating the national consultation process that led to the finalised draft which has been adopted in Nov. 2013. The Oman bylaw is being used as a model by other countries for developing their national laws.
WA	Qatar	HCFC phase-out support	Continue cooperation with ASHRAE Chapter in Qatar to facilitate implementation of HPMP.	X	X	ONG	Cooperation with ASHRAE-Qatar and NOU to organise the HPMP launching Workshop (Sept-2013) which was attended by more than 70 government and private sector representatives. UNEP and NOU are discussing with ASHRAE-Qatar involvement in the training activities.
WA	Qatar	ODS disposal/destruction	Provide assistance in compiling detailed information about unwanted ODS for incorporation in the regional unwanted ODS management strategy	X		ONG	In following up the recommendations of the special session on management of unwanted ODS (2013 network meeting), UNEP developed and circulated a questionnaire to collect data about the quantities and sectors, as well as related regulatory and institutional framework. Such data will be essential in developing any future regional/national management strategy. A regional workshop is planned during Q4 2014 to discuss and agree on future approaches.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
WA	Qatar	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws and decisions needed to comply with the GCC unified regulation	X		ONG	UNEP is assisting NOU in developing an updated national quota system which is planned to be enforced starting Jan2015. UNEP provided NOU with guidance in the approach and criteria to set the quota system and will attend the final consultation meeting of stakeholders to approve it by August 2014. CAP support still needed in assisting NOU in drafting the bylaws of the new legislation which is under final stage of review.
WA	Saudi Arabia	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IA on time.	X	X	ONG	Close follow-up with the country, in cooperation with the Ozone Secretariat, to complete the process of ratifying Montreal and Beijing Amendments and depositing the ratification instrument which was completed by March 2014. Support NOU on the quality review and timely submission of A7 and CP reports. UNEP is working closely with NOU to solve the pending contract of the new IS project due to change of local contracting
WA	Saudi Arabia	Methyl bromide phase-out support	Assistance to ensure complete MB phase-out for all controlled use in all sectors before 2015	X	X	ONG	CAP provided required update and advice on policy and technical measures to ensure complete and sustainable phase-out in all MB-using sector. KSA attended the global MB workshop held in Sharm El Shiekh in Feb. 2014. Discussion is going on to arrange for a site visit to a major dates processing facility in UAE to witness a new physical tech. being
WA	Saudi Arabia	Methyl bromide phase out support	In cooperation with UNIDO, assist the country in developing training programme for relevant sectors and provide necessary advice on alternatives for the soil and dates sectors	X	X	REP	So far, no agreement reached between UNIDO and KSA on the required training. However, UNEP provided guidance and policy support as required. UNEP is currently exploring possibilities for organising a study visit for key MB stakeholders to one of the dates processing facilities using new technologies.
WA	Saudi Arabia	ODS disposal/destruction	Continue coordination with NOU to facilitate their receiving of unwanted de-commissioned Halon from neighbouring countries to be treated by the national reclamation center in Dammam	X		COM	Discussions took place with the country and concerned industry and the country agreed to provide whatever necessary support to facilitate smooth movement of halons and efficient of reclamation facilities

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
WA	Saudi Arabia	ODS disposal/destruction	Provide assistance in compiling detailed information about unwanted ODS for incorporation in the regional unwanted ODS management strategy	X		ONG	In following up the recommendations of the special session on management of unwanted ODS (2013 network meeting), UNEP developed and circulated a questionnaire to collect data about the quantities and sectors, as well as related regulatory and institutional framework. Such data will be essential in developing any future regional/national management strategy. A regional workshop is planned during Q4 2014 to discuss and agree on future approaches.
WA	Saudi Arabia	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws and decisions needed to comply with the GCC unified regulation	X	X	ONG	Several meetings organised with UNEP assistance at national level with participation by all concerned stakeholders to discuss and agree required policies and regulations. A draft ODS bylaw has been prepared and currently under consideration by the government. a draft certification scheme for RAC technicians has also been prepared along with an updated Code of Practice. it is hopeful all will be adopted by yearend.
WA	Saudi Arabia	Technical assistance	Support to local A/C industry in searching for long-term alternative refrigerants suitable for high-ambient locations as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project and through other regional initiatives	X	X	ONG	Support and guidance are provided to local A/C industry (three companies) to actively participate in the project including the facilitation of technology transfer from compressors and refrigerants manufacturers. Also support the participation of 3 experts from the local industry in a technical field trip to China and Japan. NOU and local industry also attended the 3rd regional symposium on high-ambient alternatives.
WA	Syrian Arab Republic	Data reporting	Provide assistance and guidance to Syria to ensure timely reporting under the Protocol	X		ONG	Continued support to the country to facilitate their timely and accurate reporting under the MP.
WA	Syrian Arab Republic	HCFC phase out support	Monitor the security conditions in the country and assist NOU in undertaking priority actions related to HCFC phase-out	X		ONG	Regular communications with the country to provide advice and guidance on HCFCs phase-out related technical and policy issues. UNEP is carefully monitoring the developments in the country in order to advise the ExCom on HPMP resubmission.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
WA	Syrian Arab Republic	Methyl bromide phase-out support	Assistance to ensure complete MB phase-out for all controlled use in all sectors before 2015	X		ONG	CAP provided required update and advice on policy and technical measures to ensure complete and sustainable phase-out in all MB-using sectors. Syria attended the global MB workshop held in Sharm El Shiekh in Feb. 2014.
WA	Syrian Arab Republic	Policy support	Assist NOU in reviewing, updating and operating the national licenising/quota system and in ensuring its comprehensiveness			COM	UNEP provided NOU with guidance on the approach and criteria to set up the quota system and essential considerations to be taken when updating the ODS regulations. The updated national Quota system has been enforced in 2013.
WA	United Arab Emirates	Capacity building	Assist new team reponsible for MP in UAE to assess national needs and prepare relevant work-plans and thematic activities		X	ONG	Regular consultations with the NOU to provide up-to-date policy and technical options suitable for HCFCs phase-out in UAE. No special mission to the country undertaken, advice provided during network meetings and at the margins of UNEP events organised in the country.
WA	United Arab Emirates	Monitoring & control of ODS trade	Assist UAE in enhancing the national system for monitoring and controlling ODS trade especially from free trade zones		X	REP	regular consultations with the NOU on issues related to ODS trade and measures required to enhance monitoring and control of illegal trade. The planned workshop on free trade zones has been postponed and expected to be held during Q1 2015.
WA	United Arab Emirates	Policy support	Assistance to develop and enforce relevant bylaws and decisions needed to comply with the GCC unified regulation	X	X	ONG	Continued support via all possible communication means to facilitate the country's efforts to update/ develop necessary regulatory frameworks. A sample bylaw has been provided to be used as reference.
WA	United Arab Emirates	Technical assistance	Support to local A/C industry in searching for long-term alternative refrigerants suitable for high-ambient locations as part of the UNEP/UNIDO high-ambient project and through other regional initiatives	X	X	ONG	Support and guidance are provided to local A/C industry (two companies) to actively participate in the project including the facilitation of technology transfer from compressors and refrigerants manufacturers. Also support the participation of 2 experts from the local industry in a technical field trip to China and Japan. NOU and local industry also attended the 3rd regional symposium on high-ambient alternatives.
WA	United Arab Emirates	Thematic activities	Cooperate with Dubai Custom Authority to develop and implment training program for Green Customs and combat of illegal trade	X	X	REP	this activity has been reprioritised to be implemented during 2015 after having ensured proper coordination with all concerned players in the country.

Region	Country	Type of Service Planned for 2014	Description	Special compliance service	Anticipated UNEP missions	Progress (COM = Completed, ONG = Ongoing, REP = Reprioritized)	Comment
WA	Yemen	Institutional Strengthening	Continue providing assistance to implement ISP components including submitting required reports to the secretariats & IAs on time.	X	X	ONG	Finalised amendment to the country contract to enable the country to cover financially the IS phase-VII period. Follow-up with country to respond to MOP non-compliance decision on 2012 A7 pending report. The country submitted the required response.
WA	Yemen	Methyl bromide phase-out support	Assistance to ensure complete MB phase-out for all controlled use in all sectors before 2015	X		ONG	CAP provided required update and advice on policy and technical measures to ensure complete and sustainable phase-out in all MB-using sectors. Yemen attended the global MB workshop held in Sharm ElShiekh in Feb. 2014.
WA	Yemen	Policy support	Technical assistance to NOU in developing and enacting new bylaws concerning licensing/quota system	X		REP	NOU still working with the existing ODS legislation and didn't start yet the review process which should start during 2nd half of 2014. UNEP remains ready to provide the needed support and advice as earlier offered during the preparation and enactment of the current legislation few years back.

ANNEX 2B - Annual Progress Report - Other CAP services and activities - delivered in 2014*

*Period covered: October 2013 - August 2014.

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
AF-E	Assist all countries in the region to implement and enforce control measures for the import and use of ODS and ODS-based equipment through: assistance to countries without ODS regulations to establish and implement ODS regulations (Botswana and South Sudan); establishment of an ODS regulations database for the region and updating it on a regular basis; enhancement of cooperation with regional and sub-regional organizations in the enforcement of harmonized ODS regulations at sub-regional level; assistance to countries in implementing training programmes for enforcement officers at national and sub-regional levels and ensuring that all countries have introduced and are implementing HCFC licensing and quota systems.	COM	ODS regulation database under the ROA website is up to date and is regularly updated. Most countries in the region have introduced HCFC licensing and quota systems according to the reports by countries during the Joint Network meeting held in March 2014. CAP has assisted countries in conducting training workshops for technicians and enforcement officers under HPMP implementation.
AF-E	Assist countries in the region in setting up mechanisms for collection of reliable data on ODS import and consumption in order to accurately monitor compliance status. This will be achieved through regular follow ups with NOUs to report accurate ODS data in time and use online Country Programme reporting; regular liaison with the Ozone Secretariat and the Multilateral Fund Secretariat on data reporting and review of country data profile on a regular basis to check compliance status.	COM	Most countries in the Anglophone network have reported their ODS data to OS early during the year, before the deadline of September. Most countries have also reported CP using the Multilateral Fund online format. An agenda for assisting countries to accurately report their data has always been included in all of the meetings for 2014.
AF-E	Assist countries in expediting the implementation of HPMP and other related phase-out activities in line with the Montreal Protocol compliance requirements through: expediting preparation of remaining HPMPs (South Sudan), timely implementation of HPMP activities and submission of second HPMP tranches; monitoring compliance status with regard to methyl bromide consumption.	COM	Gambia, Malawi, Sierra Leone, Swaziland, and Zambia have completed the implementation of the first tranche of HPMPs and have had the second tranches approved. Missions for Ozone Secretariat were organised for Botswana and Libya.
AF-E	Promote knowledge sharing and capacity building about substitutes and alternative refrigerants which are low- and zero-GWP and energy efficient technologies that minimise other impacts on the environment, including climate benefits through training of refrigeration technicians under HPMPs, thematic workshops and use of the Regional Networks.	COM	Joint Network meeting conducted in March 2014 and Experts in alternative refrigerants, energy efficiency, climate benefits, and resource mobilisation were invited and made presentations to share their experiences with network members. A thematic workshop for Anglophone network on certification and strengthening of RAC associations was conducted in June in collaboration with the European Refrigeration Association and some technicians were certified using European Certification Standards

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
AF-E	Build capacity and promote technology transfer in adoption of methyl bromide alternatives, develop technology materials to assist new comers in application of technologies, share information about national methyl bromide QPS tracking systems, consolidate case studies on methyl bromide alternatives, and assist countries in addressing used/unused methyl bromide cylinder issues.	COM	CAP facilitated assessment of quantities of methyl bromide cylinders and organised a workshop on options for disposal of methyl bromide cylinders. Training sessions on methyl bromide alternatives were conducted in some countries.
AF-E	Assist remaining Parties in ratifying pending amendments to the Montreal Protocol.	COM	Support was provided to Botswana, Kenya and Libya for the ratification of the Beijing Ammendment. Botswana and Kenya ratified the Montreal and Beijing Ammendments in February and October 2013, respectively, and Libya ratified in April 2014.
AF-E	The English speaking Africa Network will continue reviewing the countries' compliance status and liaise with the Ozone Secretariat on cases of countries where feedback and updates are required in line with the recommendations of the Implementation Committee. Special focus will be to assist Botswana and South Sudan in establishing and operationalising ODS licensing and quota systems and provided necessary capacity for enforcement officers. Libya and Kenya will also be given priority to ensure the ratification of pending amendments and the procedures of sending the documents to the depositary are followed.	COM	CAP liaised with the Ozone Secretary to follow up on feedback by countries as recommended by the Implementation Committee, e.g. assisted in getting information from Mozambique to support their request for a change in baseline data; liaised with Ozone Secretariat in arranging for the mission to Botswana and managed to get Eritrea which was in non-compliance with 2012 data reporting, to report thier 2012 and 2013 ODS data. Kenya ratified Beijing Amendment in October 2013 and Libya ratified in April 2014.
AF-F	Continue the implementation of approved HPMP and submission of HPMP second tranches.	ONG	Approved HPMP are being implemented.Five HPMP tranche 2 will be submitted in November 2014 and One HPMP tranche 2 already approved.
AF-F	Facilitate South/South cooperation between several countries in the region.	ONG	Gabon Expert sent to Equatorial Guinea in June 2014 and senegalese Expert will be sent to cvape Verde in September 2014 to share experiences.
AF-F	Organise two sub-regional thematic meetings and the annual joint Network meeting.	ONG	Addis meeting organized in Mach 2014 and Cotonou meeting will be organized in October 2014.
AF-F	Provide special attention to newly appointed ODS Officers in Gabon and Congo and Central African Republic	ONG	CAP undertook a mission in Gabon and Congo to assist the newly appointed ODS officer in January and May 2014.
AF-F	Continue to facilitate sharing of experiences between several NOUs across the region.	ONG	Addis Network meeting was a good platform and other meetings will be organised in October in Cotonou.
AF-F	Implement the twinning initiative between ROWA and ROA CAP for North African and West Asian countries	ONG	A twinning workshop between ROWA and ROA CAP for North African and West Asian countries and a workshop on methyl Bromide were organised in February 2014 in Egypt.
AF-F	Implementation of the verification report of the HPMP for Central African Republic and Sao Tome.	ONG	TOR for the submission of the verification report has been developed by CAP and sent to Sao Tome. For Central African Republic, CAP has decided to put activities on hold until the war ends and the situation stabilises.

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
AF-F	Assist ECOWAS by providing technical expertise and guidance on legislation, with all necessary assistance for a formal endorsement by the Council of Ministers in early 2014 and the West Africa Summit in mid July to endorse the regional ODS legislation. Provide support to countries to enact legislation and conduct pilot activities.	ONG	A workshop was organised in November 2013 and CAP is exchanging with ECOWAS for the organisation of a follow up meeting by December 2014 or early next year.
AF-F	Provide NOUs and servicing technicians with information/guidance on conversions (retrofits, drop ins) to flammable refrigerants.	ONG	A side event on the conversion (retrofits, drop ins) to flammable refrigerants was organised during the Addis Joint network meeting in March 2014.
AF-F	Provide NOUs and servicing technicians with safety information (including standards) related to flammable refrigerants.	ONG	A thematic workshop on standards and safety will be organised in October 2014 in Cotonou, Benin.
AF-F	Raise awareness of RAC associations about the need for considering servicing certification schemes.	ONG	A thematic workshop on certification will be organised in October 2014 in Cotonou, Benin.
AF-F	Provide NOUs in post-conflict countries, countries experiencing political turmoil, or countries experiencing other major challenges with special attention and assistance.	ONG	CAP assisted Cote d'Ivoire in restarting activities after the civil war. CAP is still exchanging with Central African Republic to restart the implementation of HPMP activities, but it is currently not possible due to the ongoing war.
Caribbean	CAP will assist Caribbean countries with submission of Article 7 data and country programme data in a timely fashion, using corresponding formats and online reporting tools.	COM	Support provided to countries in the region for timely and accurate reporting to the Ozone Secretariat as per Article 7. All countries have reported 2012 on time and four countries have reported 2013 data in advance.
Caribbean	Continued policy support and technical assistance will be provided through the implementation of the institutional strengthening projects and the non-investment components of HPMPs.	COM	CAP technical and administrative support was provided to 13 countries through their Institutional Strengthening projects and to the same number of HPMPs in the region, including renewals and tranche requests.
Caribbean	By means of Network meetings, thematic meetings, South-South cooperation or expert advice, and regional public awareness initiatives, CAP will facilitate exchange of information and experiences among Caribbean countries on enforcement of licensing and quota systems, certification approaches for servicing technicians, safety measures for handling refrigerants, among others.	COM	One Regional Training Workshop for Customs Officers and Brokers on Protecting Caribbean Borders from Illegal Trade in Ozone Depleting Substances (ODS) was held from 27-29 November in Grenada. Participation of 22 representatives from 10 countries. Promotion of iPIC participation during joint network meeting in Jamaica (Oct-13) and Caribbean Network Meeting in Suriname (Apr-14). 21 countries of the region are part of the iPIC. Electronic discussion groups (e-fora) and social media have been maintained and managed on a continued basis. Four webinars of diverse technical and policy nature in the context of the HCFC phase-out were promoted. The Joint Main Network Meeting was held from 1 to 4 of October in Jamaica, 13 representatives of the Caribbean region were present. The Caribbean Network meeting took place in Suriname in Apr-2014. A thematic meeting on adoption of standards in the context of HPMP implementation for the Caribbean region is scheduled for Oct-14. The Joint Main Network Meeting is scheduled for Dec-14 in the Dominican Republic.

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
Central South America	There are a number of country-specific activities planned for 2014. These include implementation of approved projects in 12 out of 19 countries aimed at the elimination of HCFCs and methyl bromide, as well as 10 out of 19 institutional strengthening projects. Through these projects CAP ROLAC will provide country specific and stakeholder-tailored policy and technical assistance in good practices in refrigeration servicing for maintenance technicians in the RAC sector, as well as in application of harmonized customs codes and use of ODS identifiers for customs and other enforcement officers.	ONG	Institutional Strengthening, MB phase-out and HPMP projects of Latin America are operational. There is still some difficulties in Ecuador, Guatemala, and Peru. They are expected to be sorted out in the second half of 2014.
Central South America	CAP ROLAC will provide administrative support in fund management, procurement, etc. to ensure efficient incorporation of remaining TPMP/NPP activities within the ongoing HPMP work plans; begin and/or continue sound implementation of approved HPMPs, and ensure effective implementation of IS projects.	ONG	In some countries, either the NOU or the Ministry, are not well prepared to act as administrator for the MLF project resources. In those cases, the regional team is responsible for direct management of the funds under the ROLAC administration support.
Central South America	The 2014 activities include targeted training sessions for new national Ozone Officers, as well as information sessions during regional thematic fora for all NOUs on latest MOP, Executive Committee policies as well as the newest available technologies on alternatives to HCFCs.	ONG	The LA Network Meeting will be focused on training new NOOs and on HPMP (II) preparation.
Central South America	There are special policy and technical assistance to countries in potential non-compliance with the ODS phase-out targets. CAP ROLAC will be acting as an interface between the Ozone Secretariat and the countries to ensure effective information exchange and that the due reports are submitted in a timely manner and in compliance with the recommendations from the Implementation Committee meetings and MOP's decisions.	ONG	Guatemala is in potential non-compliance with the 2013 HCFC consumption. A high-level official mission was carried out to offer support to prepare the action plan.
Central South America	CAP ROLAC will promote inter-regional and intra-region information exchange and cooperation through its annual Network meetings tentatively planned for March, July and October in 2014. Among other planned activities, there is support for Central and South American countries by CAP ROLAC to further promote the participation of all Latin American countries in the iPIC system; cooperation with relevant regional ministerial, intergovernmental processes and economic and trade fora on the ozone layer protection issues.	ONG	Exchange of information through: a) network meetings presentations; b) social media, e.g. facebook; c) news bulletins; d) webinars; e) i-PIC use; f) coordination with subregional intergovernmental organisations such as CCAD, Mesoamerican Integration and Development Project, etc.

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
ECA	<p>Network & thematic & contact group meetings including country-to-country assistance: These meetings will focus on priority topics and be implemented as per the ECA work programme or upon request on an ad-hoc basis (subject to funding availability). In 2014, the Network meeting in Sarajevo will be attended by Customs & Enforcement Officers and the thematic meetings on HPMP implementation by the RAC experts involved in HPMP implementation.</p>	COM	<p>(a) ECA network meeting took place as scheduled in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina, 22-23 May 2014 with participation of ozone officers from ECA network and associated CEIT countries. (b) ECA thematic meeting on HPMP implementation for Russian-speaking group of network countries in Bishkek, Kyrgyzstan, 24-26 September 2013 took place as scheduled with the participation of ozone officers and RAC experts from Armenia, Georgia, Moldova, Kyrgyzstan, Turkmenistan as well as self-funded CEIT countries. Participants visited the training centre of the RAC association ECOHOLOD. (c) ECA thematic meeting on HPMP implementation for English-speaking group of network countries in Zadar / Zagreb, Croatia, 24-26 September 2013 took place as scheduled with participation of ozone officers & RAC experts from Albania, Bosnia and Herzegovina, Croatia, Macedonia FYR, Montenegro, Serbia, and Turkey. Participants visited the refrigerator collection center CIOS in Jankomir, the waste storage center CIAK in Zabok and the Croatian halon bank in Varazdin; (d) ECA customs cooperation meeting in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina, 20-21 May 2014 took place as scheduled with participation of ozone officers & customs/enforcement officers from ECA network and associated CEIT countries. The summary of seizures and iPIC consultations was prepared in English and Russian and the ceremony of the ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers (3rd edition) took place during the meeting. The meeting included sessions on international customs legislation and monitoring of ODS in free-trade zones.</p>
ECA	<p>Implications of joining the Customs Union between Russia, Kazakhstan & Belarus: Kyrgyzstan and Tajikistan might join the Customs Union which might have implications on monitoring ODS trade between countries of the Customs Union without border controls in place. Specifically, Kazakhstan as an Article 2 country has not yet ratified the Beijing Amendment and Kyrgyzstan would be the only Article 5 country following different phase-out schedules. Such contact group meeting would need to be co-organised with UNDP and UNIOD and co-financed by GEF and MLF.</p>	COM	<p>ECA thematic meeting on the implications of joining the Customs Union between Belarus, Kazakhstan and Russia in Minsk, Belarus, 18-20 March 2014 took place as scheduled with participation of ozone officers, customs officers, and representatives of the Eurasian Customs Commission from Armenia, Belarus, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Russia, Tajikistan.</p>

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
ECA	<p>ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers (ECA award): The ECA award was first launched in 2009 as part of the Czech / UNEP project on initiating regional cooperation on ODS trade controls in ECA. It provides incentive and recognition to Customs & Enforcement Officers who successfully prevent unwanted / illegal trade in ODS. The awarding ceremony for the 3rd edition of the ECA Award will take place during the ECA Network meeting in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina, in May 2014.</p>	COM	<p>Additional activity undertaken in May 2014: The awarding ceremony for the 3rd edition of the award took place during the ECA customs cooperation meeting in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina, 20-21 May 2014. The summary of seizures & iPIC presentation and statistics were prepared in English and Russian. Customs and enforcement officers from Albania, Belarus, Bosnia and Herzegovina, China, Cyprus, European Union, Georgia, Germany, India, Israel, Kyrgyzstan, Montenegro, Russia, Serbia, Spain, Tajikistan, Turkey, Ukraine and Uzbekistan have been awarded the prestigious ozone protection medals and certificates in recognition of their strong commitment to address illegal/unwanted trade in ozone-depleting substances (ODS). During the period of September 2012 and April 2014, the award winners reported 133 successful seizures of 7,370 pieces of equipment (appliances and compressors) and 9,513 refrigerant cylinders/containers containing more than 467 metric tons of ozone-depleting chemicals and mixtures. Informal Prior Informed Consent (iPIC) consultations prior to the issuance of trade licenses avoided 67 unwanted/illegal shipments of more than 846 metric tons of ozone-depleting chemicals and mixtures. In addition, more than 175 metric tons of illegal trade in ODS has been detected, which had taken place in the past.</p>
ECA	<p>Monitoring of Montreal Protocol implementation: This refers to the monitoring of the compliance situation, consumption trends, data reporting, operation of import/export licensing and quota system, etc. This involves close follow-up with the Network countries.</p>	COM	<p>Historical ODS consumption was analysed and trend analysis prepared, implementation of the ODS licensing & HCFC quota system was monitored, Article 7 & Country Programme data were reviewed and analysed once available, countries with compliance issues were reminded to prepare responses and draft plans of action as per the deadlines set by ImpCom and the Ozone Secretariat. Other parameters were monitored and reported in the ECA 10th anniversary brochure, informed to CAG 2013 and uploaded to the ECA website (ratification, data reporting, ODS consumption, compliance, iPIC participation, Customs focal points, RAC associations, etc.)</p>
ECA	<p>Training of new staff of the National Ozone Units in Albania and Armenia in Paris, France, 28-29 January 2014</p>	COM	<p>Meeting took place as scheduled with the participation of 2 representatives from Albania. Unfortunately, the representatives from Armenia did not get approval to travel. The meeting was conducted by the ECA team in Paris with support by all other OzonAction staff.</p>
ECA	<p>Country-to-Country assistance for Turkmenistan: Development of training curricula for RAC technicians on HCFC alternative (including natural) refrigerants in Ashgabat, Turkmenistan, 18-19 June 2014</p>	COM	<p>Meeting took place as scheduled with the participation of 2 representatives from Kyrgyzstan. NOU Turkmenistan prepared concept note and agenda.</p>

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
ECA	Participation of selected experts in international conferences and meetings and reporting back to the ECA network countries on the conference highlights	COM	Facilitated participation of RAC experts from Albania and Georgia in KGH's international HVAC&R conference in Belgrade, Serbia, December 2013. Facilitated participation of MeBr experts from Kyrgyzstan and Turkmenistan in the global policy and technical workshop on methyl bromide phase-out in Sharm El Sheikh, Egypt, 23-25 February 2014
ECA	Update of ECA website and ECAcool website for RAC associations in English and Russian	COM	NOU Armenia has been contracted to update the ECAcool website and has sent regular messages to subscribers with new entries.
ECA	Articles in quarterly HVAC&R journal of the Serbian RAC association KGH in Serbian and English (co-funded by the ECA network and the Serbia HPMP awareness component)	COM	NOU Serbia, Serbian RAC association KGH and UNEP cooperated to provide articles on HCFC alternative technologies on a quarterly basis - the journal is widely disseminated in Serbia and internationally.
ECA	Facilitating the translation of F-Gas e-learning module from English into Serbian language and provision of free-of-charge licenses to interested RAC experts	COM	The draft version of the e-learning module in Serbian is now available for final review and will be launched shortly. Additional reviewer comments required further corrections of the Serbian language version. In parallel, also the Russian version has been improved..
ECA	Translation into Russian of technical publications related to HCFC replacement and meeting documents	COM	Translation of meeting documents for meetings including highlights and recommendations, media briefings in Bishkek (September 2013), Minsk (March 2014) and Sarajevo (May 2014); summary of seizures and iPIC consultations, launching documents for ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers (4th edition); summaries of publications, website contributions, etc.
ECA	Compliance assistance: Special compliance sessions will be organised in the margins of network and thematic meetings with the involvement of relevant agencies and secretariats.	COM	Compliance session with Bosnia & Herzegovina concerning the HCFC consumption in 2013 during the ECA network meeting in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina, 22-23 May 2014. The participants included the National Ozone Officer, Ozone Secretariat, Fund Secretariat, UNIDO, UNEP.
ECA	Ad-hoc compliance missions can be organised as required and special programmatic and country-to-country assistance can be provided upon request by country concerned.	COM	Upon request - the issue of Bosnia and Herzegovina's HCFC consumption in 2013 was dealt with by email, phone and during the ECA network meeting in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina, 22-23 May 2014.
ECA	Enabling conditions: Particular focus is also given to activities which create enabling conditions for sustained ODS phase-out and help overcome barriers to the introduction of alternative technologies. This includes the adoption of new policy measures, the creation or strengthening of national structures and institutions required for sustained ODS phase-out as well as support measures such as training and certification schemes, e-learning, revised standards and legislation.	COM	This is an ongoing process as part of the overall services provided by CAP in terms of the global clearinghouse function, network and thematic meetings, country-to-country assistance, programmatic assistance, regional awareness raising, outreach and translation, etc.

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
ECA	Launching of the 4th edition of the ECA Ozone Protection Award for Customs & Enforcement Officers	COM	Additional activity undertaken in May 2014: The results of the 3rd edition of the award was presented to the RILO national contact points from Eastern & Central European countries and the RILO heads from Asia Pacific, Western Europe and Middle East during the RILO ECE meeting in Budapest, Hungary, 27-28 May 2014. The 4th edition of the award was launched for the period May 2014 - April 2016. The launching documents, nomination form and media briefing in English and Russian were widely disseminated by email, through websites, Environet and RILO networks. The award ceremony is tentatively scheduled in Ashgabat, Turkmenistan, May 2016.
ECA	Detailed comments on iPIC brochure 2012, iPIC online and how to enhance iPIC online and participated in the iPIC task force	COM	Additional activity undertaken in 2013 / 2014 benefitting the global iPIC community.
ECA	Facilitation of iPIC consultations and analysis of differences / discrepancies of reported trade data for ODS	COM	Additional activity undertaken in 2013 / 2014: 31 iPIC consultations facilitated during Aug - Dec 2013 18 iPIC consultation facilitated during Jan - Jun 2014 The iPIC consultations involved Albania, Australia, Belarus, China, European Union, Faroe Islands, French Polynesia, India, Iceland, Korea, Kyrgyzstan, Montenegro, Netherlands Antilles, Singapore, Turkey, Russia, Serbia, Singapore, Switzerland, Ukraine, USA. Facilitation of analysis of differences / discrepancies of reported imports and exports of ODS between Croatia, Bosnia and Herzegovina, Serbia, Singapore.
ECA	ECA participated in IIR/IOR conference on sustainability and the cold chain in London, UK, 23-24 June 2014	COM	Additional activity undertaken in June 2014: Potential resource persons for future network meetings have been identified and conference highlights reported back to the network countries
ECA	ECA provided query response service upon request	COM	Additional activity undertaken in 2013 / 2014: Responded to more than 13 queries during Aug - Dec 2013. Responded to more than 12 queries during Jan - Jun 2014. The query requests were received from Albania, Belarus, China, Croatia, Netherlands, Poland, Russia, Tajikistan, Turkey, Turkmenistan, Ukraine, United Kingdom as well as OSCE, Ozone Secretariat and UNIDO.
ECA	Outreach of Montreal Protocol related information to national and regional stakeholders in the ECA region	COM	Additional activity undertaken in 2013 / 2014: Regular contributions to OzoNews, UNEP in Europe, KGH journal, OzonAction Special Issue, OzonAction website, ECA website, Environet, media briefings and interviews. The topics included the briefing on ECA network activities, meeting highlights, regional highlights, ozone day messages, 10th anniversary of the ECA network, ODS destruction, Customs Union, information on seizures, ECA award, NOU training, access to technology, policy measures & standards, e-learning.

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
ECA	10th anniversary brochure of the Regional Ozone Network for Europe & Central Asia	COM	Additional activity completed in October 2013: Publication of more than 100 pages with over 75 expert articles and quotes by relevant organisations (MFS, OS, GEF, UNDP, UNDP, WB, UNIDO, GIZ), UNEP Regional Offices and branches (ROE, ROAP, ROWA, Energy, Sustainable Building & Climate Initiative), bilateral partners (European Union, Czech Republic, Poland, Hungary), RTOC members (Denmark, Czech Republic, Netherlands), universities (Macedonia FYA, Serbia, USA), RAC associations (IIR, AREA, STEK, Macedonia FYR, Croatia, Serbia, Italy), architects (Hungary, Croatia, Macedonia FYR, UK) and private companies (Mayekawa, Re-Phridge, Carrier, Soko Inzinjering, Environmental Design Solutions, KlimaCheck), Customs (Croatia, Uzbekistan), NGOs (EIA), major trade partners (China, European Union) as well as the ECA network and associated CEIT countries. Available in English and Russian.
ECA	Implementation of IS and HCFC projects in ECA network countries	COM	Additional activities undertaken in 2013 / 2014: IS projects are being implemented in 4 countries: Albania, Croatia, Kyrgyzstan, Moldova HPMP projects have been implemented in 5 countries (jointly with UNDP, UNIDO): Albania (refrigeration, customs), Armenia (refrigeration, customs), Kyrgyzstan (refrigeration, customs), Serbia (customs, awareness), Turkey (customs) Regional destruction project is being implemented in 3 countries (jointly with UNIDO): Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro - project related meetings took place in Vienna (October 2013) and in the margins of the ECA network meeting in Sarajevo (May 2014)
ECA	Preparation of project proposals (including preparatory projects), renewal requests for IS projects and tranche requests for ECA network countries	COM	Additional activities undertaken in 2013 / 2014: IS renewal requests have been prepared, submitted and approved for 2 countries: Albania, Moldova Requests for HPMP Stage II preparation projects have been developed, submitted and approved for 2 countries (jointly with UNDP): Moldova, Kyrgyzstan.
PIC	Implementation of the PIC Regional HPMP (12 countries) and preparation of Stage 2.	ONG	All Customs and RAC Sector training completed. Equipment delivered. PIC HPMP regional thematic meeting for the preparation of Stage 1 Tranche 2 scheduled for August 2014. Participating countries of the PIC regional project are: Cook Islands (the), Kiribati, Marshall Islands (the), Micronesia (the Federated States of), Nauru, Niue, Palau, Samoa, Solomon Islands, Tonga, Tuvalu and Vanuatu.

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
PIC	Implementation of 12 IS projects.	ONG	IS Renewal projects for Fiji, Federated States of Micronesia, Vanuatu, Nauru, Tuvalu and Cooks Islands were approved at the 72 Com.
PIC	Based on the request from the PICs NOUs, explore the need and possibilities of national HPMPs rather than a regional one for future HPMPs.	ONG	Ongoing discussions with the participating countries and in keeping with the ExCom decisions for this regional project.
PIC	Support maintenance of compliance requirements to the Montreal Protocol.	ONG	All 14 PIC are in compliance with the Montreal Protocol for the reporting year 2012.
PIC	Early submission of 2013 Article 7 data reporting and on line Country Programme data reporting.	ONG	CP 2013 data for 12 countries submitted. As of August 2014, 8 of the 14 PIC completed submission of Article 7 (2013) data.
PIC	Training of new Ozone Officers of Niue and Cook Islands.	ONG	Training fo Niue completed in August of 2013. Also training for the Cooks Islands NOO was conducted in August of 2013. Training for Solomon Islands conducted in Marhc 2014. Mission for Nauru planned for Sept 2014. Training for all NOO in the 14 PIC is maintained as an agenda item for network meetings. This training at network meetings is delivered as part of the meeting and also on a one-to-one basis as per the specific needs of the country. Also additional training/assistance is provided on an ongoing basis through south/south cooperation, emails, telephone, skype, etc. and as per requirement
PIC	Manage the delivery of the PIC regional Network meeting.	Com	PIC regional network meeting held in March 2014 (Tonga). This Meeting was held back-to-back with the PIC Regional Customs refresher train-the-trainer training. All 14 PIC countries attended (NOO and Senior Customs officer)
PIC	Adopt a rotational approach to the participation of a PIC country representative in the South East Asia and the Pacific Regional Network.	ONG	Fiji participated in the September 2013 SEAP meeting, PNG in the March 2014 SEAP meeting. Cambodia and East Timor will participate at the PIC HPMP Stage 1 tranche 2 preparatory meeting- August 2014.
PIC	Build on wider stakeholder engagement nationally and regionally in addressing adaptation of technologies by the RAC sector and in support to the Montreal Protocol implementation.	ONG	Key Stakholders including inter-regional governmental bodies such as the Energy Branch of the Secretariat of the Pacific Community (SPC), Secretariat of the South Pacific Regional Environment Programme (SPREP), Pacific Islands Fisheries Forum were invited to PIC network meetings. National Energy divisions are part of the natioanl stakeholder committees. Energy efficiency management for RAC systems (servicing and technology selection/purchase) were included in the train-the-trainers in good refrigeration practices under the PIC regional HPMP. UNEP and the Government of Samoa together with the Australia/Pacific Technology College conducted a regional workshop and RAC technology show in November 2013. This regional event suppliers of RAC technologies demonstrated the best available non-ODS technological options and with consideration to energy efficiency and climate impacts. Many of the PIC are merging with their national energy mangement mandates and policies.

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
PIC	Provide short information on the standards issue specifically targeted at PICs.	ONG	Most of the PIC countries do not have national standards bodies. All RAC technologies used in the PIC are imported. The PIC are working with the Secretariat of the Pacific Commission (SPC) on the Pacific Islands Energy Labelling Standards (PALS). Countries will seek to include the standards for RAC in this regional activity.
PIC	Encourage NOUs in LVCs and VLVCs to include non-HCFC aspects in national policies related to the tourism sector.	ONG	The PIC are LVCs. NOOs were encouraged and given the skills at network meetings to work with larger ODS consuming sectors (Fisheries, Tourism, Servicing Sectors). These key stakeholders also participated in the training of RAC technicians. NOOs are also working with Divisions of Foreign Affairs and other relevant Ministries on policies for investments and external donations that required RAC technologies, supporting that the RAC technologies are ozone- and climate-friendly, energy-efficient, and that there are suitable national skills to manage these. These activities of the NOOs are reported in the IS progress reports.
SA	Implementation of HPMPs in the Network countries: Afghanistan, Bangladesh, Bhutan, China, India, Iran (Islamic Republic of), Maldives, Mongolia, Nepal, Pakistan and Sri Lanka.	ONG	Working closely with UNDP, UNIDO, Japan and GIZ through IA coordination meetings and telephone/email communications. A session on HCFC phase-out was part of the agenda of the SA Network Meeting in Colombo in May 2014.
SA	Enforcement of HCFC licensing systems, application of the HCFC annual quotas and other regulatory support to sustain HCFC phase-out.	ONG	Through daily contacts and missions, consultations during the network meeting. An in-depth participatory analysis of the licensing/quota system operation was facilitated for Nepal in March 2014 in Bangkok. A session on Policy and Enforcement was part of the agenda of the SA Network Meeting in Colombo in May 2014.
SA	Information, Institutional and Human Resource Capacity building, Communication and Education Programme.	ONG	This activity is being implemented together with the HPMP implementation.
SA	HCFC Phase-out Linkages with Climate, Energy Efficiency and, where possible, safe management and disposal of non-recyclable HCFCs.	ONG	Exploring options for co-financing for ozone/climate/energy linkages through SAARC Development Fund, GIZ project in Nepal, GEF project in Maldives, US EPA project activities. For ODS destruction, CAP ROAP worked with Japan to submit the regional proposal to the 72 ExCom, but it was not approved. Bangladesh, Pakistan and Sri Lanka await to hear on the progress of the ENTRAP project proposal. A session on ODS destruction was part of the agenda of the SA Network Meeting in Colombo in May 2014.
SA	Conducting Network meetings and thematic workshops to provide technical information on HCFC alternatives/policy information. This would also include information sharing on GWP impact of HCFC alternatives and options for co-financing.	COM	The SA Network Meeting in Colombo in May 2014 included sessions to share information on HCFC alternatives with consideration on GWP impact. As part of UNEP-USEPA project missions to Maldives and Bhutan, a draft National Action Plan on CEU linkages was discussed. One day EE workshop conducted in Bhutan to discuss CEU linkages.

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
SA	Conducting Training for new Ozone Officers to allow for successful continuation of national implementation of the Montreal Protocol. This will be done through country visits by CAP officers, south/south support and as part of the Network meetings for Ozone Officers.	COM	This was organised back-to-back with the network meeting in Sri Lanka in May 2014.
SA	Continually increasing stakeholder engagement at national, regional and international platforms.	COM	This activity is being implemented together with the HPMP.
SA	Working closely with UNDP, WB, UNIDO, Japan and GIZ through monthly coordination meetings, email communications and side consultations during Network Meetings in implementation of HPMP non-investment strategy and activities for Bangladesh, China, DPR Korea, India, Iran, Pakistan and Sri Lanka where UNEP is a Cooperating Agency.	ONG	This will be done through inter-agency meetings and joint missions where/ when possible.
SA	Assisting in the implementation of the Standards and Labeling Programme (SLP) and Framework for Efficient and Low HCFC Economic Development (FELHED) components of the HPMP of Bangladesh, Maldives, Bhutan and Nepal.	ONG	This is being done through USEPA and other resources as and when available.
SA	Urging China to provide the Medical Technical Options Committee with information to enable assessment of essential-use nominations in accordance with the criteria set out in decision IV/25 and subsequent relevant decisions as set out in the handbook on essential-use nominations (MOP Decision XXIV/3).	COM	The activity was completed in January 2014.
SA	Assist Nepal in phasing out 100 kg of CTC used in laboratories through identification of alternative methods and in consultation with Montreal Protocol Chemical Technical Options Committee.	COM	The activity was completed and CTC use has been phased out.
SEA	Conduct the planned activities under the approved HPMPs in the Network countries.	ONG	All the approved HPMPs for which CAP is assisting in the implementation have been conducted/initiated, except Myanmar with the delayed approval of the Ozone Order.
SEA	Review and provide technical/policy support for the enforcement of HCFC Licensing systems, application of the HCFC annual quotas and other regulatory support to sustain HCFC phase-out	ONG	Discussion/review of the HCFC control regulations/policies has been done through the network meetings, regular contact with the NOU as well as during missions. Follow up with Myanmar on the approval of the Ozone Order was conducted through a letter from the regional Director, a mission by the Deputy Regional Director, in addition to the regular CAP staff follow up.
SEA	Organise sub-regional border dialogue to prevent/combat HCFC and other ODS illegal trade.	COM	The sub-regional border dialogue was conducted in Nov 2013 with countries of sub-Mekong region including Cambodia, China, Lao DPR, Myanmar, Thailand, and Vietnam. The follow-up meeting between Cambodia, Lao-DPR, Myanmar, Thailand, Vietnam to exchange views was organised during the margins of the network meeting in Lao PDR, 1-3 April 2014.

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
SEA	Promote the application and use of iPIC among Network countries.	ONG	Regular follow-up with non-iPIC countries, i.e. Timor Leste, Thailand and Myanmar is being conducting through e-mail, teleconference and during the network meetings. It is expected Timor Leste will join iPIC in 2014.
SEA	Conduct Network meetings and thematic workshops to provide technical information on HCFC alternatives/policy information. This would also include information sharing on GWP impact of HCFC alternatives and options for co-financing. The Network meeting will also include topic on technical and policy message on methyl bromide and other ODS.	ONG	The first network meeting was organised in Lao PDR from 1-3 April 2014 with topics on alternatives, as well as methyl bromide. The second one is being plannd for Sep/Oct 2014.
SEA	Provide timely technical and policy assistance to countries for the preparation and timely submission of Article 7 data report and Country Programme Progress Report.	ONG	Network countries were reminded about the CP progress report submission, and provided password to Laos and Thailand, and assisted countries to report technical difficulties to the MLFS in accessing the online reporting form.
SEA	Facilitate South-South cooperation for the capacity building of Ozone Officers, combating ODS illegal trade, technicians/customs training, etc.	COM	Facilitated the assistance by the NOU of Indonesia to Timor Leste for the delivery of the Customs Training workshop and explore further south-south cooperaiton opportunity in January 2014; Facilitated the visit of two new ozone officers from Brunei to the NOU of Malayisia for capacity building in Feb 2014; Facilitated to assistance by one expert from Indonesia in the organisation and delivery of the Good practices training workshop of Timor Leste in June 2014.
SEA	Continually increase stakeholder engagement at national, regional and international platforms for HCFC phase-out with the aim of maximising climate and energy benefits from HCFC phase-out.	COM	Provided information on the role/responsibility of other national stakeholders in the energy efficiency and climate protection, as well as the possible options to cooperate with them was done through network meetings and regular contact with NOUs. During CAP mission to the Philippines, Cambodia, Myanmar, Laos, CAP staff visited the potential partner, met with other stakeholders and senior officials to promote the engagement.
SEA	Keep regular contact with NOU to understand their needs/challenges and provide timely support/advice.	ONG	CAP staff has been keep regularly contact with all NOUs through email, e-forum, telephone and social networks to update the new development, collect idea for network meeting agenda, follow up activities.

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
WA	The sound implementation of the regional high-ambient project.	ONG	<ul style="list-style-type: none"> • Confirmed participating companies in the project are: 7 local manufacturers, plus one global company manufacturing locally & 6 technology providers (Daikin, Honeywell, DuPont, Emerson, GMCC, and Highly) • Agreement with NOUs is made to formulate Technical Review Team and TORs for the technical review team developed and agreed by member states participating in the project. UNEP/UNIDO are currently working on the nominations for the team. • NOUs at GCC level established a mechanism, which should be operational by early 2014, to coordinate the HCFC phase-out strategies with MEPS (Minimum Energy Performance Standards) amongst environment and standardisations authorities in the GCC • Work is ongoing to tender for a 3rd party independent lab for the testing of prototypes including testing criteria and referencing standards • Progress on DC research using services of UNEP-intern for compiling and preparing brief report on DC capacities/potentials and the project consultants attending local conferences to gather information and make contact with stakeholders • Preparation of national studies on available and future A/C technologies in Kuwait and Qatar is completed where TORs of the studies agreed and potential local partners identified • Inclusion of the refrigerant selection parameter in the development of MEPS (Minimum Energy Efficiency Standards) programmes in UAE and Qatar • Project awareness through presentations and attendance in technical conferences with presentatin of the project at 2 District Cooling conferences (Riyadh & Dubai Sept-2013), Daikin Environmental Conference (Oct 2013 - Brussels), CHEAA Conference (Beijing Oct-2013, AHRI AREP Conference (NY Jan-2014). • MOU with AHRI (Air-Conditioning, Heating, and Refrigeration Institute) for cooperation between PRAHA project and - AREP (Low GWP Alternative Refrigerants Evaluation Program (AREP) of AHRI • Two types of agreements with the local manufacturers and the technology providers drafted, reviewed and signed. The agreements cover the companies' responsibilities, share of information commitments, final results review, testing at independent and recognised 3rd party labs. In addition, the relation and commitment of each company to the project is also defined. Agreements signed
WA	Conclusion of the regional initiative of compiling detailed information about unwanted ODS quantities.	ONG	questionnaire has been distributed to countries for their use in collecting available data to facilitate a sound and facts based development of regioanl approach for dealing with un wanted ODS including detruction due to lack of required resources at country level to consuct a sound survey, it was agreed to provide CAP assistance to enable NOUs collect the required basic data that is required to understand the magnitude of the problem and then design the necessary response. a regional workshop is planned in Q4 2014 to discuss and agree next steps

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
WA	Support the enforcement of the Gulf Cooperation Council (GCC) Unified ODS Regulation and the development of harmonised phase-out policies amongst GCC countries.	ONG	* Bylaws to enforce the GCC regulations have been approved and enacted in Oman. A draft bylaw for KSA is being finalised and is expected to be adopted by end 2014. Bahrain concluded new Regulation to enforce the Unified regulation which is due for issuance during 2nd half of 2014, Kuwait and Qatar are in drafting stage of their updated regulation to meet the unified regulation. CAP will continue work with all countries on drafting and enforcing the respective bylaws. * Harmonising regional phase out policy has been on the table of the network as standards topic since the inception of HPMPs and a regional workshop is planned during Q4 2014 to coordinate policies for the foam sector. This is a very difficult process due to links and connections with several national and regional players as well as due to the differences in economies and national priorities. CAP is trying to establish a unified approach on key policy issues and help the region reach a consensus on conflicting policies.
WA	Continue the work of harmonising the regional standards/codes relevant to the insulation materials.	ONG	Activities related to foam standards planned during the fall of 2014 and activities related to RAC standards planned for 2015
WA	Maintain efficient partnerships with regional groups and key players to ensure the enhanced institutionalisation of the Montreal Protocol within the different policy and technical frameworks.	ONG	* Gulf Cooperation Council (GCC) and League of Arab States (LAS) Secretariats are invited in the regional network activities * Continue cooperation with ASHRAE in organising specialised technical events (3rd regional high-ambient symposium in Dubai Sept 2013 & District Cooling Symposium in Kuwait May 2014) * Participating actively in the GCC Ozone Group meetings (Jan 2014 & June 2014)
IMT	Provide information support to NOUs and other stakeholders upon request in close coordination with the Regional CAP teams.	ONG	On request, information support to the governments and different stakeholders (i.e. information provision, media inquiries, publications shipment, transfer of audio-visual tools etc...)
IMT	Develop and outreach short need-based audio-visual materials, publications and organise outreach events	COM	13 new publications and one documentary developed and outreached to regional CAP teams and Paris-based teams. Organisation of side-events at OEWG and MOP and network meetings. Development of executive summaries of the publication in all UN languages
IMT	Service the national and regional workshops organised by the Regional CAP teams.	ONG	Information tools and media advisories/backgrounders provided for regional network and thematic meetings (February- May 2014)
IMT	Encourage countries, organisations and stakeholders to translate and adapt existing materials produced under the Multilateral Fund into national languages at their own cost.	ONG	Translation and adaptation of OzonAction publications and videos into local languages
IMT	Develop, disseminate and outreach fact sheets and policy briefs on prioritised topics.	ONG	New fact sheet are under development for MOP-26

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
IMT	Develop, disseminate and outreach Publications Catalogue 2014 both in hard copy and USB-key formats.	COM	Publication catalogue was revised and developed for MOP-25 (print and USB-keys)
IMT	Collect and distribute information about not-in-kind technologies.	ONG	New fact sheet under development on district cooling
IMT	HPMP case studies from different regions.	NO	Removed from BP due to financial restrictions
IMT	HCFC phase-out in the foam sector.	ONG	New publication under finalisation
IMT	Information about flammable refrigerant safety for RAC.	ONG	New publication under finalisation
IMT	Information to support building engineers' understanding of HCFC phase-out.	NO	Removed from BP due to financial restrictions
IMT	Produce and distribute in hardcopy and electronic format one large issue of the OzonAction Special Issue for 2013 in Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish.	COM	2013 OzonAction Special Issue (OASI) "A Healthy Atmosphere: the Future We Want" was developed and distributed at MOP-25 and through the website. Individual articles were posted through social media platforms. Due to good input from all regional teams, another publication was created "Putting a Face to Ozone Layer Protection : Regional Highlights"
IMT	Improve OzonAction web services in accordance with the proposals in Communication Strategy.	ONG	Regular updating of OzonAction website and streamlining social media platforms accordingly.
IMT	Continue seeking strategic partnerships and linkages with other international, regional, national and corporate initiatives to propagate or incorporate information and awareness messages related to the Montreal Protocol and ozone layer protection.	ONG	Regular streamlining social media platforms with other partners.
IMT	Assist regional CAP team in media related activities	ONG	Media advisories and media backgrounders were developed for regional network and thematic meetings. Info notes were regularly uploaded to OzonAction website. OzonAction Newsdrops service was developed for YouTube.
IMT	Conduct strategic outreach at key international and regional fora and participate in regional or national workshops related to information, communication and education issues, as requested by the Regional CAP teams or other departments of UNEP. This includes participation in exhibitions at Montreal Protocol meetings and other events.	ONG	Side-events and exhibitions organised at OEWGs and MOP-25 as well as regional network and thematic meetings. Outreached through OzonAction website and social media platforms.
IMT	Help ensure the long-term sustainability of the Montreal Protocol compliance in Article 5 countries by providing guidance and materials that can be used by Ozone Officers and Ministries of Education to incorporate issues concerning ozone layer protection into their national educational curricula.	ONG	No financial resources allocated.
eKM	Enhance and improve the existing OzonAction web site to facilitate NOU's access to information.	ONG	New customs 'one-stop-shop' created; NOO 'one-stop-shop' created for easy access to capacity building and information tools and links. Regular updating of OzonAction website.

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
eKM	Continue and increase the number and quality of global and regional webinars to engage the Montreal Protocol community with the goal of sharing knowledge, challenges, experiences, lessons learned and case studies in achieving compliance, using latest virtual conferencing tools, such as the Cisco Webex system. To consider also producing a lighter format of the webinars, presenting only one speaker in the format of “ask the virtual expert”.	ONG	The following webinars were held; "Refrigerants, Naturally! – Cool partnership", Outcomes of the global workshop to address remaining challenges for total phase-out of methyl bromide in developing countries", "HFOs; will it substitute the HCFC & HFC as long-term solutions?" "Standards for the Adoption of HCFC Alternatives" "Is the Montreal Protocol Leading the Way to Ozone and Climate Protection?"
eKM	Further refine, maintain and promote use of the web-based iPIC-online system, which was launched in May 2012. The password-protected iPIC-online system facilitates and engages countries to better inform, share, and access information, and thus facilitates the monitoring and control of transboundary ODS movements, which in turn facilitates compliance.	ONG	Consultation process carried out with users and RNCs to decide on improvements and refinements to iPIC platform. Consultant secured to carry out update to create new streamlined platform; work has commenced Videoconferences carried out with interested NOUs to train on the platform; iPIC outreached in network meetings; new iPIC report produced (May 2014)
eKM	Continue to enhance the OzoNews news services with more appealing lay out and targeted articles to keep key members of the Montreal Protocol community up-to-date on breaking news. Integrate and streamline this service with the OzonAction social media platforms.	ONG	OzoNews produced and outreached every 2 weeks
eKM	Reconsider designing and developing a smart-phone mobile application to allow the public to access the Trade Names database that contains a variety of data and images	ONG	The mobile application will be developed in collaboration with DCPI as they have the internal capacity and developers.
eKM	Continue to enhance and enrich the “Montreal Protocol Who’s Who” web portal with new features and profiles. The Montreal Protocol Who’s Who is intended to honor the visionaries, innovators and implementers who are making the Montreal Protocol a global environmental success story.	ONG	Three new steering committee members appointed; four new profiles reviewed and uploaded to the the platform
eKM	Continue to maintain and enhance the main OzonAction website with more relevant and targeted contents and simplified navigation. Integrate fully with OzonAction social media platforms. The goal is to make regional websites more relevant to stakeholders, as well as providing better inter-linkages with NOU websites.	ONG	Website continually updated with latest relevant information Consultations underway to re-vamp entire website New customs 'one stop shop' created; NOO 'one stop shop' created for easy access to capacity building and information tools and links.

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
eKM	Continue to conduct strategic outreach on the effective use of various eKM tools such as web, social media, e-conferencing, virtual exhibition platforms on alternative technologies in collaborations with RACs, and databases at key international and regional ozone layer protection –related forums. Engage stakeholders in knowledge sharing through the various e-platforms. This includes organising specific events during major Montreal Protocol meetings and other related events, as well as the provision of guidance and materials that can easily be used by NOUs.	ONG	Side-events and exhibitions organised during OEWG and MOP-25 as well as during regional network and thematic meetings. Outreached through OzonAction website and social media platforms.
eKM	Continue to maintain and promote use of the OzonAction Management Information System (oMIS), the CAP-wide internal integrated information management system as the internal CAP electronic knowledge management platform.	ONG	Regularly updated.
eKM	Continue to outreach internally and provide training for relevant CAP staff regarding the effective use of various e-tools (including Skype, Cisco Webex Meeting software, Cisco Webex Event software, DotNetNuke and Drupal web content management systems, and social media networking platforms) to better serve Article 5 countries.	ONG	On request
CBT	Create an information tool on the issue of certification for RAC technicians in developing countries, recognizing the magnitude of technicians in the ‘informal sector’ in many countries.	ONG	Initial scoping and identification of consultants carried out drafting of TORs done
CBT	Create an information/guidance tool on the issue of retrofitting of equipment to use hydrocarbons. This will principally concern the safety aspects and warn of the dangers of such practices (for example to guide on decreasing risk).	ONG	Requires revision of project approach following ExCom Decision 72/17 and CAG 2014 guidance.
CBT	A linked survey/review of examples where conversion/ retrofitting to hydrocarbons is already taking place will be carried out.	ONG	
CBT	Develop a study on the contribution of HCFC servicing sector to climate and ozone mitigation. This will aim to provide practical recommendations and guidance to achieve such ozone and climate benefits.	ONG	Initial scoping and identification of consultants carried out; drafting of TORs done
CBT	Develop factsheets/brief booklets on current and relevant issues, responding to needs expressed through CAP and Network meeting feedback (e.g. national methyl bromide QPS tracking systems).	ONG	Consolidation and examination of all existing factsheets carried out, topics for new fact sheets identified; new format/template created; new factsheets drafted
CBT	Maintain and update the ‘one-stop-shop’ repository of information and tools relevant to customs and enforcement officers	COM	Completed, will be updated and improved on an ongoing basis http://www.unep.org/ozonaction/Topics/Customs/tabid/6402/Default.aspx

Team	Service/activity planned for 2014	Progress (indicate COM completed or ONG ongoing)	Comment
CBT	Explore feasibility of creating a smartphone application to allow quick access to key OzonAction information and materials (capacity building and information materials, news, meeting dates – for UNEP and other Montreal Protocol meetings)	ONG	Development of this smartphone application is on hold until the one for trade names (see above) has been completed. This will help determine feasibility of creating another mobile device application for quick access key OzonAction information and material.
CBT	Outreach and facilitate adoption of use of existing capacity building tools, such as the iPIC mechanism and Montreal Protocol Customs Training e-learning module, etc	ONG	Ongoing task, carried out through network meetings, side events, communications through RNCs, website and publications

ANNEX 2C - REGIONAL SCHEDULE OF EVENTS, October 2013-August 2014

DATES	MEETING/WORKSHOP AND LOCATION
30 September - 4 October 2013	Joint Main Meeting of the Latin America and Caribbean Networks of Ozone Officers Venue: Kingston, Jamaica
12-15 November 2013	National Master Trainer Workshop in Good Practices & Air Conditioning Servicing Sector Venue: Penang, Malaysia
19-21 November 2013	Joint Meeting with ECOWAS on finalization and validation of ECOWAS ODS Regulations Venue: Ouagadougou, Burkina Faso
26-28 November 2013	Workshop on Protecting Caribbean Borders from Illegal Trade in ODSs Venue: St George's, Grenada
23-25 February 2014	Global Policy & Technical workshop on Methyl Bromide Phase-out Venue: Sharm El Sheikh, Egypt
26 February 2014	Joint Meeting between ROWA and ROA Arab Countries in North Africa Venue: Sharm El Sheikh, Egypt
27 February 2014	West Asia Network Coordination Meeting Venue: Sharm El Sheikh, Egypt
10-14 March 2014	Pacific Island Countries (PIC) Network Meeting of Ozone Officers back to back with the Training Workshop to Strengthen ODS Control and Prevent Illegal Trade Venue: Tonga
18-20 March 2014	Consultative meeting on the implications of Armenia, Kyrgyzstan and Tajikistan joining the Customs Union between Belarus, Kazakhstan and Russian Federation Venue: Minsk, Belarus
24-28 March 2014	Joint Meeting of the Africa English-Speaking and French-Speaking Networks of Ozone Officers Venue: Addis Ababa, Ethiopia
1-4 April 2014	Annual Meeting of the Regional Ozone Network for Southeast Asia and the Pacific Venue: Lao, PDR

8-10 April 2014	Follow up Meeting of the Caribbean Network Venue: Paramaribo, Suriname
18-19 May 2014	Inter-Regional Consultation on opportunities to monitor trade in Ozone Depleting Substances and their Alternatives in Free Trade Zones Venue: Sarajevo, Bosnia and Herzegovina
20-21 May 2014	Regional Customs Cooperation Meeting and Ozone Protection Award for Customs and Enforcement Officers Venue: Sarajevo, Bosnia and Herzegovina
20-21 May 2014	Regional Symposium on District Cooling, Saving Environment and Energy (as part of the High Ambient project) Venue: Kuwait
22-23 May 2014	Annual Meeting of the Regional Ozone Network for Europe and Central Asia Venue: Sarajevo, Bosnia and Herzegovina
27-30 May 2014	Meeting of the South Network of Ozone Officers Venue: Colombo, Sri Lanka
11-13 June 2014	Thematic Meeting on HPMPs in Anglophone Countries - Certification Programme and strengthening of RAC Associations Venue: Kigali, Rwanda
17-20 June 2014	Thematic meeting on HPMPs Implementation and Preparation of Second Stage Venue: Quito, Ecuador
7-9 July 2014	Regional Network Coordinators' Meeting Venue, Paris, France
11-14 August 2014	Pacific Island Countries Thematic Meeting on HPMP Implementation and Preparation of Second Tranche Venue: Fiji
8-9 September 2014	Thematic Workshop on the Development of Appropriate National Regulatory and Institutional Frameworks in West Asia Countries of Certification Scheme for RAC Technicians Venue: Muscat, Oman
21-22 September 2014	West Asia Training of New Ozone Officers Venue: Manama, Bahrain
23-25 September 2014	ECA Thematic Meeting on HPMP Implementation for English-speaking Group of Ozone Officers Venue: Becici / Budva, Montenegro

30 Sept - 2 October 2014	ECA Thematic Meeting on HPMP Implementation for Russian-speaking Group of Ozone Officers Venue: Dushanbe, Tajikistan
2-5 October 2014	Joint Main Meeting of the Latin America and Caribbean Networks of Ozone Officers Venue: Santo Domingo, Dominican Republic
14-16 October 2014	Thematic Workshop on Enabling National Conditions for the Adoption of Standards in the RAC Servicing Sector Venue: Panama City, Panama
14-17 October 2014	Thematic Meeting on HCFCs Alternatives, Available Technologies and Certification back to back with the Main French-speaking Network Meeting Venue: Cotonou, Benin
26-27 October 2014	Main Meeting of the ODS Officers Network for West Asia Venue: Dubai, United Arab Emirates
28-29 October 2014	4th Regional Symposium on Alternative Refrigerants for High Ambient Countries Venue: Dubai, United Arab Emirates
5-7 November 2014	Thematic Meeting on Implementation of HCFC Control Measures by Enforcement Agencies Venue: Lusaka, Zambia
16-17 November 2014	Thematic Meeting on Management of Unwanted Ozone Depleting Substances (ODS) - Conclusion of the Regional Initiative of Compiling Detailed Information About Unwanted ODS Quantities Venue: Dubai, United Arab Emirates
18-19 November 2014	West Asia Regional Thematic Workshop on Foam - Initiative to Enhance Cooperation Amongst Foam Industries Including Feasibility to Establish a Dedicated Regional Forum / Association Venue: Dubai, United Arab Emirates
25-27 November 2014	Experts Meeting on Identification of HCFCs and HCFC-Based Equipment Venue: Abidjan, Cote d'Ivoire

ANNEX 2D – 2014 ANNUAL CAP PROGRESS REPORT

REPORT ON UTILIZATION OF CAP STAFF FOR MULTILATERAL FUND AND MONTREAL PROTOCOL ACTIVITIES

This Annex complies with Decision 70/10(d)(ii), which requested UNEP to continue providing reports on the utilization of Compliance Assistance Programme (CAP) staff for Multilateral Fund Montreal Protocol activities according to the following five categories in the context of annual progress and financial reports:

- Projects and services approved by the Executive Committee;
- Pursuing synergies or implementing joint activities with other non-Multilateral Fund partnerships and initiatives;
- Mobilizing resources for ozone protection activities from entities outside of Multilateral Fund;
- UNEP-wide processes and activities; and
- Administrative activities.

Use of staff time

Developments since the 2014 CAP budget approval:

- CAP staff in the ROAP office are implementing activities financed by the United States Government on the climate co-benefits in the HCFC phase out in the Asia-Pacific region.
- CAP staff in Paris and the regions continue to be involved and support issues related to information sharing on low-GWP, energy efficient alternatives to HCFCs through participation in Climate and Clean Air Coalition (CCAC) projects and workshops.
- CAP staff in Paris and the regions continue to provide Montreal Protocol-related inputs to the Green Customs Initiative.
- CAP staff in Paris and the regions continue to investigate co-financing and climate co-benefits through interactions with non-Multilateral Fund organizations, as well as project proposal development and submission.

CAP team	Projects and services approved by the Executive Committee	Pursuing synergies or implementing joint activities with other non-Multilateral Fund partnerships and initiatives	Mobilizing resources for ozone protection activities from entities outside of Multilateral Fund	UNEP-wide processes and activities	Administrative activities
Africa – Anglophone		0			
Africa – Francophone		15			
Caribbean		0			
Europe & Central Asia		0			
Latin America		0			
Pacific Island Countries		15			
South Asia		15			
South East		15			

CAP team	Projects and services approved by the Executive Committee	Pursuing synergies or implementing joint activities with other non-Multilateral Fund partnerships and initiatives	Mobilizing resources for ozone protection activities from entities outside of Multilateral Fund	UNEP-wide processes and activities	Administrative activities
Asia					
West Asia		0			
Paris (Global)		10	5		

Decision 70/10 (iii) requested UNEP to provide a status report to the 71st Executive Committee meeting on the extent to which UNEP implemented measures to ensure that all professional staff time paid with CAP funds was used for the Multilateral Fund Montreal Protocol activities, in line with decision 50/26(a)(iii).

All CAP staff have drafted their new staff performance workplans for the period 1 April 2014 – 31 March 2015 in close consultation with the Head of the OzonAction Branch. The individual workplans reflects the goals and priorities set for the staff member for this reporting period. UNEP has ensured that all professional staff paid with CAP funds will focus their time on Multilateral Fund Montreal Protocol activities.

Reporting lines

Decision 70/10 (d) (iv) requested UNEP to ensure that the “regional network coordinators were directly accountable to the Network and Policy Manager in the OzonAction Branch, based on the CAP organigram presented in the 2010 CAP budget (UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/17), and according to the CAP structure indicated in the original description of the CAP programme provided in UNEP/Oz.Pro/ExCom/35/4.”

UNEP senior management decided that starting from the 2014 performance assessment cycle, the Regional Network Coordinators would report to the Head of OzonAction Branch as their First Reporting Officer, to the UNEP Regional Director as their Second Reporting Officer, and to the Network and Policy Manager as Additional Reporting Officer.